

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 novembre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 14th. 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion: le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number: the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion: the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(P. G. 45056-53)

Allen's Cartage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix octobre 1953, constituant en corporation: John Augustin Allen, voiturier public, William Ian Oswald, comptable, tous deux de Montréal, John Arthur Allen, bourgeois, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de voituriers et conduire et transporter des passagers, sous le nom de "Allen's Cartage Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

35998

Letters Patent

(A. G. 45056-53)

Allen's Cartage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of October, 1953, incorporating: John Augustin Allen, public carter, William Ian Oswald, accountant, both of Montreal, John Arthur Allen, gentleman, of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of carters and to carry and convey passengers, under the name of "Allen's Cartage Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at the City of Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

35998-o

(P. G. 43852-53)

Amazon Products Manufacturing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1953, constituant en corporation: J-Théo Dion, hôtelier, de Sillery, J-Paul Bolduc, comptable, Jacques Bédard, avocat, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer en général, le commerce de marchands de cuir et manufacturiers de toutes sortes de marchandises fabriquées de cuir artificiel et imité et tous autres articles de fantaisie et nouveautés, sous le nom de "Amazon Products Manufacturing Limited", avec un capital de $50,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 43852-53)

Amazon Products Manufacturing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of October, 1953, incorporating: J-Théo Dion, innkeeper, of Sillery, J-Paul Bolduc, accountant, Jacques Bédard, advocate, both of the City of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of leather merchants and of manufacturers of all kinds of goods composed of leather, artificial and imitation leather, and all kinds of fancy goods and novelties, under the name of "Amazon Products Manufacturing Limited", with a capital stock of $50,000 divided into 250 common shares of a par value of $100. each and 250 preferred shares of a par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Quebec City, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this first day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 45097-53)

Appliances & TV Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross avocat, Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de radios, appareils de télévision, phonographes, instruments et machines à enregistrer, outillage de chauffage, réfrigérateurs, accessoires électriques, articles de ménage, meubles, sous le nom de "Appliances & TV Ltd.", avec un capital de $5,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 45097-53)

Appliances & TV Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of October, 1953, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Deal in all kinds of radios, television sets, phonographs, recording instruments and machines, heating equipment, refrigerators, electrical appliances, household equipment, furniture, under the name of "Appliances & TV Ltd.", with a capital stock of $5,000 divided into 1,000 common shares of the par value of $1. each and 400 preferred shares of the par value of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P. G. 43772-53)

Arco Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Jean Bruneau, avocat, de Longueuil, Humbéline Paquette, Suzanne Savignac, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils électriques de toutes sortes, exercer les fonctions d'entrepreneurs électriciens; faire le commerce d'articles de sport et leurs accessoires, sous le nom de "Arco Elec-

(A. G. 43772-53)

Arco Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Jean Bruneau, advocate, of Longueuil, Humbéline Paquette, Suzanne Savignac, secretaries, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus of all kinds, carry on the work of electrical contractors; deal in articles of sport and their accessories, under the name of "Arco Electric Inc.", with a capital

tric Inc.", avec un capital de $50,000 divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville LeMoyne, 76a, rue Saint-Louis, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

Association de Hockey Junior de Québec Incorporée, (Catégorie B)
Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B. Catégory)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis Boutet, avocat, Joseph Slythe, secrétaire, Lucille Ross, sténo-dactylo, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Unir en association les amateurs de sports de la région et du district de Québec, pour améliorer les conditions générales de tous les sports et spécialement du hockey, sous le nom de "Association de Hockey Junior de Québec Incorporée, (Catégorie B) — "Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B. Category)".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 41251-53)

Baillargeon Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1953, constituant en corporation: Pietro Guerci, Guy St-Louis, comptables, de Montréal, Claire Raymond, secrétaire, célibataire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Bâtir, acheter, administrer, exploiter des terrains, immeubles, édifices et autres propriétés immobilières; et plus spécialement faire de l'entreposage, sous le nom de "Baillargeon Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 43849-53)

Beaudry Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre

stock of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ville LeMoyne, 76a, Saint-Louis Street, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 44403-53)

Association de Hockey Junior de Québec Incorporée, (Catégorie B)
Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B. Catégory)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1953, to incorporate as a corporation without share-capital: Jean-Louis Boutet, advocate, Joseph Slythe, secretary, Lucille Ross, steno-typist, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To group together as an association, the sport amateurs of the region and district of Quebec, to improve the general conditions of all sports and hockey especially, under the name of "Association de Hockey Junior de Québec Incorporée, (Catégorie B) — "Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B. Category)".

The amount to which the annual revenue on real estate which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, October seventh, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy AttornIy General.

(A.G. 41251-53)

Baillargeon Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1953, incorporating: Pietro Guerci, Guy St-Louis, accountants, of Montreal, Claire Raymond, secretary, spinster, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, buy, manage, and deal in land, immoveables, buildings and other immoveables property; and more especially, carry on a warehousing business, under the name of "Baillargeon Corporation".

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without par or nominal value and 1,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, September twenty-third 1953.

L. DÉSILETS.

35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 43849-53)

Beaudry Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conjormity with section 2, chapter

276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six octobre 1953, constituant en corporation: Jean-Paul Beaudry, épicier-boucher, Irène Orrell, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Beaudry, tous deux de Pointe-aux-Trembles, Yvon Beaudry, marchand, de Montréal-Est, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épiciers-bouchers, sous le nom de "Beaudry Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 43771-53)

Bernard Côté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-dinq septembre 1953, constituant en corporation: Jean Bruneau, avocat, de Longueuil, Humbéline Beauchamp, Suzanne Savignac, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous tapis, carpettes, prélarts, instruments de musique, jouets, appareils électriques, ameublements de maison et de bureau, sous le nom de "Bernard Côté Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville LeMoyne, rue St-Louis, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 41186-53).

Bolduc & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du premier octobre 1953, constituant en corporation: J.-Alfred Bolduc, industriel, Dame Albéa Théberge, épouse séparée de biens dudit J.-Alfred Bolduc, Rosaire Bolduc, étudiant, tous de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, embouteilleurs, fabricants, distributeurs d'eau gazeuse et minérale et autres breuvages, sous le nom de "Bolduc & Fils, Inc.", avec un capital de $50,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of October 1953, incorporating: Jean-Paul Beaudry, butcher-grocer, Irène Orrell, housewife, wife separate as to property, by marriage contract, of the said Jean-Paul Beaudry, both of Pointe-aux-Trembles, Yvon Beaudry, merchant, of Montreal-East, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Beaudry Limitée", with a capital of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of October 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 43771-53)

Bernard Côté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Jean Brunneau, advocate, of Longueuil, Humbéline Beauchamp, Suzanne Savignac, secretaries, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all carpets, rugs, oilcloth, musical instruments, toys, electrical appliances, household and office furniture, under the name of "Bernard Côté Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ville LeMoyne, St-Louis Street, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 41186-53)

Bolduc & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of October, 1953, incorporating: J.-Alfred Bolduc, industrialist, Dame Albéa Théberge, wife separate as to property of the said Alfred Bolduc, Rosaire Bolduc, student, all of Montmagny, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To carry on the business of importers, bottlers, manufacturers, distributors of aerated, mineral and other beverages, under the name of "Bolduc & Fils, Inc.", with a capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 43715-53)

Bright Spot Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Maxwell Alter Schwartz, avocat, de Montréal, Samuel Senzilet, notaire, d'Outremont, Irwin B. Cohen, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant et rôtisserie servant des repas et breuvages rafraîchissants, sous le nom de "Bright Spot Inc.", avec un capital de $20,000, divisé en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune et 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, chambre 610, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 45543-53)

Calumet Uranium Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1953, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Rose-Aimée Poudrette, sténographe, fille majeure, de Boucherville, et Rita Angers, sténographe, fille majeure de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Calumet Uranium Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43810-53)

Canadian Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du trente septembre 1953, constituant en corporation: Samuel Aboud, ingénieur professionnel, de Ville Mont-Royal, Daniel Aboud, contrôleur, d'Outremont, Hubert Ducharme, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 43715-53)

Bright Spot Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of September, 1953, incorporating: Maxwell Alter Schwartz, advocate, of Montreal, Samuel Senzilet, notary, of Outremont, Irwin B. Cohen, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant and broiling house, serving meals and liquid refreshments, under the name of "Bright Spot Inc.", with a capital stock of $20,000, divided into 1,500 rpeferred shares of $10 each, and 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander St. Room 610, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1953.

L. DÉSILETS.

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 45543-53)

Calumet Uranium Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1953, incorporating: Jean Monette, lawyer, of Longueuil, Rose-Aimée Poudrette, stenographer, spinster, of Boucherville, and Rita Angers, stenographer, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Calumet Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 43810-53)

Canadian Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of September 1953, incorporating: Samuel Aboud, professional engineer, of town of Mount-Royal, Daniel Aboud, controller, of Outremont, Hubert Ducharme, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Canadian Contractors Inc.", avec un capital de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 42648-53)

Canadian Diamond Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Benjamin Treiser, marchand, Morris Rubinstein, diamantaire, Andrée Lavoie, secrétaire, fille majeure, Ferdinand Frankel, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, orfèvres, et marchands de toutes sortes de pierres précieuses, sous le nom de "Canadian Diamond Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deuxième jour d'octobre, 1953.

L'Assistant-procereur géné4al,

35998 L. DÉSILETTS.

(P. G. 45095-53)

Canadian Formwork Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R Q. 1941, des lettres patentes en date du cinq octobre 1953, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, Anna Mikula, secrétaire, fille majeure, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme constructeurs et entrepreneurs pour fins de construction, sous le nom de "Canadian Formwork Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 100,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43841-53)

Carmen Shoes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Armand Rousseau, Wesley Hyndman Bradley, avocat et Conseil en Loi de la

To act as general contractors and builders, under the name of "Canadian Contractors Inc.", with a capital of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of zhe company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, September thirtieth, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 42648-53)

Canadian Diamond Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1953, incorporating: Benjamin Treiser merchant, Morris Rubinstein, Diamond-Dealer, Andrée Lavoie, secretary, spinster, Ferdinand Frankel, manufacturer, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, silversmiths, and dealers in all kinds of precious stones, under the name of "Canadian Diamond Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 200 common shares of $100. each, and 200 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A. G. 45095-53)

Canadian Formwork Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of October, 1953, incorporating: Lovell C. Carroll, Q. C., advocate, of the Town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques-P. Dansereau, advocates, Anna Mikula, secretary spinster, all four of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors for the purpose of building, under the name of "Canadian Formwork Ltd.", with a capital stock of $100,000. divided into 100,000 shares of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 43841-53)

Carmen Shoes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of September, 1953, incorporating: Armand Rousseau, Wesley Hyndman Bradley, advocates and Queen's Counsel, Douglas Stevens Howard,

Reine, Douglas Stevens Howard, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et celui de marchands de bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et marchandises en cuir de toutes sortes, sous le nom de "Carmen Shoes Ltd.".

Le capital-actions de la compagni sera composé de 4,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor Mills, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 45086-53)

Caron & Frère Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six octobre 1953, constituant en corporation: Marcel Caron, Lucien Caron, tous deux commerçants, Gédéon Caron, contracteur, tous trois d'Asbestos, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois de toutes sortes, de matériaux de construction; le commerce de meubles de maison et de bureau, de peintures et vernis de toutes sortes, sous le nom de "Caron & Frère Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le six octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 43773-53)

Colossal Fruit Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1951, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1953, consituant en ration: Sam Rolbin, marchand, Lily Rolbin, marchande, épouse séparée de biens dudit Sam Rolbin, Joseph Leznoff, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes, sous le nom de "Colossal Fruit Co. Ltd", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P. C. 42688-53)

Compagnie des Arts Continentaux
Continental Art Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre

advocate, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St'-Francis, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer of and dealers in boots, shoes, footwear, mitts, gloves, and leather goods of all kinds, under the name of "Carmen Shoes Ltd."

The capital stock of the Company shall consist of 4,000 shares without nominal or par value.

The head office of the Company will be at Windsor Mills, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 45086-53)

Caron & Frère Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth of October, 1953, incorporating: Marcel Caron, Lucien Caron, both dealers, Gédéon Caron, contractor, all three of Asbestos, judicial district of St-Francis, for the following purposes:

To deal in wood of all kinds, building materials; to deal in household and office furniture, in paint and varnish of all kinds, under the name of "Caron & Frère Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

Colossal Fruit Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of October, 1953, incorporating: Sam Rolbin, merchant, Lily Rolbin, merchant, wife separate as to property of the said Sam Rolbin, Joseph Leznoff, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all sorts of fruits and vegetables, under the name of "Colossal Fruit Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A. G. 42688-53)

Compagnie des Arts Continentaux
Continental Art Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, representing by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter

276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Hyman Rosenberg, marchand, Fred Justitz, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'objets d'art et nouveautés, articles religieux, sous le nom de "Compagnie des Arts Continentaux" — "Continental Art Company", avec un capital de $20,000 divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of September, 1953, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Hyman Rosenberg, merchant, Fred Justitz, manager, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of objects of art and novelties, religious articles, under the name of "Compagnie des Arts Continentaux" — Continental Art Company", with a capital stock of $20,000. divided into 500 common shares of $10 each, and 1,500 preferred shares of the par value of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42586-53)

Décarie Blvd. Bakery & Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Horace Friedman, Isidore Greenbaum, Michael Drazner, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Cuire et faire le commerce du pain, gâteaux, tartes, pâtisseries et confiseries de toutes sortes, sous le nom de "Decarie Blvd. Bakery & Pastry Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4650 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

(A.G. 42586-53)

Décarie Blvd. Bakery & Pastry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of September, 1953, incorporating: Horace Friedman, Isidore Greenbaum, Michael Drazner, advocates, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in bread, cakes, pies, pastry and confectionery of every kind, under the name of "Decarie Blvd. Bakery & Pastry Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 preferred shares of the par value of $100 each, and 200 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 4650, Decarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 45093-53)

Development Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Joseph Anthony Blanar, administrateur, Vlasta Pospisil, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Anthony Blanar, Morris Botner, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec ensemble toutes constructions ou bâtisses qui peuvent être sur les dits terrains ou sur aucun d'eux; et faire le commerce de matériaux de construction sous le nom de "Development Construction Co. Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A.G. 45093-53)

Development Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of October, 1953, incorporating: Joseph Anthony Blanar, executive, Vlasta Pospisil, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Anthony Blanar, Morris Botner, merchant, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, or otherwise acquire lands or interests together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them; and deal in all kinds of building materials, under the name of "Development Construction Co. Ltd.", with a capital stock of $100,000 divided into 20,000 common shares of $1 and 80,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal'

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P. G. 43855-53)

Diamond Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1953, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Sydney Philips, avocat, Rose-Marie Bourgoing, fille majeure, sténographe, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activité d'une compagnie de portefeuille, de placements et d'immeubles, sous le nom de "Diamond Investment Corporation" avec un capital de $40,000 divisé en 350 actions privilégiées de $100 chacune et 50 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 43855-53)

Diamond Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of October, 1953, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing, spinster, stenographer, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and activities of a holding and investment company of real estate, under the name of "Diamond Investment Corporation", with a capital stock of $40,000 divided into 350 preferred shares of $100. each and 50 common shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

Drummond Hosiery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1953, constituant en corporation: Antonio Baril, industriel, de Drummondville, Benoit Nadeau, industriel, de Ville St-Joseph, tous deux du district judiciaire d'Arthabaska, André Vigeant, avocat, des cité et district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, importer et exporter des bas de toutes sortes et de toutes compositions, sous le nom de "Drummond Hosiery Co. Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 4271-53)

Drummond Hosiery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of September, 1953, incorporating: Antonio Baril, industrialist, of Drummondville, Benoit Nadeau, Industrialist, of the Town of St-Joseph both of the judicial district of Arthabaska, André Vigeant, advocate, of the city and judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To manufacture, sell, import and export stocking of all kinds and of any composition, under the name of "Drummond Hosiery Co. Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 5,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at the city of Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 45094-53)

Edgar Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du cinq octobre 1953, constituant en corporation: Joseph Vincent, contracteur, Marcel Mercier, plombier, tous deux de Montréal, J.-Éloi Gervais, avocat de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs en travaux de plomberie, de chauffage, de ventillation, d'arrosage automatique et de tous autres travaux de même nature, sous le nom de "Edgar Tremblay Inc.", avec un capital de $25,000 divisé en 250 actions de $100 chacune.

(A.G. 45094-53)

Edgar Tremblay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of October 1953, incorporating: Joseph Vincent, contractor, Marcel Mercier, plumber, both of Montreal, J.-Eloi Gervais, advocate, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as contractors in plumbing, heating, ventilation, automatic spraying and all other work of same nature and kind, under the name of "Edgar Tremblay Inc.", with a capital of $25,000 divided into 250 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 43769-53)

Four Hundred Dorchester Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, Seymour Spector, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements et vendre ou autrement disposer d'une propriété immobilière, sous le nom de "Four Hundred Dorchester Inc"

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 1000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P. G. 41187-53)

Granby Dryer Felt Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1953, constituant en corporation: Edmond-A. D'Avignon, surintendant, J.-Germain Gagné, ingénieur civil, Jacques Noiseux, notaire, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

La fabrication et la vente de feutres ou bourrures de toute nature ou composition, sous le nom de "Granby Dryer Felt Co. Ltd.' avec un capital de $60,000 divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 43767-53)

Harry Ball & Son, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, c.r., Manuel Shacter, tous deux avocats, Dame Thelma Goldstein, Amy Haubenstock, toutes deux sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus textiles de toutes descriptions; exercer le commerce qui consiste à traiter, imprimer, peindre, blanchir, teindre aucune des matières susdites, sous

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fifth day of October 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 43769-53)

Four Hundred Dorchester Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, advocates, Freda Pomerance, secretary, Seymour Spector, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, and sell or otherwise dispose of an immoveable property, under the name of "Four Hundred Dorchester Inc.".

The capital stock of the company shall consist of 1000 common shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A. G. 41187-53)

Granby Dryer Felt Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of September, 1953, incorporating: Edmond A. D'Avignon, superintendent, J. Germain Gagné, civil engineer, Jacques Noiseaux, notary, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

The manufacture and sale of felts or upholsterings of any nature or composition, under the name of "Granby Dryer Felt Co. Ltd., with a capital stock of $60,000 divided into 250 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P. G. 43767-53)

Harry Ball & Son, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Louis-H. Rohrlick, Q.C., Manuel Shacter, both advocates, Dame Thelma Goldstein, Amy Haubenstock, both stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics and textiles of all descriptions; to carry on the business of processing, printing, painting, bleaching, dyeing, any of the materials aforesaid, under the

le nom de "Harry Bell & Son, Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 42691-53)

Hill-McNair Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Harry Edward Grundy, Bartley Nelson Holtman, avocats et Conseils en Loi de la Reine, Roger Roy comptable agréé Simonne Sharpe, veuve, secrétaire, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Hill-McNair Construction Ltd.", avec un capital de $60,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 45089-53)

Home & Country Casuals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accrodé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf octobre 1953, constituant en corporation: Douglas Gross, William Miller, Maurice Gross, manufacturiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de nuit, robes de chambre et aucun et tous vêtements, sous le nom de "Home & Country Casuals Ltd.", avec un capital de $500,000 divisé en 45,000 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $10 chacune, 490 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $100 chacune et 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4530 rue Clarke, Montréal, district judiciaire de Mont-

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43816-53)

Industries Cactus Limitée
Cactus Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

name of "Harry Ball & Son, Ltd.", with a capital stock of $100,000. divided into 800 preferred shares of the par value of $100. each, and 20,000 common shares of the par value of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42691-53)

Hill-McNair Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of September, 1953, incorporating: Harry Edward Grundy, Bartley Nelson Holtham, advocates and Queen's Councel, Roger Roy, chartered accountant, Simonne Sharpe, widow, secretary, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on a general contracting and construction business, under the name of "Hill-McNair Construction Ltd.", with a capital stock of $60,000 divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each, and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at the Town of Lennoxville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 45089-53)

Home & Country Casuals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of October, 1953, incorporating: Douglas Gross, William Miller, Maurice Gross, manufacturers, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sleeping apparel, dressing robes, and any and all wearing apparel, under the name of "Home & Country Casuals Ltd.", with a capital stock of $500,000 divided into 45,000 Class "A" preferred shares of the par value of $10 each, 490 Class "B" preferred shares of the par vallue of $100 each, and 10 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4530 Clarke Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A. G. 43816-53)

Industries Cactus Limitée
Cactus Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux octobre 1953, constituant en corporation: René Gauthier, Dollard Dansereau, avocats, de Montréal, Jeannine Boucher, secrétaire, célibataire, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des poêles, fournaises, appareils de chauffage; acheter et vendre du fer, du cuir, de l'aliminium et tous autres matériaux pouvant servir à la fabrication de fournaises, appareils de chauffage, sous le nom de "Industries Cactus Limitée" — "Cactus Industries Limited", avec un capital de $150,000 divisé en 1500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1953, incorporating: René Gauthier, Dollard Dansereau, advocates, of Montreal, Jeannine Boucher, secretary, spinster, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in stoves, furnaces, heating appliances, buy and sell iron, leather, aluminum and all other materials which may serve in the manufacture of furnaces, heating appliances, under the name of "Industries Cactus Limitée" — "Cactus Industries Limited", with a capital stock of $150,000 divided into 1500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(P. G. 43732-53)

International Research Bureau of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1953, constituant en corporation: Jean Monette, procureur, de Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, sténographes, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et administrer les affaires de toute compagnie, firme ou individu et exécuter des contrats et ententes afin de fournir des bureaux et des services de secrétaires, commis ainsi que ceux concernant l'administration; et enquêter, examiner, rédiger des rapports sur la valeur de propriétés réelles ou personnelles, privés ou publiques, sous le nom de "International Research Bureau of Quebec Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 43732-53)

International Research Bureau of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of September 1953, incorporating: Jean Monette, barrister, of Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, stenographers, spinsters, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manage and administer the business of any Company, firm or individual and to carry out contracts and agreements to provide offices and secretarial, clerical and administrative services, and to investigate examine, report on the value of properties real or personal, private or public, under the name of "International Research Bureau of Quebec Ltd.", with a capital stock of $20,000. divided into 15,000 common shares of the par value of $1. each and 1,000 preferred shares of the par value of $5. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 42643-53)

Jet Plumbing & Heating Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Peter Shorteno, avocat, de Ville St-Laurent, Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, fille majeure, Lily Malouf, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plombiers et entrepreneurs pour le posage d'accessoires de plomberie, dispositifs et articles sanitaires et du gaz ou autres accessoires, sous le nom de "Jet Plumbing & Heating Co. Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

(A.G. 42643-53)

Jet Plumbing & Heating Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1953, incorporating: Peter Shorteno, advocate, of ville St-Laurent, Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, spinster, Lily Malouf, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers and contractros for plumbing and sanitary fixtures and supplies, and repairs for heat, light, gas or other supplies, under the name of "Jet Plumbing & Heating Co. Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 100 common shares of $100 each, and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 201 est, rue St-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35988 L. DÉSILETS.

(P.G. 45053-53)

Jewel Craft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bijoutiers, orfèvres, horlogers, sous le nom de "Jewel Craft Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1536 rue Bishop, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P. G. 18178-53)

J.-R. Marois Construction Ltée
J.-R. Marois Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du trois août 1953, constituant en corporation: J.-Raymond Marois, constructeur, Henri Marois, entrepreneur, Simone Domingue, (Dame J.-Raymond Marois), tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme netrepreneurs généraux pour la construction des édifices, chemins, ponts, sous le nom de "J.-R. Marois Construction Ltée" — "J.-R. Marois Construction Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8420, rue Saint-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 42689-53)

Kay Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Joe Ladansky, Simon Steinberg, marchands, tous deux de Montréal, Moses Steinberg, marchand d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 201, St. Zotique Street, E., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twnety-sixth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 45053-53)

Jewel Craft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of October, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the City of Montreal, Cyrill E. Schwisberg, advocate, of the City of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as jewellers, silversmiths, watchmakers, under the name of "Jewel Craft Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1536 Bishop St., City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A. G. 18178-53)

J.-R. Marois Construction Ltée
J.-R. Marois Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of August, 1953, incorporating: J. Raymond Marois builder, Henri Marois, contractor, Simone Domingue, (Dame J. Raymond Marois), all of the city and judicial district of Montreal, for the jollowing purposes:

To carry on business as general contractors for the construction of building, roads, bridges, under the name of "J. R. Marois Coustruction Ltée" — "J. R. Marois Coustruction Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 8420 Saint-André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 42689-53)

Kay Cleaners Inc.

Notice is hereby given taht under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter, 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Joe Ladansky, Simon Steinberg, merchants, both of Montreal, Moses Steinberg, merchant, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce général de teintuterie et nettoyage et buanderie, sous le nom de "Kay Cleaners Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

To carry on the business of general dyeing and cleaning and laundry business, under the name of "Kay Cleaners Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 500 common shares of $10. each and 3.500 preferred shares of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 43783-53)

Lake St. John Veneer Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: L. E. Langis Galipeault, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Antonio Leclerc, comptable public accrédité, Jeanne Déchêne, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturier et marchand de billots, bois de construction et de charpente, planches, bois de plaquage, "veneer" matériaux de construction et autres produits et sous-produits de bois, et pulpe, sous le nom de "Lake St. John Veneer Corporation", avec un capital de $5,000 divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS'

(A.G. 43783-53)

Lake St. John Veneer Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: L. E. Langis Galipeault, advocate and Queen's Counsel, Antonio Leclerc, accredited public accountant, Jeanne Déchêne, spinster, all of the City and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and dealer in logs, lumber, timber, boards, plywood, veneer and building materials, and other products or by-products of wood and pulp, under the name of "Lake St. John Veneer Corporation". with a capital stock of $5,000 divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 45047-53)

La Société d'Habitations Modernes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisème jour de septembre 1953, constituant en corporation: Paul Perigny, marchand, Thomas-Louis Simard, industriel, Jacques Bouchard, courtier d'assurances, Julien Levasseur, administrateur, Gerard Magny, garagiste, tous de la ville d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Acheter un terrain et y construire et détenir et administrer une maison de logements à bas prix, sous le nom de "La Société d'Habitations Modernes Inc.", avec un capital de $75,000 divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville d'Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A.G. 45047-53)

La Société d'Habitations Modernes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of September, 1953, incorporating: Paul Perigny, merchant, Thomas-Louis Simard, industrial, Jacques Bouchard, insurance broker, Julien Levasseur, executive, Gerard Magny, garage owner, all of the Town of Amos, in the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To purchase land and to construct thereon and to hold and manage a low rental housing, under the name of "La Société d'Habitations Modernes Inc.", with a capital stock of $75,000 divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at the Town of Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twnety-third day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P. G. 46166-53)

Laurentide Distributors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze octobre 1953, constituant en corporation:

(A. G. 46166-53)

Laurentide Distributors Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of October, 1953, incorporating: Joseph-Emilio

Joseph-Emilio Thiboutot, agent d'affaires, Marie-Ange Cloutier Thiboutot, ménagère, épouse commune en biens de Joseph-Emilio Thiboutot, et André-P. Thiboutot, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'effets et ustensiles de cuisine, appareils électriques, sous le nom de "Laurentide Distributors Corporation", avec un capital de $50,000 divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 42546-53)

Le Club de Pêche du Lac Libby

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Abel Cooper, maître plombier, de St-Etienne-de-Bolton, comté de Brome, Conrad Bombardier, Wilfrid Houle, industriels, de Valcourt, district judiciaire de Bedford, Théophile Dupaul, entrepreneur, de la cité de Magog, district judiciaire de Saint-François, Georges-Alphonse Lafrenaye, voyageur de commerce, de la cité et du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la pêche et de la chasse; faire observer les lois et les règlements concernant la protection du poisson et du gibier spécialement au lac Libby, sous le nom de "Le Club de Pêche du Lac Libby".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $3,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Etienne de Bolton, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 43854-53)

Le Réfrigérateur Moderne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier octobre 1953, constituant en corporation: Sylvain Auger, médecin, Léo Paquet, gérant, Jean-Paul Roy, comptable agréé, tous de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de refrigérateurs, poëles, laveuses et accessoires électriques de toutes sortes, sous le nom de "Le Réfrigérateur Moderne Limitée", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

Thiboutot, business agent, Marie-Ange Cloutier Thouboutot, housewife, wife common as to property of Joseph-Emilio Thiboutot, and André P. Thiboutot, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in kitchen utensils and commodities, electrical appliances under the name of "Laurentide Distributors Corporation", with a capital stock of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 42546-53)

Le Club de Pêche du Lac Libby

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing dare the twenty-second day of September, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Abel Cooper, master plumber, of St-Etienne de Bolton, county of Brome, Conrad Bombardier, Wilfrid Houle, industrialist, of Valcourt, judicial district of Bedford, Théophile Dupaul, contractor, of the city of Magog, judicial district of Saint-Francis, Georges-Alphonse Lafrenaye, travelling salesman, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the sports of fishing and hunting; to enforce the observation of the laws and rules concerning the protection of fish and game, especially on Lake Libby, under the name of "Le Club de Pêche du Lac Libby".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $3,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Etienne de Bolton, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 43854-53)

Le Réfrigérateur Moderne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of October, 1953, incorporating: Sylvain Auger, physician, Léo Paquet, manager, Jean-Paul Roy, chartered accountant, all of Lévis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in refrigerators, stoves, washing machires and electrical appliances of all kinds, under the name of "Le Réfrigérateur Moderne Limitée", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 43774-53)

Les Entreprises Giguère Ltée
Giguère Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier octobre 1953, constituant en corporation: Elie Giguère, Charles-Edouar Giguère, Irenée Giguère, tous trois industriels, de Ste-Aurélie, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exploiter toutes ou l'une quelconque des industries d'opérations forestières et faire le commerce du bois en général; agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Les Entreprises Giguère Ltée"—"Giguère Enterprises Ltd.", avec un capital de $80,000 divisé en 80 actions de $1000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Aurélie, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

(A.G. 43774-53)

Les Entreprises Giguère Ltée
Giguère Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October 1953, incorporating: Elie Giguère, Charles-Edouard Giguère, Irenée Giguère, all three industrialists, of Ste-Aurélie, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry all or one or other forestry operations, deal in lumber generally: operate as general contractors, under the name of "Les Entreprises Giguère Ltée"—"Giguère Enterprises Ltd.", with a capital of $80,000 divided into 80 shares of $1000 each.

The head office of the company will be at Ste-Aurélie, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, October first 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(P. G. 41182-53)

Les Entreprises Grand'Mère-Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1953, constituant en corporation: Alphonse Désaulniers, hôtelier, Raymond Désaulniers, gérant, Robert Désaulniers, constructeurs, tous de Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, d'agents d'immeubles et d'agents de placements, sous le nom de "Les Entreprises Grand'Mère-Est Inc.", avec un capital de $90,000 divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune et en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le liège social de la compagnie sera à Grand' Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998-o L. DÉSILETS.

(A. G. 41182-53)

Les Entreprises Grand'Mère-Est Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September 1953, incorporating: Alphonse Désaulniers, hotel-keeper, Raymond Désaulniers, manager, Robert Désaulniers, builder, all of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, real estate agents and investment agents, under the name of "Les Entreprises Grand' Mère-Est Inc.", with a capital stock of $90,000 divided into 500 preferred shares of $100 each and 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-sixth day of September 1953.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(P. G. 43780-53)

Les Publications du Nord-Ouest Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Désiré Chabot, huissier, Vital Cliche, Lucien Cliche, avocats, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Acquérir, imprimer, publier ou exploiter tout journal ou journaux ou autres publications; agir comme éditeurs, papetiers, graveurs, relieurs, et libraires; exploiter une agence d'annonces, sous le nom de "Les Publications du Nord-Ouest Ltée" avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 43780-53)

Les Publications du Nord-Ouest Ltée

Notice is hereky given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Désiré Chabot, bailiff, Vital Cliche, Lucien Cliche, advocates, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To acquire, print, publish or deal in any newspaper or newspapers or other publications; to operate as editors, stationers, engravers, binders and bookseller; to operate an advertising agency, under the name of "Les Publications du Nord-Ouest Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1954.

L. DÉSILETS,
35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 41189-53)

Levelall Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Raph A. Cohen, avocats, Moe Silverstein, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits agricoles, de la forêt, des carrières, mines et puits, de la mer, des lacs et de l'air, bestiaux et animaux abattus et leurs sous-produits; étoffes et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Levelall Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A.G. 41189-53)

Levelall Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Benjamin Shulman, Ralph A. Cohen, advocates, Moe Silverstein, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in products of agriculture, the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes, and live stock and dead stock and the products thereof; materials and fabrics of all kinds, under the name of "Levelall Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 43840-53)

Livia Sylva Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ezra Leithman, Frank Melvin Godine, avocats, Dorothy Boretsky Singer, veuve non-remariée du défunt H. D. Singer, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, nécessaires de toilette, sous le nom de "Livia Sylva Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A.G. 43840-53)

Livia Sylva Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1953, incorporating: Joseph Cahen, advocate and Queen's Counsel, Ezra Leithman, Frank Melvin Godine, advocates, Dorothy Boretsky Singer, unremarried widow of the late H. D. Singer, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, toilet requisites, under the name of "Livia Sylva Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P. G. 42641-53)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Hubert, comté de Chambly

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du cinq octobre 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur l'abbé Ernest Coursol, prêtre-curé, Maurice Dubois, menuisier, Jean-Gilles Jutras, commis de bureau, Gérard Payer, préposé au personnel, Lucien Drolet, machiniste, René Prévost, artisan, Georges Jutras, voyageur de commerce, tous de la paroisse de St-Hubert, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Créer et développer des moyens d'organisation des loisirs, d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps; aménager une centrale et des terrains de jeux, sous le nom de

(A. G. 42641-53)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Hubert, comté de Chambly

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of October, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Father Ernest Coursol, priest-pastor, Maurice Dubois, joiner, Jean-Gilles Jutras, office clerk, Gérard Payer, in charge of personal, Lucien Drolet, machinist, René Prévost, workman; George Jutras, travelling salesman, all of the parish of St-Hubert, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To create and develop ways and means for the organization of recreational activities for education of the mind and for bodily relaxation; to supply a centre and playgrounds, under the na-

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Hubert, comté de Chambly".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera au presbytère de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 43714-53)

Monarch Safe & Equipment Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Maxwell Irwin Katkin, distributeur, des cité et district judiciaire de Québec, Rae Katkin, Rose Katkin, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de meubles de métal et bois et autres matériaux; fabriquer et vendre des articles de bureau, sous le nom de "Monarch Safe & Equipment Company", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 63 boulevard Charest, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43768-53)

Neil Chotem Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, tous deux avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir des divertissements, renseignements et instructions au public et donner, présenter des concerts, séances musicales et théatrales, conférences et toutes autres auditions quelconques, pouvant être transmis par sans-fil, appareils de radio ou de télévision, sous le nom de "Neil Chotem Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

---

me of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Hubert, comté de Chambly".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at the presbytery of the parish of St-Hubert, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 43714-53)

Monarch Safe & Equipment Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of September, 1953, incorporating: Maxwel Irwin Katkin, distributor, of the City and judicial district of Quebec, Rae Katkin, Rose Katkin spinsters, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell furniture of all kinds from wood, metal or other material; to manufacture and sell office equipment, under the name of "Monarch Safe & Equipment Company", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares at a par value of $10. each and 3,000 preferred shares at a par value of $10. each.

The head office of the Company will be at 63 Boulevard Charest, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 43768-53)

Neil Chotem Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fitfh day of September, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, both advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement, information and instructions to the public and to give and provide concerts, musicals, theatricals, speaking or any other sounds whatsoever which may be transmitted by wireless, radio or television apparatus, under the name of "Neil Chotem Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1231 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 43818-53)

Nicolet Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux octobre 1953, constituant en corporation: Gaston Allard, commerçant, Eliane Durand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Allard, Philippe Duliaime, commerçant, tous de la ville de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, véhicules de tous genres; exploiter des garages, sous le nom de "Nicolet Automobiles Ltée", avec un capital de $80,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le deux octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(A.G. 43818-53)

Nicolet Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C, LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of October, 1953, incorporating: Gaston Allard, dealer, Eliane Durand, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Allard, Philippe Duhaime, dealer, all of the Town of Nicolet, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To deal in automobiles, vehicules of all kinds; operate garages, under the name of "Nicolet Automobiles Ltée", with a capital stock of $80,000 divided into 4,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet,

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P. G. 44404-53)

O. K. Chipcore Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit octobre 1953, constituant en corporation: Maurice Tessier, avocat, Béatrice d'Anjou, Hannelore Stehr, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois et de tous produits ou sous-produits du bois, sous le nom de "O. K. Chipcore Corporation", avec un capital de $500,000. divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 76, avenue de la Cathédrale, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur-général,

35998-o L. DÉSILETS.

(A. G. 44404-53)

O. K. Chipcore Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1953, incorporating: Maurice Tessier, advocate, Béatrice d'Anjou, Hannelore Stehr, secretaries, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in lumber and all products and by-products thereof, under the name of "O. K. Chipcore Corporation", with a capital of $500,000 divided into 2,500 common shares of a par value of $100 each, and 2,500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at number 76 de la Cathédrale Avenue, Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, October eighth, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P. G. 43831-53)

Paragon Construction Co. Ltd.
Paragon Construction Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Albert Maloff, avocat, Claire Lapointe, Lily Malouf, fille majeure, sténographes, de Montréal, Peter Shorteno, avocat de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Paragon Construction Co. Ltd." — "Paragon Construction Cie Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A. G. 43831-53)

Paragon Construction Co. Ltd.
Paragon Construction Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of October, 1953, incorporating: Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, Lily Malouf, spinster, stenographers, of Montreal, Peter Shorteno, advocate, of Ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect buildings and deal in building material, under the name of "Paragon Construction Co. Ltd." — "Paragon Construction Cie Ltée", with a capital stock of $40,000. divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of the par value of $100. each.

Le siège social de la compagnie sera à 263, avenue Dresden, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 42690-53)

Patents & Development Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocat, Jeannette Desjardins, sténographe, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits en métal, bois et plastique; serrures de sûreté, dispositifs protecteurs pour porte, appareils à air-comprimé, sous le nom de "Patents & Development Limited", avec un capital de $30,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43652-53)

P. H. (Bill) Mitchell Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Pierre Cimon, avocat, A.-Maurice Duval, Joseph Gagnon, comptables, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour la constructions, l'amélioration, la réparation de travaux publics et privés, sous le nom de "P. H. (Bill) Mitchel Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P. G. 43781-53)

Playfair Knitting Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, de la cité de Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, Oscar Respitz, étudiant en droit, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the Company will be at 263, Dresden Ave, Town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42690-53)

Patents & Development Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. aLRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporationg: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metal, wood and plastic products; safety locks, door protective devices, air-pressure devices, under the name of "Patents & Development Limited", with a capital stock of $30,000 divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 43652-53)

P. H. (Bill) Mitchell Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Pierre Cimon, advocate, A. Maurice Duval, Joseph Gagnon, accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To do business as general contractors for the building, improvement, public and private repair work, under the name of "P. H. (Bill) Mitchell Inc.", with a capital stock of $100,000 divided into 5,000 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 43781-53)

Playfair Knitting Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, of the city of Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, Oscar Respitz, law student, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'articles tricotés, tissés ou autrement, articles vestimentaires manufacturés et étoffes; exploiter des teintureries, sous le nom de "Playfair Knitting Mills Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune, 450 actions privilégiées catégorie "A" de $100 chacune et 500 actions privilégiées catégorie "B" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

To manufacture and deal in knitted goods, woven or otherwise manufactured articles of clothing and cloth goods; to operate dyehouses, under the name of "Playfair Knitting Mills Inc.", with a capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of $100. each, 450 Class A preferred shares of $100. each and 500 Class "B" preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P. G. 43784-53)

Plywood Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: L. E. Langis Galipeault, avocat et conseil en loi de la Reine, Antonio Leclerc, comptable public accrédité, Jeanne Déchêne, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme consultant en administration pour l'industrie, le commerce ou la finance en général, comme principal ou agent, sous le nom de "Plywood Associates Inc.", avec un capital de $5,000 divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A. G. 43784-53)

Plywood Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September 1953, incorporating: L. E. Langis Galipeault, advocate and Queen's Counsel, Antonio Leclerc, accredited public accountant, Jeanne Déchêne, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of managing Consultant for industry, commerce or finance in general, as principal or agent, under the name of "Plywood Associates Inc.", with a capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 43820-53)

Pontiac Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept octobre 1953, constituant en corporation: Jean Monette, procureur, de Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, toutes deux sténographes, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et administrer le commerce et les affaires de toute compagnie, firme ou individu et passer et exécuter des contrats et ententes afin de fournir des bureaux et des services de secrétaires, commis ainsi que ceux concernant l'administration, sous le nom de "Pontiac Securities Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(A.G. 43820-53)

Pontiac Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of October, 1953, incorporating: Jean Monette, Barrister, of Longueuil, Pauline Cabana, Rita Angers, both stenographers, spinsters, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manage and administer the business and affairs of any Company, firm or individual and to inter into and carry out contracts and agreements to provide offices and secretarial, clerical and administrative services, under the name of "Pontiac Securities Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 30,000 common shares of the par value of $1 each, and 2,000 preferred shares of the par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 45045-53)

Printers & Lithographers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept octobre 1953, constituant en corporation: Lawrence Carpman, imprimeur, Esther Carpman, fille majeure, Anna Bloom, marchande publique, épouse séparée de biens de Harry Carpman, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, lithographes, graveurs, libraire, sous le nom de "Printers & Lithographers Ltd.", avec un capital de $30,000 divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal; district judiciaire de Montrézl.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P. G. 45060-53)

Saguenay Food Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, A.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six octobre 1953, constituant en corporation: J.-Emery Phaneuf, avocat, conseil en loi de la Reine, Henriette Leduc, secrétaire et comptable, fille majeure, tous deux de Montréal, Robert Turgeon, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets luivants:

Faire le commerce de marchand de toutes sortes de produits alimentaires, sous le nom de "Saguenay Food Distributors Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P. G. 42636-53)

Serv-All Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Jonah Peter Fickler, manufacturier, Isabel Jowett Fickler, ménagère, veuve de feu Harry Mitchell Fickler, en son vivant, manufacturier, Eileen Janet Bardell Fickler, ménagère, épouse séparée de biens de Jonah Peter Fickler, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, faire le négoce comme marchands de gros, détaillants et agents de tous genres d'accessoires de restaurant et de cuisine, machines automatiques de distribution, appliques de restaurant et cafétéria; fontaines à sodas et accessoires, sous

(A.G. 45045-53)

Printers & Lithographers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of October, 1953, incorporating: Lawrence Carpman, printer, Esther Carpman, spinster, Anna Bloom, marchande publique, wife separate as to property of Harry Carpman, all of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, publishers, lithographers, engravers, stationers, under the name of "Printers & Lithographers Ltd.", with a capital stock of $30,000 divided into 3,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A. G. 45060-53)

Saguenay Food Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of October 1953, incorporating: J.-Emery Phaneuf, advocate, Queen's Counsel, Henriette Leduc, secretary and accountant, fille majeure, both of Montreal, Robert Turgeon, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the folllwing purposes:

To carry on business as a merchant dealing in all sorts of food products, under the name of "Saguenay Food Distributors Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, October sixth, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A. G. 42636-53)

Serv-All Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Jonah Peter Fickler, manufacturer, Isabel Jowett Fickler, housewife, widow of the late Harry Mitchell Fickler, during his lifetime, manufacturer, Eileen Janet Bardell Fickler, housewife, wife separate as to property of Jonah Peter Fickler; all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, dealing with as wholesalers, retailers, agents in all types of restaurant equipment, kitchen equipment automatic vending machines, resturant and cafeteria fixtures; soda fontains and soda fountain supplies, under the name of "Serv-All Company

e nom de "Serv-All Company Inc.", avec un capital de $90,000 divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43770-53)

Shower Doors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et en général faire le commerce de portes de douches, appliques et accessoires de douches, matériaux de construction et fournitures de maison de toutes sortes, sous le nom de "Shower Doors Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 45055-53)

Stein-Win Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Saul Stein, Philip Winikoff, manufacturiers, Madeleine Clément, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, d'Outremont tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de coton, lainages, soies, tissus, vêtements et articles vestimentaires de toute sorte, sous le nom de "Stin-Win Sportswear Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureru général, ce dixième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35988 L. DÉSILETS.

(P.G. 43758-53)

Sun Ray Novelties Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre

Inc.", with a capital stock of $90,000. divided into 600 common shares of $100. each, and 300 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 43770-53)

Shower Doors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovicth, both advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in shower doors, shower fixtures and accessories, building materials and household appliances of every kind, under the name of "Shower Doors Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(P.G. 45055-53)

Stein-Win Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of October, 1953, incorporating: Saul Stein, Philip Winikoff, manufacturers, Madeleine Clément, secretary, spinster, of Montreal, Lillian Lazare, secretary, spinster, of Ortremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with cottons, woollens, silks, fabrics and clothing and wearing apparel of every sort, under the name of "Stein-Win Sportswear Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 150 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 43758-53)

Sun Ray Novelties Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter

276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1953, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, avocat, Guy Hébert, courtier, Yves Masson, secrétaire, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de diamants, bijoux, cristallerie, montres, lampes d'ornementation, bibelots divers, horloges, articles en fer et en acier, instruments électriques, articles en cuir, marchandises en marbre, sous le nom de "Sun Ray Novelties Company Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 420, rue Mont-Royal, est, cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-0 L. DÉSILETS.

(P.G. 43839-53)

Superior Special Delivery Express

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Samuel Berger, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Royal Werry, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général du transport de marchandises de toutes sortes et par tous moyens de livraison publique, en particulier par camions-automobiles, sous le nom de "Superior Special Delivery Express", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43779-53)

Théâtre Drummond Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du vingt-cinq septembre 1953, constituant en corporation: Arthur Fortin, entrepreneur, Laval Allard, marchand, Claire Lefebvre Allard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Laval Allard, tous de ville Saint-Joseph, district judiciaire d'Arthabaka, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un théâtre de vues animées, salle de concert, de conférence, de réunion, sous le nom de "Théâtre Drummond Ltée", avec un capital de $100,000 divisé en 250 actions privilégiées de $100 chacune et en 750 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 457, rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DESILETS.

276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of September, 1953, incorporating: Maurice S. Hébert, advocate, Guy Hébert, broker, Yves Masson, secretary, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in diamonds, jewels, crystal-ware, watches, ornamental lamps, various notions, clocks, articles in iron and steel, electrical instruments, leather articles, marble merchandise, under the name of "Sun Ray Novelties Company" with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 420 Mount-Royal Ave, East, city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 43839-53)

Superior Special Delivery Express

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1953, incorporating: Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, Samuel Berger, advocate, both of the City of Montreal, Royal Werry, advocate and Queen's Counsel, of the City of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general transportation industry of merchandise of all kinds by any means of public conveyance, in particular by automobile trucks, under the name of "Superior Special Delievery Express", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 43779-53)

Théâtre Drummond Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies's Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1953, incorporating: Arthur Fortin, contractor, Laval Allard, merchant, Claire Lefebre Allard, housewife, wife separate as to property, by marriage contract, of the said Laval Allard, all of Ville Saint-Joseph judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To own and operate a motion-picture theater, concert, lecture and assembly hall, under the name of "Théâtre Drummond Ltée", with a capital of $100,000 divided into 250 preferred shares of $100 each and 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 457 Lindsay Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of September 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 43828-53)

Warwick Lumber Mill Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1953, constituant en corporation: Jeffry Beauchesne, cultivateur, Robert Vachon, industriel, Léo Beauchesne, menuisier, tous trois de Warwick, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exploiter des limites ou coupes de bois de toute nature, un ou des moulins à scier et à préparer le bois, sous le nom de "Warwick Lumber Mill Limited", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le six octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(A.G. 43828 53)

Warwick Lumber Mill Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1953, incorporating: Jeffry Beauchesne, farmer, Robert Vachon, industrialist, Léo Beauchesne, joiner, all three of Warwick, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To operate limits of wood-cuts of any nature, one or more saw-mills and to prepare wood, under the name of "Warwick Lumber Mill Limited", with a capital stock of $10,000 divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Warwick, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 43853-53)

William A. D. Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C.La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du premier octobre 1953, constituant en corporation: Marc Stein, avocat et conseil en Loi de la Reine, J.-Denis Martin, comptable agréé, Jacques Martin, secrétaire, tous de Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Agir comme outilleurs, traceurs, soudeurs généraux, machinistes généraux, mécaniciens de marine, en tuyauterie, forgerons; et exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "William A. D. Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(A.G. 43853-53)

William A. D. Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the first day of October, 1953, incorporating: Marc Stein, advocate and Queen's Counsel, J. Denis Martin, chartered accountant, Jacques Martin, secretary, all of Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To operate as tool-makers, draughtsmen, general wilders, general machinists, marine mechanics, pipe-fitters, blacksmith; and deal in real estate, under the name of "William A.D. Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(P.G. 45096-53)

Wood & Stone Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Ludger Conrad Robineau, comptable, Jack Shayne, étudiant en droit, Sylvia Ivanski, secrétaire, épouse séparée de biens de William Ivanski, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers et entrepreneurs généraux dans le domaine de la construction, réparation, modification de toutes sortes de bâtisses résidentielles, publiques et privées, sous le nom de "Wood & Stone Construction Inc.", avec un capital de $5,000 divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 45096-53)

Wood & Stone Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of October, 1953, incorporating: Ludger Conrad Robineau, accountant, Jack Shayne, student at law, Sylvia Ivanski, secretary, wife separate as to property of William Ivanski, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of consultants and general contractors for the construction, repair, alteration of all kinds of residential, commercial, public and private works, under the name of "Wood & Stone Construction Inc.", with a capital stock of $5,000. divided into 500 shares of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, e cinquième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 41120-53)

Bancroft Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 septembre 1953, à la compagnie "Bancroft Industries Limited", 1° diminuant son capital de $99,000 à $19,000: le capital-actions annulé étant divisé en 700 actions ordinaires et 100 actions privilegiées de $100 chacune; 2° augmentant ledit capital de $19,000 à $169,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 action privilégiés, première catégorie, de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 8935-53)

Cape Citadel Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1953, changeant le nom de la compagnie "Cape Diamond Construction, Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 28 avril 1953, en celui de "Cape Citadel Construction Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 28 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 40997-53)

Dominique Calabrese & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 août 1953, changeant le nom de la compagnie "Building Materials Corporation — La Compagnie de Matérieux de Construction", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 4 mai 1948, en celui de "Dominique Calabrese & Fils Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 28 août 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 42522-53)

Hanna Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Supplementary Letters Patent

(A.G. 41120-53)

Bancroft Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Bancroft Industries Limited", 1. reducing its capital from $99,000 to $19,000: the capital stock annulled being divided into 700 common shares and 100 preferred shares of $100 each; 2. increasing the said capital from $19,000 to $169,000: the additional stock being divided into 15,000 prior preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General the 19th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 8935-53)

Cape Citadel Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, bearing date the twenty-eighth day of September, 1953, changing the name of the company "Cape Diamond Construction, Inc.", incorporated by virtue of the said first part of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 28, 1953, into that of "Cape Citadel Construction Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 40997-53)

Dominique Calabrese & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August 1953, changing the name of the company "Building Materials Corporation — La Compagnie de Matériaux de Contruction", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated May 4, 1948, to that of "Dominique Calabrese & Fils Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, August 28, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 42522-53)

Hanna Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 septembre 1953, à la compagnie "Kay-Anna Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 19 septembre 1951, sous le nom originaire de Hanna Knitwear Limited", et par lettres patentes supplémentaires en date du 13 janvier 1953 changeant ce nom originaire audit nom de "Kay-Anna Limited", changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Hanna Mfg.Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 14356-53)

John Breakey Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de septembre 1953 à la compagnie "John Breakey Limited", diminuant son capital en annulant 1057 actions privilégiées de $100 chacune, et fixant à $58,460 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 43753-53)

Kensington Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 1e jour d'octobre 1953, changeant le nom de la compagnie "Frenchshire Blouses Ltd." constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1946, en celui de "Kensington Sportswear Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

(P.G. 12601-53)

La Société Fides Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois septembre 1953, à "La Société Fides Inc.", modifiant certaine dispositions des lettres patentes de cette corporation dans le sens indiqué dans sa résolution du 21 septembre 1953.

Daté du bureau du Procureur général le 23 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 42638-53)

Pichette Nettoyeur Ltée
Pichette Cleaner Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Kay-Anna Limited", incorporated under the provisions of the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 19, 1951, under the original name of "Hanna Knitwear Limited", and by supplemtary letters patent dated January 13, 1953, changing such original name to the said name of "Kay-Anna Limited", again changing the name of the company to that of "Hanna Mfg. Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General the 22nd day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14356-53)

John Breakey Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "John Breakey Limited", reducing its capital by cancelling 1057 preferred shares of $100 each, and fixing at $58,460 the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General the 29th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 43753-53)

Kensington Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Franchshire Blouses Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 12, 1946, to that of "Kensington Sportswear Ltd."

Dated at the office of the Attorney General the 1st day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12601-53)

La Société Fides Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1953, to "La Société Fides Inc.", modifying a certain provision of the letters patent of said corporation in accordance with its resolution dated September 21, 1953.

Dated at the office of the Attorney General, September 23, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 42638-53)

Pichette Nettoyeur Ltée
Pichette Cleaner Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six septembre 1953, à la compagnie "Pichette Nettoyeur Ltée — Pichette Cleaner Ltd.", subdivisant ses 750 actions ordinaires de $100 chacune en 3750 actions ordinaires de $20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 26 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 5288-45)

Rex Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre septembre 1953, à la compagnie "Rex Realties Limited", reduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 3960 actions ordinaires de $50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 24 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 14396-53)

Roy & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze septembre 1953, changeant le nom de la compagnie "Roy & Dumas Cie Limitée — Roy and Dumas Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 9 septembre 1952, en celui de "Roy & Frères Inc.".

Daté du bureau du Procureur général le 14 septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998-o L. DÉSILETS.

(P.G. 42348-53)

Stanley Bagg Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quebec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de septembre 1953 à la compagnie "Stanley Bagg Corporation", diminuant son capital par l'annulation de 104,000 actions privilégiées de $5 chacune, et fixant au montant de $182,000, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 28e jour de septembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

35998 L. DÉSILETS.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, bearing date the twenty-sixth day of September 1953, to the company "Pichette Nettoyeur Ltée—Pichette Cleaner Ltd.", subdividding its 750 common shares of $100 each into 3750 common shares of $20 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 5288-45)

Rex Realties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September 1953, to the company "Rex Realties Limited", reducing its capital: the cancelled share-capital being divided into 3960 common shares of $50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 14396-53)

Roy & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Roy et Dumas Cie Limitée — Roy and Dumas Company Limited", incorporated by virtue of the said first part of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 9, 1952, into that of "Roy & Frères Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1953.

L. DÉSILETS.

35998 Deputy Attorney General.

(A.G. 42348-53)

Stanley Bagg Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Stanley Bagg Corporation", reducing its capital by the cancellation of 104,000 preferred shares of $5 each, and fixing at the sum of $182,000 the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General the 28th day of September, 1953.

L. DÉSILETS,

35998-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que "The St-Maurice Furniture Company Limited",

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the St-Maurice Furniture Company Limited, corporation

corporation légalement constituée, ayant son siège social à 4205 Chemin Côte de Liesse, Ville St-Laurent, Montreal, Que., s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la prier d'adopter une loi aux fins d'annuler une entente intervenue entre ladite compagnie et la Ville de La Tuque par le chapitre 105, article 4, 14 Georges VI 1950.

La Tuque, le 15 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,

35800-43-4-o GEORGES ROY.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que madame Albertine Tremblay, épouse de P. A. Lavallée et madame Antoinette Tremblay, épouse de J. P. A. Gagnon, toutes deux de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant le testament de dame Louise Papin dit Lachance décédée, épouse de Pierre Odilon Tremblay, décédé, testament en date du 16 octobre 1929, pour permettre aux seules héritières vivantes, notamment les dames Albertine Tremblay Lavallée et Antoinette Tremblay Gagnon de vendre des immeubles dont elles ont hérités par ledit restament.

Montréal, le 16 octobre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,

35801-43-4-o MARCEL PICHÉ, C.R.

Canada, province de Québec, District de Labelle

AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature provinciale, pour autoriser la commission scolaire de Mont-Laurier à percevoir, dans ses limites, une taxe spéciale de vente de 1%.

Mont-Laurier, le 14 octobre 1953.

Le Procureur,

35797-43-4-o HENRI COURTEMANCHE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Robert Alexander Hope, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre, à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens de théorie et pratique du barreau.

Les Procureurs du réquerant,

MATHEWSON LAFLEUR & BROWN.

35791-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par Adelard Lavoie, contremaître, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, qu'il s'adressera à la Législature de la Province, de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir le changement de son nom en celui de Walter Kelly, et avec tous les privilèges, pouvoirs, droits et obligations que la dite loi pourra lui conférer ainsi qu'à ses enfants, descendants et héritiers.

Drummondville, ce 21 octobre 1953.

Les Procureurs du pétitionnaire,

35834-43-4-o RINGUET & SAINT-PIERRE

---

legally constituted, having its head offices at 4205 Côte de Liesse Road, Town of St-Laurent, Montreal, Que., will apply to the legislature of the Province of Quebec at his next session, for the passing of an act respecding an agreement intervened between the said Company and the Town of La Tuque, the said agreement having been ratified by Chapter 105, Section 4, 14 Georges VI, 1950.

La Tuque, October 15th, 1953.

GEORGES ROY,

35800-43-4-o Attorney for applicant.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mrs. Albertine Tremblay, wife of P. A. Lavallée and Mrs. Antoinette Tremblay, wife of J. P. A. Gagnon, both of the city of Montreal, will make application to the legislature of Quebec at its present session, to propose the adoption of a bill modifying the will of dame Louise Papin dit Lachance, deceased, wife of the late Pierre Odilon Tremblay, dated October 16th, 1929, in order to allow the only living heiresses, viz Mrs. Albertine Tremblay Lavallée and Mrs. Antoinette Tremblay Gagnon to sell the properties they have inherited by said testament.

Montreal, October 16th, 1953.

MARCEL PICHÉ, Q.C.

35801-43-4-o Solicitor for the Petitioners.

Canada, Province of Quebec, District of Labelle

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the provincial Legislature to authorize the school board of Mont-Laurier to perceive within its limits a special sale tax of 1%.

Mont-Laurier the 14th October. 1953.

HENRI COURTEMANCHE,

35797-43-4-o Attorney.

NOTICE

Notice is hereby given that Robert Alexander Hope of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after having passed the theoretical znd practical examinations of the Bar.

MATHEWSON LAFLEUR & BROWN,

35791-43-4-o Attorneys for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by Adelard Lavoie, foreman, of the city of Drummondville, district of Arthabaska, that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at his next Session, for the adoption of an act to change his name to that of Walter Kelly and with all privileges, powers, rights and obligations that the said act may confer him, his clildren, decendents and heirs.

Drummondville, October the 21st 1953.

RINGUET & SAINT-PIERRE,

35834-43-4-o Advocates for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes douné que la Ville de l'Abord-à-Plouffe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 11, George VI, chapitre 104, sur les matières suivantes: réglementer les constructions, réglementer la subdivision des lots; retarder conditionnellement le prélèvement de taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures des referedums sur les règlements d'emprunt; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; réglementer les plages; réglementer la coupe de la glace; règlementer la protection des arbres; droits de passage pour service d'aqueduc; réglementer les restaurants ambulants; réglementer l'entretien des lots vacants et pour autres fins.

Montréal, 16 octogre 1953.

Les Procureurs de la Ville de l'Abord-à-Plouffe,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35793-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of l'Abord-à-Plouffe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 11, George VI, chapter 104, for the following matters: to regulate the buildings; to regulate the subdivision of lots; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referendum proceedings on the borrowing by-laws; to provide to the maintenance of the sidewalks, streets and public places; to regulate the beaches; to regulate the ice cutting; to regulate the care of trees; right of way for waterworks; to regulate the strolling restaurants; to regulate the maintenance of vacant lots; and for all other purposes:

Montreal, October 16, 1953.

LACROIX, VIAU & POURPART,
Attorneys for the Town of l'Abord-à-Plouffe.

35793-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est pas les présentes donné que le Conseil Municipal du Comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'imposer rt prélever une taxe de vente daus tout ou partie du Comté de Laval, à la réquisition des corporations municipales et/ou des corporations scolaires, pour leur bénéfice et avantage.

Montréal, ce 15 octobre 1953.

Les Procureurs du Conseil Municipal
du Comté de Laval,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35794-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, granting the power to impose and levy a sales tax in all or part of the County of Laval, at the request of the municipal corporations and/or school corporations, for their benefit and interest.

Montreal, October 15, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the County of Laval,

35794-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Casimir Myszochraj, gérant des ventes, domicilié au village de Saint-Joseph-sur-Yamaska, district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Casimir Murray ainsi que les noms de ses enfants mineurs Hélène et Lucie Myszorhraj en celui de Hélène et Lucie Murray.

St-Hyacinthe, le 16 octobre 1953.

Le Procureur du pétitionnaire,
35799-43-4-o JACQUES BOUSQUET.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Casimir Myszochray sales manager, of the village of St-Joseph-sur-Yamaska, district of St-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing his name to Casimir Murray and the name of his minor children Hélène and Lucie Myszochraj to the name of Hélène and Lucie Murray.

St-Hyacinthe, October 16th, 1953.

JACQUES BOUSQUET,
35799-43-4-o Attorney for the Petitioner.

Succession Zénon Bolduc

Avis est par les présentes donné que MM. Yvon Bolduc, industriel, de la cité de Montréal, et Jules Bolduc, industriel de la cité de St-Lambert, agissant en leur qualité de co-exécuteurs testamentaires de la succession de feu Zénon Bolduc, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisés à augmenter le montant des rente et pension mensuelles en faveur de Madame Liane Guy Bolduc et des enfants de cette dernière, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 17 octobre 1953.

(signé) YVON BOLDUC.
35826-43-4-o " JULES BOLDUC.

Estate Zénon Bolduc

Notice is hereby given that Yvon Bolduc, industrialist of the city of Montreal, and Jules Bolduc, industrialist of St. Lambert, acting in their quality of co-testamentary executors of the estate of the late Zénon Bolduc, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law, for the purpose of increasing the monthly rent and anuity payable to Dame Liane Guy Bolduc and her children, and for other purposes.

Montreal, October 17th 1953.

(Signed YVON BOLDUC,
35826-43-4-o " JULES BOLDUC.

AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que le Conseil municipal de la Paroisse de St-Martin, comté de Laval s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville sous le nom de la Ville de Saint-Martin, et pour l'obtention de certains pouvoirs, dont: fixer la date et les modalités des élections; règlementer les constructions; règlementer la subdivision des lots; retarder conditionnellement le prélèvement des taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures de referendum sur les règlements d'emprunt; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; règlementer la protection des arbres; droit de passage pour service d'aqueduc; règlementer les restaurants ambulants règlementer l'entretien des lots vacants; modifier l'étendue des terres considérées terres en culture; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 13 octobre, 1953.

Les Procureurs du Conseil municipal
de la Paroisse de St-Martin,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35796-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Parish of St. Martin, County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law to erect part of its territory in town, under the name of the Town of St. Martin and for the granting of certain powers, to wit: to fix the date and the modalities of the elections; to regulate the buildings; to regulate the subdivision of lots; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referendum proceedings on the borrowing by-laws; to provide to the maintenance of the side-walks, streets and public places; to regulate the care of trees; right of way for waterworks; to regulate the strolling restaurants; to regulate the maintenance of vacant lots; to modify the area of lands considered as farm lands; and for all other purposes.

Montreal, October 13rd, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the Parish of St-Martin.

35796-43-4-o

Canada, Province de Quebec, District de Labelle

AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature provinciale, pour autoriser la ville de Mont-Laurier à percevoir, dans ses limites, une taxe spéciale de vente de 2%.

Mont-Laurier le 14 Octobre 1953.

Le Procureur,
HENRI COURTEMANCHE.

35798-43-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Labelle,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the provincial Legislature to authorize the city of Mont-Laurier to perceive within its limits a special sale taxe of 2%.

Mont-Laurier, October 14, 1953.

HENRI COURTEMANCHE,
Attorney.

35798-43-4-o

Avis de pétition a l'Assemblée Législative de Québec

Avis est par les présentes donné que Société d'Administration et de Fiducie, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tutrice aux biens de la mineure Michèle Lafontaine, s'adressera à la Législature Provinciale de Québec à sa prochaine session pour lui demander:

a) de confirmer, ratifier et valider un bail avec promesse de vente d'un commerce d'embouteillage, de vente et de distribution de produits de Coca-Cola, exploité à Maniwaki, district de Labelle, et de l'immeuble qui le loge portant les numéros 1-198, 1-199 et partie 1-196 dans le rang de front de la Rivière Désert dans le canton de Maniwaki, intervenu entre la dite Société d'Administration et de Fiducie et Maurice Brien de Ste Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne;

b) L'autorisation de vendre de gré à gré le dit commerce et l'immeuble qui le loge selon les conditions du dit bail avec promesse de vente;

c) La permission de vendre "en bloc" à l'enchère un chalet d'été avec les meubles meublant situé sur un terrain de la Couronne au lac Grier ou Castor en la paroisse de Ste Famille d'Aumont, comté de Labelle; tous les biens susdits appartenant à la dite mineur Michèle Lafontaine.

Montréal, ce 19ième jour d'octobre, 1953.

Les Procureurs de la Société
d'Administration et de Fiducie.
WALKER, MARTINEAU, CHAUVIN,
WALKER & ALLISON.

35816-43-4-o

Notice of petition to the Quebec Legislature

Public notice is hereby given that "Société d'Administration et de Fiducie", a body corporate of the city and district of Montreal, in its quality of tutrix to the property of the minor Michèle Lafontaine, will ask the Legislature of the Province of Quebec at its next session:

a) To confirm, ratify and validate a lease with promise of sale of a bottling business and plant of Coca-Cola products operated and located at Maniwaki, district of Labelle, on lots Nos. 1-198, 1-199 and part of lot 1-196 in the front range of the River Desert, in the township of Maniwaki, executed between the said "Société d'Administration et de Fiducié" and Maurice Brien, of Ste Agathe-des-Monts, county of Terrebonne;

b) The authorization to sell by private contract the said business and plant according to the provisions and conditions of the said lease and promise of sale;

c) The authorization to sell "en bloc" by auction sale a summer cottage together with its furniture and furnishings situate on Crown lands on Lake Grier or Castor in the Parish of Ste Famille d'Aumont, county of Labelle; all the aforesaid property belonging to the said minor Michèle Lafontaine.

Montreal, this 19th day of October, 1953.

WALKER, MARTINEAU, CHAUVIN,
WALKER & ALLISON.
Attorneys for "Société d'Administration,
et de Fiducie".

35816-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Rose s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 8 George V, chapitre 98, modifiée par la Loi 14-15 George VI, chapitre 97 et par la Loi 15-16 George VI, chapitre 93, sur les matières suivantes: régelementer les constructions; réglementer la subdivision des lots; retarder conditionnellement le prélèvement de taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures de referendum sur les règlements d'emprunt; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; réglementer les plages; règlementer la coupe de la glace; règlementer la protection des arbres; pourvoir à l'annexion de certains territoires; règlementer les heures de fermeture des magasins; et pour autres fins.

Montréal, ce 20 octogre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Sainte-Rose,
LACROIX, VIAU & POUPART.

35795-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Sainte-Rose, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 8 George V, chapter 98, modified by the law 14-15 George VI, chapter 97 and by the Law 15-16 George VI, chapter 93, for the following matters: to regulate the buildings; to regulate the subdivision of lots; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referedum proceedings on the borrowing by-laws; to provide to the maiutenance of the sidewalks, streets and public places; to regulate the beaches; to regulate the ice cutting, to regulate the care of trees; provide for the annexation or certain territories; regulate the closing hours of stores; and for all other purposes.

Montreal, October 20, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Sainte-Rose.

35795-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 6 George V, chapitre 59, modifiée par les lois 13 George VI, chapitre 98 et 15-16 George VI, chapitre 96, sur les matières suivantes: règlementer les constructions; règlementer la protection des arbres; règlementer les plages; règlementer la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; droits de passage pour service d'aqueduc; retarder conditionnellement les prélèvements de taxes spéciales imposées dans le cas de certains travaux; modifier les procédures de referendum sur les règlements d'emprunt; règlementer les heures de fermeture des magasins; et pour autres fins.

Montréal, ce 20 octobre, 1953.

Les Procureurs de la Ville de Dorion,
35833-43-4-o LACROIX, VIAU & POUPART

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Dorion, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 6 George V, chapter 59, modified by the Laws 13 George VI, chapter 98 and 15-16 George VI, chapter 96, for the following matters: to regulate the buildings; to regulate the care of trees; to regulate the beaches; to regultae the subdivision of lots; to provide to the maintenance of the sidewalks, streets and public places; right of way for waterworks; to delay conditionally the levy of special taxes imposed in the case of certain works; to modify the referendum proceedings on the borrowing by-laws; to regulate the closing hours of stores; and for all other purposes.

Montreal, October 20, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,
35833-43-4-o Attorneys for the Town of Dorion.

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Cité de Saint-Jean et la Ville d'Iberville s'adresseront à la législature provinciale de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent (2%) et que les Commissions scolaires de la Cité de Saint-Jean, de la Ville d'Iberville et de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans la cité de Saint-Jean s'adresseront aussi à ladite législature, à la même session, pour l'adoption d'une loi autorisant à imposer, pour fins d'éducation, une taxe de vente n'excédant pas un pour cent (1%).

Saint-Jean, 20 octobre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,
35831-43-4-o JACQUES CARTIER, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that la Cité de Saint-Jean and la Ville d'Iberville will apply to the provincial legislature, at its next session, to pass a law to authorize them to impose a sale tax not exceeding two per cent (2%) and that the school commission of la Cité de Saint-Jean, la Ville d'Iberville and Notre-Dame-Auxiliatrice, in la Cité de Saint-Jean, will aslo apply to the said Legislature, at the same session to pass a law, to authorize them to impose a sale tax, not exceeding one per cent (1%) the said tax to be imposed for education purposes.

Saint-Jean, October 20th, 1953.

JACQUES CARTIER, Q.C.,
35831-43-4-o Attorney for Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Milton Weinstein, étudiant en notariat, de lc cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom de Weinstein en celui de Winston.

Montreal, le 21 octobre 1953.

Le Procureur du requérant,
35851-43-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that Milton Weinstein, notarial-student, of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the passing of an Act changing his name, Weinstein, to that of Winston.

Montreal, October 21, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,
35851-43-4 Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Longueuil s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. augmentation du nombre des quartiers et du nombre des échevins;
2. paiement d'une indemnité aux membres du Conseil;
3. Election du Maire tous les trois ans et de trois échevins sur six chaque année;
4. droit d'abolir certaines ruelles;
5. extension pour deux années du pouvoir d'emprunt autorisé par la Loi 14 George VI, Chapitre 97, article 3;

Montréal, le 21 octobre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,
35845-43-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Public notice is hereby given that the city of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the passing of an Act for the following purposes:

1. To increase the number of wards and aldermen;
2. To pay an indemnity to the members of the Council;
3. To elect a Mayor every three years and three aldermen out of six each year;
4. The right to abolish certain lanes;
5. To extend for a period of two years the borrowing power authorized by Act 14 George VI, Chapter 97, Section 3;

Montreal, October 21st, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,
35845-43-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1, Geo. VI, ch. 105, aux fins suivantes:

1° Faire remise de la taxe scolaire au pro rata du montant perçu;
2° Amender l'article 488 des cités & villes;

3° Amender l'article 428 des cités et villes pour règlementer les heures de danse le dimanche dans les salles publiques;
4° Valider une évaluation fixe et temporaire re: "Classon Knitting et J. H. Bryant Ltd;"

Et autres demandes;

Sherbrooke, le 20 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35830-43-4-o ALBERT RIVARD.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1, Geo. VI, ch. 105, for the following purposes:

1. To remit the school taxes to the pro rata of the amount collected;
2. To amend art. 488 of the Cities & Towns Act;
3. To amand art. 428 of the Cities & Towns Act in order to legislate on dancing hours on Sundays;
4° To validate an agreement for a fixed valuation between the city and "Classon Knitting Mills and J. H. Bryant Ltd";

And for other purposes.

Sherbrooke, this 20th day of October, 1953.

ALBERT RIVARD,
35830-43-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaire d'écoles pour la municipalité de la cité de Sillery, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

a) Pour diminuer les délais prévus aux articles 307 et 378 de la Loi de l'Instruction Publique de trente (30) à quinze (15) jours, pour engager les professeurs par résolution seulement, pour obtenir la faculté de changer un professeur de classe ou d'école durant l'année scolaire, et pour remplacer l'obligation de lire et d'afficher les résolution par la faculté d'afficher un simple avis.

b) Pour permettre aux commissaires de recevoir une rénumération de $700.00 pour chacun des commissaires, et $1,200.00 pour le Président.

Québec, le 21 octobre 1953.

Les Procureurs des pétitionnaires,
JEAN BÉRUBÉ,
35835-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, c.r.,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Sillery will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act for the following purposes:

a) To reduce from thirty to fifteen days the delays contemplated by section 307 and 378 of the Education Act; to hire teachers by means of resolutions merely; to obtain power to change a teacher from one class or school to another during the school year; and to replace the obligation of reading and posting up the resolutions by the mere privilege of posting up a notice.

b) To permit the School Commissioners to receive annually a renumeration of seven hundred dollars for each of the Commissioners and one thousand two hundred dollars for the Chariman.

Quebec, October 21st, 1953.

JEAN BÉRUBÉ,
VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
35835-43-4-o Attorneys for petitioners.

AVIS DE PÉTITION

Avis est, par la présente, donné que la ville de Saint-Félicien, présentera à l'Assemblée législative et au Conseil législatif, lors de la prochaine session, un bill privé aux fins d'amender sa charte:

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the town of Saint-Félicien will submit to the Legislative Assembly and the Legislative Council, at its next session, a private bill for the purposes of amending its charter:

a) Elle demandera en particulier, que les membres de son conseil, soit élus pour une période de trois ans;

b) Qu'elle ait le droit de permettre ou de refuser des permis de construction; d'établir un plan d'urbanisme obligatoire dans toutes les limites de son territoire;

c) Elle demandera que les amendes collectées pour infractions à la circulation et autres, lui soient octroyées pour les besoins de son administration.

Roberval, ce 21 octobre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,
35852-43-4-o W.-HIDOLA GIRARD, C.R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec" corps constitué suivant la loi des syndicats coopératifs de la Province de Québec, S.R.Q. 1941, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour demander que les sommes empruntées sur garanties hypothécaires ne soient pas comptées pour les fins de la limitation du pouvoir d'emprunt édicté par l'article 16, de la loi concernant les syndicats coopératifs S.R.Q. 1941, Chap. 290, et amendements.

Québec, le 19 octobre 1953.

Le Procureur,
35824-43-4-o UBALD DÉSILETS.

AVIS D'UN BILL D'ADOPTION

Avis est donné qu'une pétition introductive d'un bill privé et un bill privé seront présentés à la prochaine session de la législature de Québec par Pierre Marcel Charbonneau et Mireille Dulude Charbonneau, son épouse de Montréal, pour obtenir l'adoption de Serge Charbonneau fils légitime de Roland Charbonneau de Montréal et Marie Anne Gaumont, son épouse décédée.

MIREILLE DULUDE CHARBONNEAU,
PIERRE MARCEL CHARBONNEAU.
35815-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: pour valider et confirmer deux actes de cession par l'œuvre et Fabrique N.D. du Rosaire à la cité de Saint-Hyacinthe, de lisières de terrain permettant l'ouverture et l'élargissement de rues; pour valider et confirmer un acre de compromis intervenu entre la cité et Canadian National Railway Co., relativement à l'assiette et à la propriété de certaines rues de la cité; pour augmenter à la somme de deux mille cinq cents dollars par année les frais de représentation du maire; pour modifier le cens d'éligibilité aux charges municipales; pour être autorisé à emprunter, par règlement, une somme n'excédant pas six cent mille dollars pour acquérir ou construire des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, ce 27 octobre, 1953.

Le Procureur de la cité de Saint-Hyacinthe,
35916-44-4-o GAÉTAN SYLVESTRE.

a) It will especially request that the members of its council be elected for a period of three years;

b) That it have the right to grant or refuse building permits; establish a compulsory rural plan within all the limits of its territory;

c) It shall request that all fines collected following traffic law infractions, and others, be granted it, for its administrative requirements.

Roberval, this October 21st, 1953.

W.-HIDOLA GIRARD, Q.C.,
35852-43-4 Attorney for petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec", a body incorporated in accordance with the Quebec Cooperative Syndicates Act, R.S.Q. 1941, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request that the amounts borrowed on hypothecary securities be not considered as limiting the borrowing power decreed by Section 16, of the Act respecting Cooperative Syndicates, R.S.Q. 1941, Chap. 290, and its amendments.

Quebec, October 19, 1953.

UBALD DÉSILETS,
35824-43-4 Attorney.

NOTICE OF A BILL FOR ADOPTION

Notice is given that a petition introductory to a private bill and a private bill will be presented to the next session of the Quebec Legislature by Pierre Marcel Charbonneau and Mireille Dulude Charbonneau, his wife, of Montreal, in order to obtain that Serge Charbonneau, legitimate son of Roland Charbonneau of Montreal and Marie Anne Gaumont, his deceased wife, be adopted legally by them.

MIREILLE DULUDE CHARBONNEAU,
PIERRE MARCEL CHARBONNEAU.
35815-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Saint-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an Act amending its charter, Act 24 George V, chapter 94, and amendments, concerning the following matters: to validate and confirm two deeds of transfer by the Fabric Fund and the Church Council of N.D. du Rosaire to the City of Saint-Hyacinthe of strips of land allowing the opening and widening of streets; to validate and confirm a deed of agreement entered into between the City and the Canadian National Railway Co., relative to the lie of the land and to the property of certain streets of the city; to increase to the amount of two thousand five hundred dollars per year the costs of representation of the Mayor; to modify property qualifications for municipal office requirements; to be authorized to borrow, by by-law, an amount not exceeding six hundred thousand dollars to acquire or build immoveables which shall serve for municipal or industrial purposes and other purposes.

Saint-Hyacinthe, October 27, 1953.

GAETAN SYLVESTRE,
Attorney for the City of Saint-
35916-44-4 Hyacinthe.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", corporation dûment constituée par la loi 56 Victoria (1893), chapitre 86, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte aux fins de préciser les objets de la corporation, d'augmenter la valeur annuelle des propriétés qu'elle peut détenir d'une manière permanente, et généralement, aux fins d'augmenter les pouvoirs de la corporation.

Lévis, le 19 octobre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,

35829-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la "Corporation du Canton Delisle dans le district électoral du Lac St-Jean, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à annexer la ville de l'Isle Maligne.

Québec, le 19 octobre 1953.

Les Procureurs des pétionnaires,

J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.

35865-44-4-o NOEL DORION, C.R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers et les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Patrick Labelle, en son vivant constructeur, de la Cité de Montréal, et les héritiers et les administrateurs testamentaires de la succession de feu Dame Adelina Rochon, cidevant veuve dudit feu Patrick Labelle, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale en rapport avec les sus-dites successions, et ayant pour objet en particulier de ratifier une convention intervenue entre les pétitionnaires.

Montréal, ce 24 octobre, 1953.

Le Procureur des requérants,

35866-44-4-o MAURICE MERCURE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que La Commission Scolaire de la Ville de Saint-Joseph d'Alma et la Commission Scolaire de Naudville, s'adresseront à la Législature Provinciale, de Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une Loi relativement à l'imposition, la répartition et la distribution d'une et de la taxe scolaire dans les Municipalités Scolaires de Ile Maligne, de Riverbend, Naudville et Ville de Saint-Joseph d'Alma et Paroisse, et autres fins.

Saint-Joseph d'Alma, 24 octobre 1953.

Le Procureur autorisé des Pétionnaires,

J. VICTORIEN TREMBLAY, C.R.

35869-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montmagny s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, aux fins suivantes: Autoriser une évaluation réduite pour l'immeuble de l'arena local; ratifier la location d'un immeuble; autoriser un emprunt pour consolider des dépenses faites au compte capital; autoriser certains dons ou octrois; accorder des frais de représentation au maire et aux échevins;

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", a corporation duly incorporated in accordance with Act 56 Victoria (1893), chapter 86, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act amending its charter, in order to define more accuretaly, the objects of the corporation, increase the annual value of the properties which it may hold permanently, and generally, for the purpose of increasing its corporate powers.

Levis, October 19, 1953.

ALBERT DUMONTIER,

35829-43-4 Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of "Le Canton Delisle will apply to the Legislature at its next session praying for the adoption of an act authorizing the said corpo ation to annex to its territory the town of l'Isle Maligne.

Quebec, October 19th, 1953.

J. VICTORIEN TREMBLAY,C.R.,

NOEL DORION, C.R.,

35865-44-4-o Attorneyx for petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs and the testamentary executors of the Estate of the late Patrick Labelle, in this lifetime, builder, of the City of Montreal, and the heirs and the testamentary executors of the Estate of Dame Adelina Rochon, in her lifetime widow of the late Patrick Labelle, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, in connection with the two above mentioned Estates, and for the main purpose of sanctioning an agreement intervened between the petitionners.

Montreal, this 24th of October, 1953.

MAURICE MERCURE,

35866-44-4-o Attorney for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commission of the Town of Saint-Joseph d'Alma and the School Commission or Naudville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act concerning the imposition, distribution and apportionnement of a tax and school tax in the School Municipalities of Isle Maligne, Riverbend, Naudville and the Town of Saint-Joseph d'Alma and Parish, and for other purposes.

Saint-Joseph d'Alma, October 24, 1953.

J. VICTORIEN TREMBLAY, Q.C.,

35869-44-4 Authorized Attorney for Pettitioner

Notice is hereby given that the Town of Montmagny will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter, for the following purposes: To authorize a reduced valuation for the immoveable of the local arena; to ratify the location of an immoveable; to authorize a loan to consolidate expenses made in the capital account; to authorize certain gifts or grants; to grant representation costs to the Mayor and al-

règlementer les permis de construction en ce qui concerne les lots distincts; règlementer les restaurants ambulants; imposer et prélever dans les limites de la ville de Montmagny une taxe spéciale dite taxe de vente; imposer aux magasins à succursales opérant dans la municipalité une taxe d'affaire annuelle; imposer aux négociants de l'extérieur qui font commerce dans la municipalité une taxe d'affaire annuelle; autoriser un emprunt pour immeubles municipaux ou industriels; autoriser un emprunt pour exécuter des travaux; permanents; autoriser la constitution d'un fonds spécial appelé "fonds de roulement", et autres fins.

Montmagny, le 23 octobre, 1953.

Le Procureur de la ville de Montmagny,
35870-44-4-o JOSEPH MARINEAU.

dermen; to regulate building permits aconcernning separate lots; to regulate ambulating restaurants; to impose and levy within the limits of the town of Montmagny a special tax called sales tax; to impose upon chain stores operating within the municipality, an annual business tax; to impose upon outside merchants who do business within the municipality, an annual business tax; to authorize a loan for municipal or industrial immoveables to authorize a loan for the execution of permanent works; to authorize the constitution of a special fund called "working capital" and other purposes.

Montmagny, October 23, 1953.

JOSEPH MARINEAU,
35870-44-4 Attorney for the Town of Montmagny

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Ville d'Asbestos, la Ville de Richmond, la municipalité de Danville, les commissaires d'écoles pour Asbestos, les commissaires d'écoles pour Danville, et les commissaires d'écoles pour Richmond feront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, une demande conjointe pour avoir la permission d'imposer dans leurs territoires respectifs une taxe de vente de 2% et une taxe d'éducation de 1%.

Avis est aussi donné que la Ville d'Asbestos, dans la même demande, priera la Législature:

1° d'amender sa charte pour priver du droit de vote, aux élections municiaples, les électeurs locataires ou occupants qui n'auront pas payé leurs taxes dans les 20 jours précédant une élection;

2° de lui accorder la permission d'annexer un terrain faisant partie du Canton de Shipton et acheté récemment par les Commissaires d'écoles d'Asbestos, dans le but d'y construire une école, le dit terrain décrit comme suit:

"Un territoire, comprenant toute cette partie du lot 6A, Rang II, du cadastre officiel du Canton de Shipton, renfermée dans les limites suivantes, à savoir:

Commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots 6A et 7A avec la ligne nord-est du lot 6A-38 (rue Chassé, Asbestos); de là dans une direction nord-est la ligne séparative des lots 6A et 7A jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement du côté sud-ouest de la 1ère rue, Asbestos, (7A-101); de là dans une direction sud-est le dit prolongement du côté sud-ouest de la 1ère Rue, Asbestos, sur une longueur de deux-cent soixante-cinq pieds (265'); de là dans une direction sud-ouest une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 6A et 7A jusqu'à la ligne nord-est du lot 6A-38 (rue Chassé, Asbestos); de là dans une direction nord-ouest la dite ligne nord-est du lot 6A-38, jusqu'au point de départ. Le dit territoire, ensemble avec les subdivisions actuelles et futures."

Asbestos, 26 octobre 1953.

Le Procureur des Pétitionnaires.
35871-44-4-o (signé) LOUIS LANGLAIS,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Asbestos, the Town of Richmond, the Municipality of Danville, the School Commissioners for Asbestos, the School Commissioners for Richmond and the School Commissioners for Danville will make a joint request to the Quebec Legislature at its next session, to obtain permission to impose in their respective territories a 2% sales tax and a 1% education tax.

Notice is also given that in the same request the Town of Asbestos will ask the Legislature.

1: to amend its charter in order to deprive from thier right to vote in a municipal election all the tenants and occupants whose taxes are not paid 20 days prior to such election;

2. to permit annexation of a piece of land being part of the Township of Shipton and recently bought by the School Commissioners of Asbestos with the purpose of building a School House, the said land described as follows:

"A certain territory, comprising all the part of lot 6A Range II, of the official plan for the Township of Shipton, enclosed in the following limits, namely:

Starting at the point of intersection of the separative lines of lot 6A and 7A with the north-eastern line of lot 6A-38 (Chasse St, Asbestos); thence in a north-eastern direction the separative line of lots 6A and 7A to its point of intersection with the prolongation of the south-western line of 1st Street, Asbestos, (7a-101); thence in a south-eastern direction the said prolongation of the south-western line of 1st Street, Asbestos, for a distance of two hundred and sixty-five feet (265') thence in a south-western direction a parallel line to the separative line of lots 6A and 7A as far as the north-eastern line of lot 6A-38 (Chasse St., Asbestos); thence in a north-eastern direction the said north-western line of lot 6A-38, to the starting point. Such territory, together with all subdivisions, actual and future."

Asbestos, October 26, 1953.

(signed) LOUIS LANGLAIS,
35871-44-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Bromptonville s'adressera à la Legislature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi pour lui permettre d'emprunter une somme n'excédant pas $150,000.00 pour favoriser l'établissement de

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, granting it the power to borrow an amount not exceeding $150,000.00. for the purpose of establishing new industries

nouvelles industries sur son territoire; pour percevoir des amendes, au moyen de billets d'assignation, dans certains cas d'infractions à la circulation; pour règlementer l'exécution de certains travaux d'utilité publique; pour imposer et règlementer les taxes de locataire, de capitation et de commerce; pour taxer les distributeurs automatiques et jeux mécaniques; pour établir un "fonds de roulement"; pour amender la Charte de la dite Ville, la loi 3 Édouard VII, Chapitre 72; pour amender le loi 14-15 George VI, Chapitre 99, en ce qui concerne le montant des taxes municipales payables par la Richmond Pulp & Paper Co., of Canada Ltd., et que les Commissaires d'écoles du même lieu demanderont, par la même loi, d'amender la loi 14-15 George VI, Chapitre 99, relativement au montant des taxes scolaires payables par la dite compagnie.

Bromptonville, 26 octobre 1953.

Le Procureur de la Ville de Bromptonville et des Commissaires d'écoles du même lieu.

35872-44-4-o GASTON DESMARAIS.

in its territory; to collect fines, by notices, in certain cases of infraction to motor vehicle traffic laws; to regulate the execution of certain public works; to impose and regulate tenant, business and head taxes; to tax automatic distributors and mechanical games; to establish "working fund"; to amend the charter of the said Town, 3 Edward VII, Chapter 72; to amend 14-15 George VI, Chapter 99, regarding the amount of municipal taxes payable by the Richmond Pulp & Paper Co., of Canada Ltd., and that the School Commissionners of Bromptonville request, by the same Act, an amendment to 14-15 George VI, Chapter 99, regarding the amount of school taxes payable by the said Company.

Bromptonville, 26th October, 1953.

GASTON DESMARAIS,
Attorney for the Town and School
35872-44-4-o Commissionners of Bromptonville.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Coaticook s'adressera à la Legislature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, aux fins suivantes:

Pour autoriser la Ville à acquérir, au coût maximum de deux cent mille dollars, des immeubles additonnels pour des fins municipales ou industrielles, et en disposer, et à ces fins emprunter les sommes nécessaires;

Pour autoriser la Ville à modifier son règlement de construction et de zonage;

Pour déterminer les droits de la Ville, sur les rues, ruelles, chemins publics, places publiques et les trottoirs actuels ouverts et construits par la Ville, à l'usage du public;

Pour déterminer la responsabilité du propriétaire d'un véhicule-automobile et/ou de toute autre personne en ayant la garde, dans le cas de toute contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique;

Pour majorer de un pour cent à deux pour cent, la taxe de vente municipale déjà existante et déterminer l'emploi des fonds en provenant;

Pour autoriser la communauté religieuse de l'hôpital à transporter leur propriété pour fins de financement;

Pour déterminer la pénalité à être imposée en vertu des articles 527 et 527*a* de la Loi des cités et villes;

Pour étendre les pouvoirs du greffier de la Cour Municipal;

Et pour d'autres fins.

Coaticook, ce 22 octobre 1953.

Les Procureurs de la requérante.

35873-44-4-o GÉRIN & GÉRIN.

NOTICE

Notice is herby given that the Town of Coaticcok will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a Bill, for the following purposes:

To authorize the Town to acquire, at a maximun cost of two thousand dollars, additional immoveables, for municipal and industrial purposes, to dispose of same and to borrow the funds necessary for the said purposes;

To authorize the Town to modify its construction and zoning By-law;

To determine the rights of the Town on streets, lanes, public roads, public places and sidewalks actually opened or built by the Town for use of the public;

To determine the responsibility of the owner of a motor-vehicle and/or of any other person in charge of same with respect to any infraction to municipal By-laws concerning traffic or public safety;

To raise from one to two per cent the municipal sales tax already existing and to determine the use of the proceeds thereof;

To authorize the religious order operating the hospital to transfer their property for financing purposes;

To determine the penalty to be imposed in virtue of Sections 527 and 527*a* of the Cities and Towns Act;

To extend the powers of the Clerk of the Municipal Court;

And for other purposes.

Coaticook, October 22, 1953.

GÉRIN & GÉRIN,
35873-44-4-o Attorneys forpetitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Cité de Saint-Hyacinthe s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Imposer et prélever, dans la municipalité scolaire de la Cité de Saint-Hyacinthe, une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissionners for the Municipality of the City of St-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

a) To impose and levy within the limits of their municipality in the city of St-Hyacinthe a special tax called education tax not exceeding one per cent (1%) of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any articles of trade whatsoever;

b) Annexer le territoire de la Commission scolaire Girouard, et pour toutes autres fins.

St Hyacinthe, le 22 octobre 1953.

Le procureur des pétitionnaires.

35874-44-4-o JACQUES BOUSQUET, avocat.

b) To annex the territory of the School Commission Girouard, and for all other purposes.

St Hyacinthe, October 22, 1953.

JACQUES BOUSQUET, advocate,

35874-44-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pouvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: désigner le siège des échevins par numéros, prolonger le terme d'office du maire et des échevins, indemnité du maire et des échevins, changer la date des élections, fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales, droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relativement à la circulation, pouvoir de nommer des experts pour assister les estimateurs, imposition d'une taxe ou licence n'excédant pas deux cents dollars sur les jeux mécaniques, phonographes, procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs, l'obligation des propriétaires de faire faire un cadastre sur certaines subdivisions de terrains construits ou à être construits, pouvoir d'amender le règlement de construction N° 135 sans nécessité de référendum, et pour toutes autres fins.

Ville de Greenfield Park, 23 Octobre, 1953.

Le Procureur de la Ville de Greenfield Park,

35875-44-4-o CAMIL NOEL, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending certain powers of its charter, to maintain some special powers and to obtain some new ones, on the following matters: to designate the seat of aldermen by numbers, extend the term of office of mayor and aldermen, indemnity for mayor and aldermen, to change the date of elections, fixation of the hours of the opening and closing of polloing stations for municipal elections, procedure on equality of votes, to issue notice of summons for offences to traffic and public security by-laws, to appoint experts to assist assessors, imposition of a tax or licence not exceeding two hundred dollars on mechanical games, phonographs, procedures concerning the approbation of borrowing by-laws by electors, the obligation for proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of lands built on or to be built on, to amend building by-law No. 135 without referendum, and for such other purposes.

Town of Greenfield Park, October 23rd, 1953,

CAMIL NOEL, Q.C.,

35875-44-4-o Attorney for the Town of Greenfield Park.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Lemoyne s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pourvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: Diviser la ville en quartier, prolonger le terme d'office du maire et des échevins, indemnité du maire et des échevins, changer la date des élections, changer la date de la présentation des candidats, changer les heures de votation, procédure concernant le recomptage des votes donnés à une élection, confirmation des titres aux ruelles, procédures concernant l'approbation des réglements d'emprunt par les électeurs, pouvoirs d'emprunt pour l'achat de lots destinés à des terrains de jeu, ainsi que pour la construction d'un hôtel de ville et poste de pompiers et de polices, amender l'article de la charte relativement au droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux relativement à la circulation, validité des règlements de constructions et de zonage, et pour toutes autres fins.

Ville de Lemoyne, le 23 octobre, 1953.

Le procureur de la Ville de Lemoyne,

35876-44-4-o CAMIL NOEL, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Lemoyne will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending certain powers of its charter, to maintain some special powers and to obtain some new ones, on the following matters: to divide the town in wards, to extend the term of office of mayor and aldermen, indemnity for mayor and aldermen, to change the date of the elections, to change the date of the nomination of the candidates, to change the hours of voting, procedures concerning the recount of votes given in an election, confirming titles to lanes, proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors, powers of borrowing to purchase lands designated for playgrounds, city hall and police and fire stations, amending the article of the charter relative to the right to issue notice of summons to offenses to traffic and public by-laws, to confirm and validate building and zoning by-laws, and for all other purposes.

Town of Lemoyne, October 23rd, 1953.

CAMIL NOEL, Q.C.,

35876-44-4-o Attorney for the Town of Lemoyne.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de St Lambert s'adressera à la Legislature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une Loi aux fins d'amender sa charte, conserver les pouvoirs spéciaux et en obtenir des nouveaux sur les matières suivantes: ratifier et confirmer les tirres de

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the City of St. Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending certain powers of its charter, to maintain some special powers and to obtain some new ones, on the following matters: to ratify and confirm titles on sale for non-

vente pour défaut de paiement des taxes, établissement des centres de loisirs et organisation de jeux et des sports, indemnité du maire et des échevins, fixation des heures pour la nomination des candidats, fixation de la date de la préparation des listes électorales, exiger des garantis pour les contrats excédant mille cinq cents dollars, amender le section 575 de la Loi des Cités et Villes, amender le règlement 243 concernant les pares et terrains de jeu, sans la nécessité d'un référendum, procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs, et pour toutes autres fins.

St. Lambert, le 23 Octobre, 1953.

Procureur de la Ville de St. Lambert,
35877-44-4-o CAMIL NOEL, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, aux fins suivantes: élection du maire et des échevins tous les trois ans à partie du premier août 1954; amender l'article 426 de la loi des cités et villes concernant le règlement de zonage N° 447; amender l'article 429 de la loi des cités et villes concernant le stationnement et le règlement des taxis; pour être autorisée à charger à la Commission Scolaire le coût de la perception des taxes; pour imposer une taxe spéciale aux compagnies d'utilités publiques, Compagnie du Téléphone, Compagnie Electrique, et sur les autobus; pour exempter de taxe l'usine de filtration, et le colisée lors de l'annexion; et pour autres fins.

Chicoutimi, 3 novembre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35980-45-4-o J.-C. GAGNÉ.

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour changer le mode d'élection du maire lorsqu'il survient une vacance dans cette charge; pour déterminer la personne qui préside aux élections; pour changer certaines dates relatives au paiement des taxes pour être admis à voter, pour la préparation des listes électorales, pour l'homologation de la liste électorale, pour la votation à la mairie et à l'échevinage, pour le dépôt du rôle d'évaluation, pour la nomination du secrétaire d'élection; pour faire préparer deux listes électorales distinctes; pour changer les conditions requises pour le vote des locataires; pour modifier les qualifications requises pour être mis en nomination ou être élu à la charge de maire ou d'échevin; pour ne plus être obligé de traduire les règlements en langue anglaise; pour permettre l'amendement du règlement de construction et de zonage sans observer les formalités prescrites par la Loi des Cités et Villes; pour modifier les conditions d'engagement du greffier; pour modifier la procédure à suivre relativement aux travaux d'améliorations locales; pour changer la composition de la Commission de Police; pour canceller le rôle d'évaluation supplémentaire; pour abroger les formalités prévues pour emprunts par émissions d'obligations; pour assujettir certains im-

payment of taxes, the establishment of recration centers and the organisazation of games and sports; indemnity for the mayor and the aldermen, fixation of the hours for the nomination of candidates, fixation of the date for the preparation of the electoral list, to require tenders for contracts exceeding one thoussand five hundred dollars, amending section 575 of the Cities and Towns Act, amending by-law 243 concerning parks and playgrounds, without the necessity of a referendum, procedures concerning the approbation of borrowing by-laws by electors, and for all other purposes.

St. Lambert, October 23rd, 1953.

CAMIL NOEL, Q.C.,
35877-44-4-o Attorney for the City of St.Lambert

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes: to elect the mayor and aldermen every three years as from August first 1954; amend section 426 of the Cities and Towns Act concerning zoning by-law No. 447; amend section 429 of the Cities and Towns Act concerning parking and the taxi by-law; to be authorized to charge the School Commission with the cost of the tax levying; to impose a special tax on public utility companies, Telephone Company, Electric Company, and on autobusses; to exempt from taxes the filtering plant, and the coliseum at the time of annexation; and for other purposes.

Chicoutimi, November 3, 1953.

J.-C. GAGNÉ,
35980-45-4 Attorney for Petitioner.

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: to change the election proceedings if a vacancy occurs in the mayor's office; to determine the officer presiding an election; to change certain dates relating to the payment of taxes to be permitted to vote, for the preparation of the electoral list, for the homologation of the electoral list, for the election of the mayor and aldermen, for the deposit of the valuation role, for the nomination of the election clerk; to prepare two separate electoral lists; to change the qualifications required for tenant's vote; to change the qualifications required to be nominated and elected as mayor and alderman; to abolish the obligation of translating the by-laws in the english language; to permit amending the construction and zoning by-law without the formalities prescribed by the Cities and Towns' Act; to modify the city clerk employment contract; to modify the formalities relating to local improvement works; to change the composition of the police commission; to abolish the supplementary valuation role; to abolish the existing formalities relating to borrowing money on debentures; to submit certain immoveables to the payment of the cost of the upkeep of streets; to establish and collect a tax on bus service and other public

meubles au paiement des frais de service d'entretien des rues; pour prélever et percevoir une taxe sur les compagnies d'autobus et de transport publics; pour changer l'officier municipal qui doit recevoir les amendes et pénalités; pour modifier le contenu du rôle de perception; pour modifier le pourcentage de votes requis relativement à la conservation du dépôt fait par un candidat; pour changer les bornes et les limites de la Cité en y annexant certains territoires; pour changer les limites territoriales des quartiers de la Cité, et en augmenter leur nombre; pour diminuer le nombre d'échevins; pour donner le droit de vote à l'épouse d'un électeur propriétaire; pour inscrire au rôle d'évaluation et de perception les mutations de propriétaires; pour changer la base de l'attribution des amendes perçues devant la Cour Municipale et le juge municipal; pour créer un bureau de commissaires pour l'administration de la Cité, et en particulier, établir la date de son entrée en vigueur, les membres qui en feront parti, les qualifications requises pour être mis en nomination, être élu et conserver cette charge, la procédure à être suivie pour l'élection de ses membres et le remplacement au cas de vacance, pour déterminer les pouvoirs et devoirs des membres, ainsi que du bureau de commissaire, pour pourvoir à une allocation de dépenses pour ses membres.

Hull, le 26 octobre 1953.

Le Maire,
ALEXIS CARON,
Le Greffier.
H. LÉON LEBLANC,
Contresigné: ROY FOURNIER,
35893-44-4-o Procureur de la Cité de Hull.

AVIS PUBLIC

Cité de Montréal

Avis est par les présentes donné que la Cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session pour obtenir sur les matières suivantes certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent:

Validation du plan général de la Cité et de ses additions ou modifications; pouvoir de modifier le dit plan; procédure à suivre pour ce faire; terme pour lequel les plans seront en vigueur et prolongation de ce terme; incorporation automatique dans le dit plan général, des rues, places ouvertes ou élargies, sans que préalablement ces ouvertures ou élargissements de rues n'aient été indiqués sur des plans confirmés par la cour supérieure. Validation de la résolution du conseil en date du 2 septembre 1948, autorisant l'élargissement de la rue Dorchester; approbation du plan de l'assiette de la dite rue; droit de considérer certains terrains expropriés comme résidus d'expropriation et d'en disposer suivant la loi; droit de comprendre ces résidus dans territoire que la Cité est sutorisée à exproprier en plus de l'assiette de la rue. Autorisation pour la Cité d'emprunter sommes pour financer quote-part du coût d'expropriation pour l'élargissement du chemin de la Côte St-Luc, que certaines municipalités adjacentes doivent lui rembourser. Ratification et validation de certaines ventes pour taxes faites par la Commission municipale de Québec et le shérif du district de Montréal contre la succession Pierre Desforges et concernant la succession de son épouse Dame Philomène Lemieux-Desforges, ratification

transport companies; to change the name of the municipal officer who is entitled to receive the fines; to modify the contents of the collection role; to modify the percentage of votes required relating to the confiscation of a candidate's deposit; to change the boundaries and limits of the City by the annexation of new territories; to change the territorial limits of the wards of the City and to increase their number; to decrase the number of aldermen; to give the right to vote to the wife of an elector; to inscribe on the valuation and collection role the change of ownership; to change the attribution of fines collected before the municipal court and municipal judge; to establish a board of control for the administration of the City and in particular to fix the date of its coming in force, its membership, the qualifications required to be nominated, be elected, and to keep the office, the formalities for the election of its members and replacement when a vacancy occurs, to determine the rights and obligations of its members and of the board, to provide for an expense allowance for its members.

Hull, October 26, 1953.

ALEXIS CARON,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City clerk.
Countersigned: ROY FOURNIER,
35893-44-4-o Attorney for the City of Hull.

PUBLIC NOTICE

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain, on the following matters, certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the several general or particular statutes which amend or concern it:

Validation of the general plan of the City and of its additions or modifications; power to modify said plan; procedure to follow for such purpose; term during which the plans shall be in effect and extension of such term; automatic incorporation in said plan, of streets, places, opened or widened without these opening and widening of streets having previously been shown on plans confirmed by the Superior Court. Validation of the resolution of Council dated 2nd September 1948, authorizing the widening of Dorchester Street; approval of plan of the width of said street; right to consider certain expropriated lots as expropriation residues and right to dispose of such according to law; right to incorporate these residues in the territory which the City is authorized to expropriate in addition to the width of the street. Authorization to the City to borrow moneys to finance share of the cost of expropriation for the widening of Côte-Saint-Luc Road, which certain adjoining municipalities are to reimburse. Ratification and validation of certain sales for taxes made by the Quebec Municipal Commission and the Sheriff of the District of Montreal against the Estate of Pierre Desforges and concerning the estate of his wife Dame Philomène Lemieux-Desforges; ratification of a cession of land to

tion d'une cession de terrains à la Cité par succession Samuel Johnstone Nesbitt et autorisation pour Cité de céder gratuitement partie de ces terrains au collège des Pères Eudistes; ratification d'actes, conventions, règlements, résolutions, rôles et plans; pouvoirs du maire, du conseil et du comité exécutif; budget et finances; pensions; taxes et exemptions de taxes; permis; rôles d'évaluations, de contributions foncières et de perception; expropriations; égouts; pavages; trottoirs; améliorations locales; aqueduc; et toutes autres matières jugées utiles ou pertinentes.

Le Greffier de la Cité,
CHARLES ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 31 Octobre 1953. 35894-44-4-o

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les fins suivantes: encouragement aux arts, aux sciences aux sports et autres fins analogues; emprunts pour travaux nécessaires et urgents; remploi du solde d'un emprunt déjà contracté; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires et pour autre fins.

Rivière-du-Loup, ce 27 octobre 1953,
Le Procureur de la Cité de
Rivière-du-Loup,
35908-44-4-o JEAN-PAUL BÉRUBÉ

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Ville d'East Angus s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 2 George V, chapitre 72 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation des immeubles industriels de St. Lawrence Corporation Limited collectivement pour les périodes fiscales successives du 1er janvier 1954, jusqu'au 31 décembre 1962; selon une augmentation progressive fixée jusqu'à $3,000,000.00; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 23 octobre, 1953.
Le Procureur de la requérante,
35909-44-4-o LÉONCE COTÉ.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1° Permettre aux constables de la cité de signifier, publier ou afficher les avis publics;

2° Acheter de Beauharnois Light, Heat and Power Company et/ou Hydro-Québec, Ile Thorne ou l'Ile d'Alogny et annexer ce territoire pour faire partie des limites de la cité.

3° Porter à trois ans le terme d'office du maire et des échevins de la cité;

4° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 27 octobre 1953.
Le Procureur de la petitionnaire,
59110-44-4-o MAURICE PERRON.

the City by the Estate of Samuel Johnstone Nesbitt, and authorization for the City to cede gratuistously part of this land to the college of the Eudist Fathers; ratification of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls and plans; powers of the Mayor, of Council, and of the Executive Committee; budget and finance; pensions; taxes and tax exemptions; permits; valuation rolls, real estate tax rolls and collection rolls, expropriations; sewers; pavings, sidewalks; local improvements; waterworks; and all other matters considered useful or pertinent thereto.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, October 31st, 1953. 35894-44-4-o

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the City of Rivière-du-Loup will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, for the following purposes: encouraging arts, sciences, sports and other similar purposes; loans for necessary and urgent works; reinvestment of the balance of a loan already contracted; proceedings concerning the approval of loan regulations by elector-propriétors and for other objects.

Rivière-du-Loup, this October 27th, 1953.
JEAN-PAUL BÉRUBÉ,
Attorney for the City of
35908-44-4 Rivière-du-Loup.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of East Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act amending its charter, the act 2 George V, Ch. 72, and the various statutes amending it: to allow to fix the valuation of the industrial immoveable properties of St. Lawrence Corporation Limited for a period of 9 years starting from the 1st day of January 1953, to the 31st day of December 1962, collectively according to a progressively fixed increase up to $3,000,000.00; and for other purposes.

Sherbrooke, October 23rd, 1953.
LÉONCE COTÉ,
35909-44-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated according to law, having its corporate seat in the city of Salaberry-de-Valleyfiled, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the passing of an Act for the following matters:

1. To permit city constables to serve, publish or post up public notices;

2. To purchase from the Beauharnois Light, Heat and Power Company and/or Quebec-Hydro, the Island of Thorne or Alogny, and to annex said territory in order that it may form part of the city limits;

3. Increase to three years the term of office of the mayor and aldermen of the city;

4. And for other purposes.

Sallaberry-de-Valleyfield, October 27, 1953.
MAURICE PERRON.
35910-44-4 Attorney for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que M. Léo Paul Bélisle, publiciste de Montréal, présentera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, un projet de loi pour légaliser son adoption.

Montréal, 2 novembre 1953.

Le Procureur du requérant,
35951-45-4-o FRANCIS FAUTEUX,

Avis est donné que la Cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, pour les fins suivantes: Augmenter le nombre des échevins dans les quartiers St-Laurent et Villemay dès que le nombre des électeurs de ces quartiers atteindra huit cents, augmenter les frais de représentation du maire et des échevins à $2,000.00 et $600.00 respectivement, décréter que l'élection générale du maire et des échevins aura lieu tous les trois ans le troisième lundi de septembre, pour amender différents articles concernant la préparation de la liste électorale et les procédures d'élection pour les faire concorder avec les nouvelles dispositions concernant la date de l'élection, pour remplacer le paragraphe 4A de l'article 442 de la Loi des Ctiés et Villes tel qu'édicté pour la Cité, de façon à autoriser le conseil à ordonner qu'il soit posé des compteurs dans certains bâtiments ou établissements et à fixer une charge minimum basée sur le diamètre du tuyau d'entrée, et pour ratifier et valider une résolution adoptée par le conseil le 17 août établissant une évaluation fixe des propriétés de la Gosford Lumber Company Ltd.

Lévis, le 3 novembre 1953.

Le Greffier,
35952-45-4-o PIERRE LEMIEUX.

Province de Québec — District de Montréal

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que monsieur Isidore Namerow, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander la passation d'une Loi abolissant une servitude prohibant la construction commerciale sur les lots numéros deux cent soixante-dix-huit, deux cent quatre-vingt-seize et deux cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix-neuf (179-278) (179-296) (179-297) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal.

Montréal, ce 29 octobre, 1953.

Le Procureur du requérant.
35953-45-4-o ROGER LAJEUNESSE.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte amendant sa charte, plus spécialement dans le but de ratifier le règlement intervenu entre ladite cité d'Outremont et The Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited touchant l'évaluation pour les fins d'impôts municipaux et scolaires de la propriété de la compagnie susdite dans les limites de la cité d'Outremont.

Montréal, le 29 octobre 1953.

L'avocat de la requérante,
35954-45-4-o LS.-PHILIPPE GAGNON.

NOTICE

Notice is hereby given that M. Léo Paul Bélisle, publicist of Montreal, will apply to the provincial legislature, at its next session, for the adoption of a law to legalize his adoption.

Montreal, November 2nd 1953.

FRANCIS FAUTEUX,
35951-45-4-o Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that the City of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the passing of an Act to amend its charter, for the following purposes: increase the number of aldermen in St-Laurent and Villemay wards, as soon as the number of electors in said wards reaches eight hundred, increase the fees of representation of the mayor and aldermen to $2,000.00 and $600.00 respectively, decree that the general election of the mayor and aldermen shall take place every three years on the third Monday of September, to amend certain sections concerning the preparation of the electoral list and election procedings, in order that they may be in accordance with the new dispositions concerning the date of elections, to replace paragraph 4A of Section 442 of the Cities and Towns Act, such as enacted for the City, in order that the Council be authorized to ordain that meters be installed in certain buildings and establishments, and that a minimum charge be fixed according to the diameter of the intake pipe, and to ratify and validate a resolution adopted by the Council on August 17, establishing a fixed valuation of the properties of the Gosford Lumber Company Ltd.

Levis, November 3, 1953.

PIERRE LEMIEUX,
35952-45-4 Clerk.

Province of Quebec — District of Montreal

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr Isidore Namerow, of the city of Outremont, district of Montreal, with apply to the Legislature of the Province of Quebec at its new session, for the passation of a bill abolishing a servitude prohibiting commercial construction on lots number two hundred and seventy-eight, two hundred and ninety-six and two hundred and ninety-seven of the official subdivision of part of lot number one hundred and seventy-nine (179-278) (179-296) (179-297) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal.

Montreal, October 29th, 1953.

ROGER LAJEUNESSE,
35953-45-4-o Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending its charter and, more specially, for the purpose of ratifying the settlement made between the city of Outremont and the Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited concerning the valuation for the purposes of municipal and school taxation of the property of the said Company situate within the limits of the said city of Outremont.

Montreal, October 29, 1953.

LS.-PHILIPPE GAGNON,
35954-45-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Cité de Sillery

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes: étendre à 3 ans le terme d'office du maire et des échevins avec remplacement de 2 échevins annuellement; fixer à $2,000. le cens foncier pour occuper les charges de maire et d'échevin; fixer à 8% le taux de l'intérêt sur les arrérages de taxes; fixer en août la confection de la liste électorale; l'obtention des droits d'expropriation pour fin de l'établissement d'un poste de télévision; le droit d'emprunter avec l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, $200,000. pour fins de voirie, d'aqueduc et d'égout; l'imposition comme lot à bâtir de tout terrain non bâti en front d'une rue munie des services de voirie, d'aqueduc et d'égoût; le droit d'homologuer et aussi celui d'exproprier, pour y ériger un centre civique, la partie sud-ouest du lot 205-2 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Colomb de Sillery, mesurant 400 pieds par 500 pieds;

Québec, ce 27 octobre 1953.

Le Procureur de la requérante,
35895-45-4-o PHILIPPE LANCTOT, C.R.

PUBLIC NOTICE

City of Sillery

Take notice that the petitioner, City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament at Quebec at its next session, for the following purposes: extend to 3 years the term of office of the mayor and aldermen, and replace 2 aldermen annually; fix at $2,000. the property qualifications to carry out the duties of mayor and alderman; fix at 8%, the rate of interest of taxes in arrears; fix to August, the date of the compiling of the electoral list; obtain expropriation rights for the purposes of establishing a television station; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission $200,000. for road, aqueduct and sewage purposes; to classify as a building lot, any vacant land facing a street provided with road, aqueduct and sewage facilities; the right to homologate and also that to expropriate, for the erection of a civic centre, that south-west part of lot 205-2 of the official cadastre of the Parish of St. Colomb de Sillery, measuring 400 feet by 500 feet;

Quebec, this October 27th, 1953.

PHILIPPE LANCTOT, Q.C.,
35895-45-4 Attorney for the petitioner.

Rivermead Golf Club.

Avis est par les présentes donné que le Rivermead Golf Club, ayant sa principale place d'affaires au Canton de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte pour les fins suivantes:

Pour augmenter le capital-actions du dit Club et pour rediviser les parts du dit capital-actions.

Hull, le 29 octobre 1953.

Le Président,
W. G. BÉDARD.

Contresigné: Le Secrétaire,
JAMES P. McCAFFREY.

Ste-Marie & St-Marie,
Procureurs du Rivermead
Golf Club. 35960-45-4-o

Rivermead Golf Club

Notice is hereby given that the Rivermead Golf Club, having its head office in the Township of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a Special Act, amending its Charter for the following purposes:

To increase the capital stock of the said Club and to redivide the shares of the said capital stock.

Hull, October 29, 1953.

W. G. BÉDARD,
President.

Countersigned: JAMES P. McCAFFREY,
Secretary.

Ste-Marie & Ste-Marie,
Attorneys for Rivermead
Golf Club. 35960-45-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Philippe A. Benijaminavicius et Uxor, de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi changeant le nom des pétitionnaires en celui de Benn.

Montréal, 30 octobre 1953.

Les Procureurs des Requérants,
DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.
35978-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Philippe A. Benijaminavicius et Uxor, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, praying for the passing of an act to change the name of the petitioners to that of Benn.

Montreal, October 30, 1953.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
35978-45-4-o Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Belle Géraldine Erickson, veuve de Carl Erickson, de la cité de Toronto, Province d'Ontario, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine ou à sa présente session, pour qu'une loi soit adoptée confirmant et ratifiant son titre de seule emphytéote quant à un immeuble connu et désigné comme le lot 185 de la subdivision du Bloc N° 3 du Canton de Fournière, Comté d'Abitibi, au plan de subdivision et livre de renvoi du dit Bloc,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Belle Geraldine Erickson, widow of Carl Erickson, of the City of Toronto, Province of Ontario, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session or at its present session, for a bill confirming and ratifying her title of sole emphyteutic lessee to a property known and designated as lot No. 185 of the subdivision of Block No. 3 of the Township of Fournière, County of Abitibi, according to the subdivision plan and book of reference of the said Block

avec bâtisse sus-érigée, ayant front sur la rue Royal, dans la Ville de Malartic.

Le 30 novembre, 1953.

Les Procureurs de la requérante.

WALKER MARTINEAU CHAUVIN

35979-45-4-o WALKER & ALLISON,

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements sur les matières suivantes: pour changer les limites des zones numéros 12 et 13, tel qu'établies par le règlement numéro 1003, concernant le zoning; pour exempter la Cité des obligations créées par les articles 3 et 3a de la Loi George V, chapitre 103, concernant la Commission Métropolitaine de Montréal.

Montréal, le 2 novembre 1953.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

LACROIX, VIAU & POUPART.

35981-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que The Royal Trust Co. et Dame Gilberte Caron, épouse de feu Élias J. Flynn de la cité de Québec s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant le testament de feu Élias J. Flynn pour augmenter les pouvoirs des exécuteurs testamentaires relativement au partage de la succession et au placement des capitaux de la dite succession.

Québec, le 4 novembre 1953.

Les Procureurs des pétionnaires,

35996-45-4-o FLYNN AND FLYNN.

AVIS

Avis est par les présentes donné que John Napier Wyndham Turner, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens de théorie et pratique du barreau.

Les Procureurs du réquerant,

MATHEWSON LAFLEUR & BROWN,

35792-43-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi aux fins suivantes:

1° *a*) Pour faire fixer une allocation aux Commissaires et au Président des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain;

2° *b*) Pour modifier la loi se rapportant aux élections des Commissaires d'Écoles;

3° *c*) Pour toutes autres fins.

Cap-de-la-Madeleine, 5 novembre 1953.

Les Procureurs des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain,

36018-46-4 METHOT & METHOT.

---

with building thereon erected fronting on Royal Street, in the Town of Malartic.

November 30th, 1953.

WALKER MARTINEAU CHAUVIN

WALKER & ALLISON,

35979-45-4-o Attorneys for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to change the limits of zones numbers 12 and 13, as established by By-law number 1003, concerning the zoning; to exempt the City from the obligations created by articles 3 and 3a of the Act 19 George V, chapter 103, concerning the Metropolitan Commission of Montreal.

Montreal, November 2, 1953.

LACROIX, VIAU & POUPART,

Attorneys for the City of Lachine.

35981-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Royal Trust Co. and Dame Gilberte Caron, wife of the late Élias J. Flynn, of the City of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an Act modifying the will of the late Élias J. Flynn, in order to increase the powers of the executors with reference to the dividing up of the estate and the investing of the capital of said estate.

Quebec, November 4, 1953.

FLYNN AND FLYNN,

35996-45-4 Attorneys for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that John Napier Wyndham Turner of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice or law after having passed the theoretical and practical examinations of the Bar.

MATHEWSON LAFLEUR & BROWN,

35792-43-4-o Attorneys for petitioner.

NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act for the following purposes:

1. *a*) To fix an allowance for the Commissioners and President of the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain;

2. *b*) To amend the Act concerning the election of School Commissioners;

3. *c*) For all other purposes.

Cap-de-la-Madeleine, November 5, 1953.

METHOT & METHOT,

Attorneys for the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, County of Champlain.

36018-46-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que les Sœurs de Saint Joseph de Saint Hyacinthe, constituées en corporation par la loi 44-45 Victoria Chapitre 53, s'adresseront à La Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Remplacer la loi 44-45 Victoria Chapitre 53 par laquelle la Corporation des Sœurs de Saint Joseph était constituée;

b) Obtenir les privilèges ainsi que les droits et obligations d'une corporation civile avec siège social à St-Hyacinthe;

c) Adopter les règlements nécessaires à la disposition et à l'administration de ses biens, ainsi qu'à sa régie interne suivant les règles de la communauté.

d) Succéder à la corporation dite Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, à la charge de toutes les obligations et à l'avantage de tous les droits.

e) Fonder d'autres maisons et autres pouvoirs.

Le Procureur des Sœurs de Saint Joseph de St-Hyacinthe,
36019-46-4-o JACQUES BOUSQUET, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Keith K. Anderson, agent d'Immeubles, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour que l'exécuteur-testamentaire (The Royal Trust Company) à la Succession de feu Dame Mildred Grace Anderson, épouse Laberge, soit dûment autorisé de vendre l'immeuble portant le numéro 135 de l'avenue Pagnuelo, dans la cité d'Outremont, district de Montréal, à la demande et au gré seulement du légataire requérant, ledit Keith K. Anderson, et à utiliser le produit de telle vente à la discrétion et suivant le désir dudit légataire requérant, et à certaines autres fins.

Montréal, ce 10 novembre, 1953.

Les Procureurs du requérant,
DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.
36032-46-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Sisters of Saint Joseph of Saint Hyacinthe a body incorporated under the Act. 44-45 Victoria Chap. 53, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session in order to obtain the adoption of a law for the following purposes:

a) To replace the law 44-45 Victoria Chap. 53 by which the Corporation of the Sisters of Saint Joseph of Saint-Hyacinthe was incorporated;

b) To obtain the powers and privileges with the rights and the obligations of a civil corporation, with social seat at Saint-Hyacinthe;

c) To adopt the by-laws necessary to the administration and to the disposal of its property and its internal affairs consistant with the regulations of the congregation.

d) To succeed to the corporation "Les Sœurs de Saint Joseph de Saint-Hyacinthe, upon conditions of the obligations and with the benefits of all the rights.

e) To establish other houses and other purposes.

JACQUES BOUSQUET, advocate,
Attorney for the Petitioner Les Sœurs de Saint
36019-46-4-o Joseph de Saint Hyacinthe.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Keith K. Anderson, real estate agent, of the City of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present Session, in order that the Testamentary-Executor (The Royal Trust Company) to the Estate of the late Dame Mildred Grace Anderson, wife of Laberge, be duly authorized to sell the immoveable property bearing number 135 Pagnuelo Avenue, in the City of Outremont, district of Montreal, on the request and will only of the legatee petitioner, the said Keith K. Anderson, and to use the proceeds of said sale at the discretion and following the desire of the said legatee petitioner, and for other purposes.

Montreal, November the 10th, 1953.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
36032-46-4-o Attorneys for Petitioner.

Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec, le 5 novembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la sacoche dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la sacoche dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1197 du 25

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, November 5, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the handbag industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the handbag industry in the probince of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 1197 of October 25, 1951, extended

octobre 1951, prolongé par les arrêtés numéros 889-C du 28 août 1952, 1294-A du 15 décembre 1952 et 329-G du 19 mars 1953, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'approbation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications qu'elles désirent apporter audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 11 avril et 16 mai 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QUE les requérants et les objectants se sont mis d'accord sur les définitions des métiers et classifications régis par ledit décret et qu'une requête en amendement complémentaire a été présentée au Ministre du Travail à ce sujet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1197, soit modifié comme suit:

1° L'article III est abrogé et remplacé par le suivant:

"III. *Définitions des métiers et classifications:*

a) Le terme "tailleur, 1ère classe" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée est capable de placer les patrons de telle façon qu'il puisse obtenir le nombre de sacoches requis d'une quantité de fournitures donnée et qui peut aussi diminuer la perte ou utiliser les fournitures endommagées au meilleur avantage, que ces fournitures soient du cuir, du plastique, ou du tissu et qui peut couper les fournitures avec un couteau court ou se servir de la presse à couper ("clicker").

b) Le terme "tailleur, 2ème classe" désigne un salarié qui avec un couteau électrique, un couteau court ou avec la presse ou la presse à couper ("clicker") ou tout autre moyen, coupe ou taille le papier pour les sacoches, marque et taille les doublures et qui, lorsque requis de le faire, peut aussi tailler l'extérieur de la sacoche à même toutes fournitures mais pas avec la même habileté qu'un tailleur de première classe.

c) Le terme "monteur, 1ère classe" désigne un salarié qui travaille sur toutes les sortes de montures et de sacoches, d'une manière expérimentée.

d) Le terme "monteur, 2ème classe" désigne un salarié qui travaille sur barres droites ("rail frames"), tubes ou montures droites.

e) Le terme "opérateur ou opératrice, 1ère classe" désigne un salarié qui peut coudre à la machine l'extérieur au complet aussi bien que toute partie d'une sacoche faite de plastique, de tissu ou de cuir. Cette classification comprend aussi le salarié qui travaille sur la machine haute.

f) Le terme "opérateur ou opératrice, 2ème classe" désigne un salarié qui coud les courroies ou assemble les parties extérieures de la sacoche.

g) Le terme "opérateur (doublures), 1ère classe" désigne un salarié qui coud à la machine la doublure complète de la sacoche y compris la fermeture-éclair ("zipper"), les poches ("ruffle pockets") et toutes les autres parties à l'extérieur de la sacoche.

h) Le terme "opérateur (doublures), 2ème classe" désigne un salarié, qui coud les fermetures-éclairs ("zippers"), les poches plissées ("ruffle pockets"), pique les poches et coud les portemonnaie.

i) Le terme "tourneur ou rembordeur, 1ère classe" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée peut, à la main, plier ou retourner les fournitures pour l'extérieur et l'intérieur d'une sacoche après qu'elle a été cimentée.

by Orders in Council Nos. 889-C of August 28, 1952, 1294-A of December 15, 1952 and 329-G of March 19, 1953, have submitted to the Minister of Labour two petitions to be submitted to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said petitions were published in the *Quebec Official Gazette*, issues of April 11 and May 16, 1953;

WHEREAS the objections raised were duly considered, as required by the Act;

WHEREAS the petitioners and objectors came to an agreement as regards the definitions of the trades and classifications governed by the said decree and a further petition was submitted to the Minister of Labour;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 1197, be amended as follows:

1. Section III is deleted and the following substituted therefor:

III. *Definition of Crafts and Classifications:*

a) The words "Cutter, 1st Class" mean an employee who, in a workmanlike fashion, is able to place the pattern in such a manner as to obtain the required number of bags out of a given amount of material, and also to minimize waste or utilize damaged material to best advantage, whether such material be leather, plastic or fabric, and who can cut the materials with a short knife or clicker.

b) The words "Cutter, 2nd Class" mean an employee who, with an electric knife, short knife, or by press or clicker or by any other device, cuts and trims paper for the handbags, marks and cuts linings, and who, when required to do so, can also cut the outside of handbags from any material, but not with the same skill as a first class cutter.

c) The words "Framer, 1st Class" mean an employee who works on all kinds of shape frames and handbags in a workmanlike manner.

d) The words "Framer, 2nd Class" mean an employee who works on rail, tube, or straight frames.

e) The words "Operator, 1st Class" mean an employee who can sew the complete exterior as well any part of a handbag made out of plastic, fabric, or leather by machine. This craft also includes an operator who works on the high post machine.

f) The words "Operator, 2nd Class" mean an employee who sews the handles or assembles parts of the exterior of a handbag.

g) The words "Lining Operator, 1st Class" mean an employee who (by machine) can sew a complete lining including zippers, ruffle pockets, and other parts thereof for the inside of a handbag.

h) The words "Lining Operator, 2nd Class" mean an employee who sews the zippers, ruffle pockets, stitches the pockets, and works on change purses.

i) The words "Folder or Turner, 1st Class" mean an employee who in a workmanlike manner can fold the material for the exterior and interior of a handbag by hand after it is cemented.

j) Le terme "tourneur ou rembordeur, 2ème classe" désigne un salarié qui peut, à la main, plier ou retourner l'intérieur de la sacoche ou qui peut, à la machine, plier ou retourner une ou toutes les parties de la sacoche.

k) Le terme "cimenteur" désigne un salarié qui place le ciment sur les fournitures ou sur le papier en prévision du travail des rembordeurs.

l) Le terme "brocheur" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée broche les bords de la sacoche, soit à la machine électrique ou à la machine à main.

m) Le terme "recouvreur de monture" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée recouvre la monture au complet avec les fournitures avant le façonnage.

n) Le terme "aide général" désigne un salarié qui exécute un travail non spécifié dans les définitions précédentes, y compris la préparation du papier pour le coupeur et des montures pour le monteur, ainsi que la préparation de la sacoche pour l'expédition, une fois le travail terminé.

o) Le terme "empaqueteur" désigne un salarié qui une fois la fabrication terminée, bourre la sacoche avec du papier afin de lui donner une forme, nettoie ou brosse la sacoche et fait l'inspection finale.

p) Le terme "pareur" (skiver), 1ère classe" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée commande une machine pour amincir ou réduire les bords du matériel, habituellement du cuir, dans toutes les formes utilisées dans la fabrication de la sacoche.

q) Le terme "pareur" (skiver), 2ème classe" désigne un salarié qui n'exécute qu'une partie des opérations du pareur de 1ère classe.

r) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui, n'ayant pas été antérieurement employé dans l'industrie à l'un quelconque des métiers ci-haut mentionnés, travaille et en même temps apprend le métier pour lequel on l'emploi.

La durée de l'apprentissage des différents métiers est la suivante:

Tailleur	3 ans
Monteur	3 ans
Opérateur	3 ans
Tourneur ou rembordeur	2 ans
Pareur	2 ans
Opérateur (doublures)	1 an
Recouvreur de montures	1 an
Empaqueteur	1 an
Brocheur	1 an
Cimenteur	6 mois

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 25% de celui des salariés réguliers de la manufacture.

2° L'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

"IV. *Taux minima de salaires:* Les taux de salaires sont les suivants:

Zone I	*Taux horaires*
Tailleur	
1ère classe	$1.07
2ème classe	0.77
Monteur	
1ère classe	1.07
2ème classe	0.77
Opérateur	
1ère classe	0.97
2ème classe	0.77
Opérateur (doublures)	
1ère classe	0.77
2ème classe	0.57
Tourneur ou rembordeur	
1ère classe	0.57
2ème classe	0.47
Cimenteur	0.47

j) The words "Folder or Turner, 2nd Class" mean an employee who can fold the inside of a handbag by hand or any or all parts by machine.

k) The word "Cementer" means an employee who places cement on the material or paper in preparation for the folders.

l) The word "Stapler" means an employee who, in a workmanlike manner, staples the edges of the handbag by electric or manual machine.

m) The words "Frame Coverer" mean an employee who, in a workmanlike manner, covers the complete frame with material before framing.

n) The words "General Hand" mean an empliyee who does other work not hereinabove specified, including such operations as preparing the paper for the cutter, opening the frame for the framer, and triming the bag after it is finished and before shipment.

o) The word "Packer" means an employee who, after the bag is finished, packs the bag with paper in order to give it shape, and cleans or brushes the bag and makes final inspection of the bag.

p) The words "Skiver, 1st Class" mean an employee who, in a workmanlike manner, operates the machine to thin or reduce the edges of material, usually leather, in all shapes used for a handbag.

q) The words "Skiver, 2nd Class" mean an employee who can perform some but not all the operations of a first class skiver.

r) The word "Apprentice" means an employee who, not having been previously engaged in the industry in any of the hereinabove mentioned crafts, works and at the same time learns the skill of the craft for which he is being employed.

The duration of apprenticeship in the various trades shall be as follows:

Cutter	3 years
Framer	3 years
Operator	3 years
Folder or turner	2 years
Skiver	2 years
Lining operator	1 year
Frame coverer	1 year
Packer	1 year
Stapler	1 year
Cementer	6 months

The number of apprentices shall be limited to 25% of that of regular employees of the factory.

2. Section IV is deleted and the following substituted therefor:

"IV. *Minimum scale of wages:* The following shall be the minimum wage rates:

Zone I	*Per hour*
Cutter	
First Class	$1.07
Second Class	0.77
Framer	
First Class	1.07
Second Class	0.77
Operator	
First Class	0.97
Second Class	0.77
Lining Operator	
First Class	0.77
Second Class	0.57
Folder or Turner	
First Class	0.57
Second Class	0.47
Cementer	0.47

Brocheur	0.47	Stapler	0.47
Recouvreur de montures	0.57	Frame Coverer	0.57
Aide général	0.47	General Hand	0.47
Empaqueteur	0.47	Packer	0.47
Pareur:		Skiver	
1rée classe	0.97	First Class	0.97
2ème classe	0.77	Second Class	0.77
Apprenti	0.42	Apprentice	0.42

Zone 2: Dans la zone 2, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone 1, moins 7½%.

Zone 3: Dans la zone 3, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone I, moins 10%."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
36001-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

Zone 2. The minimum rates of wages for Zone 2 shall be 7½% less than the rates for Zone I.

Zone 3. The minimum wage rates shall be 10% less than Zone I.

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
36001-o Acting clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec, le 5 novembre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 759-K du 30 juin 1953, soit prolongé jusqu'au 31 janvier 1954 aux mêmes taux et conditions.

C. LARICHELIÈRE,
36001-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228.

Quebec, November 5, 1953.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Parity Committee of the Baking Industry of Quebec and district.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Parity Committee of the Baking Industry of Quebec and District, authorized by a by-law approved by Order in Council No. 759-K of June 30, 1953, be extended until January 31, 1954, with the same rate and conditions.

C. LARICHELIÈRE,
36001-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec, le 5 novembre 1953.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Lac Saint-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, amendé par les arrêtés numéros 2873, 3010 et 3127 des 30 octobre, 6 et 19 novembre 1941, 1902 et 2992 des 30 juillet et 5 novembre 1942, 152 du 22 janvier 1943, 3821 du 12 octobre 1944, 234 du 18 janvier 1945, 1019, 1663 et 5064 des 21 mars, 10 mai et 18 décembre 1946, 493-C, 689-D, 917-A,

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, November, 5, 1953.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments). the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1743 of July 11, 1941, and amended by Orders Nos. 2873, 3010 and 3127 of October 30, November 6 and 19, 1941, 1902 and 2992 of July 30 and November 5, 1942, 152 of January 22, 1943, 3821 of October 12, 1944, 234 of January 18, 1945, 1019, 1663 and 5064 of March 21, May 10 and December 18 1946 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C and

1622-B, 1729-C et 1883-C des 21 mars, 30 avril, 4 juin, 2 et 23 octobre et 12 novembre 1947, 69-B et 656-A des 22 janvier et 13 mai 1948, 514-A et 514-B du 12 mai 1949, 554-A, 973-A et 1368-A des 17 mai, 30 août et 14 décembre 1950, 230-B, 604-A, 1072-C et 1260-F des 7 mars, 14 juin, 27 septembre et 7 novembre 1951, 67-C et 748-C des 31 janvier et 27 juin 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er août 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "*a*" de l'article V.

i) Les alinéas qui précèdent la cédule des salaires sont radiés et remplacés par le suivant:

"Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés:"

ii) Les alinéas suivant sont ajoutés à la suite de la cédule des salaires minima:

"A compter du 1er janvier 1954, les taux horaires de salaires mentionnés dans l'échelle précédente seront augmentés de $0.05, à l'exception de ceux de la Zone I-A.

De plus, sauf dans les limites de la Zone I-A, les taux minima de salaires déterminés dans le présent article doivent être modifiés d'accord avec les fluctuations du nouvel indice des prix à la consommation publié par le Bureau Fédéral de la Statistique, de la manière suivante, en prenant comme base de calcul, 115 points. A chaque 2 points d'augmentation ou de diminution de l'indice, les taux horaires minima payables seront de $0.05 supérieurs ou inférieurs suivant le cas."

2° Le paragraphe "*g*" suivant est ajouté à l'article V:

"*g*) *Paiement du salaire:* Les salariés doivent être payés chaque semaine."

3° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VI-A:

"A compter du 15 novembre 1953, tous les salariés des zones I, III et III-A ont droit, à titre de vacances payées, à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné.

L'employeur doit remettre cette rémunération à ses salariés avec leur paye, chaque semaine."

4° L'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er novembre 1955. Il se renouvelle automatiquement, d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er novembre 1955 ou avant le 1er novembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

5° Le comté de Charlevoix est radié de la juridiction territoriale décrite à l'article II et les dispositions concernant la zone II sont également radiées.

6° Le décret ci-dessus mentionné et ses amendements adoptés ou proposés ne s'appliquent pas au comté de Saguenay et tous les décrets ou conventions relatifs à l'industrie de la construction sont modifiés en conséquence.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
36001-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

1883-C of March 21, April 30, June 4, October 2 and 23 and November 12, 1947, 69-B and 656-A of January 22 and May 13, 1948, 514-A and 514-B of May 12, 1949, 554-A, 973-A and 1368-A of May 17, of August 30 and December 14, 1950, 230-B, 604-A 1072-C and 1260-F of March 7, June 14, September 27 and November 7, 1951, 67-C and 748-C of January 31 and June 27, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree.;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 1, 1953;

WHEREAS the objection raised were duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1. In subsection "*a*" of section V,

i) The paragraphs preceding the scale of wages are deleted and the following substituted therefor;

"The following minimum wage rates shall be paid in respect of the trades hereafter mentioned:"

ii) The following paragraphs are added after the scale of minimum wages;

"From January 1st, 1954, the hourly rates of wages mentioned in the foregoing scale shall be increased by $0.05, except those of Zone I-A.

Moreover, except within the limits of Zone I-A, the minumum wage rates determined in this section shall be amended in pursuance of the fluctuations of the new consumer price index, as published by the Federal Bureau of Statistics, as follows, taking the 115-point mark as computing basis. For each 2-point increase or decrease in the index, the minimum hourly rates payable shall be either increased or decreased by $0.05, as the case may be."

2. The following subsection "*g*" is added to section V:

"*g*) *Payment of wages:* Wages shall be paid each week.

3. The following paragraph is added to section VI-A:

"From November 15, 1953, all employees of zones I, III and III-A are entitled, as vacation pay, to a remuneration equivalent to 2% of the wages earned.

The employer shall remit such remuneration to his employees with their pay, each week."

4. Section XIV is replaced by the following:

"XIV. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until November 1st, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to November 1st, 1955, or before November 1st of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

5. The county of Charlevoix is stricken of the territorial juridisdiction described in section II and the provisions respecting zone II are also deleted.

6. The decree above mentioned, and its amendments adopted or proposed do not apply to the county of Saguenay and all decrees or agreements respecting the construction industry are amended in consequence thereof.

(Document "E" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
36001-o Acting Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Quebec, district de Montréal N° 339,122. Dame Lucienne Beauchemin, épouse commune en biens de Roger Séguin, gérant, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Roger Séguin, des mêmes lieux, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le 9 septembre 1953.

Montréal, 5 novembre 1953.

Les Avocats de la demanderesse,
36011-o GRÉGOIRE & DANSEREAU.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 341,153. Rose de Lima Tétreault, épouse commune en biens de Adélard Lapalme, tous deux domiciliés à Greenfield Park, district de Montréal, demanderesse. vs Adélard Lapalme, ouvrier, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 octobre 1953.

Montréal, le 26 octobre 1953.

Le Procureur de la Demanderesse,
36015-o PAUL LEVESQUE.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, N° 8823. Dame Régina Blanchette, demanderesse , vs William Thibault, defendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Les Procureurs de la demanderesse,
36028-o RINGUET ET SAINT-PIERRE.

AVIS

Province de Québec, district de Bedford Cour Supérieure N° 5141. Dame Berthe Dumaine, épouse de Roland Thibault, cultivateur, du Canton de Shefford, district de Bedford, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, ce 10 novembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
36029 GEO.-H. DUREAULT, C.R.

Actions for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 339,122, Dame Lucienne Beauchemin, wife common as to property of Roger Séguin, manager, of the city and district of Montreal, plaintiff. vs Roger, Séguin, same place, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted against the Defendant on September 9th, 1953.

Montreal, November 5, 1953.

GRÉGOIRE & DANSEREAU,
36011 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 341,153. Rose de Lima Tétreault, wife common as ot property of Adélard Lapalme, both of Greenfield Park, district of Montreal, plaintiff, vs Adélard Lapalme, laborer, of the same place. defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 20th of October 1953.

Montreal, October 26th, 1953.

PAUL LEVESQUE,
36015-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 8823. Dame Régina Blanchette, plaintiff, vs William Thibault, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted in this case.

RINGUET AND SAINT-PIERRE,
36028 Attorneys for the plantiff.

NOTICE

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 5141. Dame Berthe Dumaine, wife of Roland Thibault, farmer, of the Township of Shefford, district of Bedford, has instituted against her husband, an action in separation as to property.

Sweetsburg, November 10th, 1953.

GEO.-H. DUREAULT, Q.C.,
36029-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

AVIS
(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés Municipaux de Sillery", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux ce ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quinze octobre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sillery, dans la district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36010-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE
(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés Municipaux de Sillery" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October fifteenth 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sillery, in the judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
36010 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Pennvernon 105th. Anniversary Credit Union", en date du 15 octobre 1953, dont le siège social est situé à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province.
36002-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable tho Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundafion of the cooperative syndicate "The Pennvernon 105th Anniversary Credit Union", under date the fiftheenth day of October 1953, whereof the head office is at Ville Saint-Laurent, judicial district of Montreal and that the said document has beeu filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this October twenty-seventh 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
36002 Under Secretary of the Province.

(P. G. 2504-44)

RICHMOND MACHINE TOOL AND DIE CASTING COMPANY LIMITED

Règlement N° 46

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règlement.

Décrété ce 2ème jour d'octobre 1953.

Le Président,
ROSARIO-A. PROULX.
Le Secrétaire,
36016 EDWARD LORTIE.

(A. G. 2504-44)

RICHMOND MACHINE TOOL AND DIE CASTING COMPANY LIMITED

By-Law No. 46

A by-law to increase the number of directors.

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Richmond Machine Tool and Die Casting Company Limited (herein called the "Company") as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from threto four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four Directors.

2. Three Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Enacted this 2nd day of October, 1953.

ROSARIO-A. PROULX,
President.
EDWARD LORTIE,
36016-o Secretary..

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Épiciers Licenciés de la Ville de St-Joseph d'Alma", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le neuf novembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac St-Jean.

Le Sous-secrétaire de la Province
36024-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Épiciers Licenciés de la Ville de St-Joseph d'Alma" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November ninth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Joseph d'Alma, county of Lake St-John.

JEAN BRUCHÉSI,
36024 Under Secretary of the Proviueç:

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de King Paper Box Mfg'"., pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le deux novembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36027-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de King Paper Box Mfg." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been, authorirized by the Provincial Secretary on November 2, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
36027 Under Secretary of the Province.

(P.G. 45543-53)

CALUMET URANIUM MINES LTD
(No Personal Liability)

Règlement N° 6

Qu'il soit décrété comme règlement N° 6 de la compagnie comme suit:

"Que le nombre des Directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois à sept."

Certifié vraie copie du règlement N° 6 de "Calumet Uranium Mines Ltd." (No Personal Liability) décrété par les Directeurs à une assemblée tenue le 15 octobre 1953, et sanctionné et ratifié par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 19 octobre, 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
36025-o RITA ANGERS.

(Sec. P. 163-53)

Avis est donné que, par nouvelle procuration exécutée le 18ième jour de septembre 1953, M. Leonard G. Martin, de la cité de Montréal, a été constitué agent principal de "Gamlen Chemical Company", une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, et ce, pour toutes fins que de droit stipulées par la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279, et que, par la même procuration, le bureau principal de cette compagnie pour cette Province est déclaré comme devant être à 101 rue Murray, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 21ième jour d'octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36035 JEAN BRUCHÉSI.

CONSOLIDATED CHIBOUGAMAU GOLDFIELDS LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement spécial "X"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires au pro rata du nombre d'actions détenues par chacun est, par les présentes, autorisée.

Certifié vrai sommaire du règlement spécial "X" de "Consolidated Chibougamau Goldfields Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Montréal, P.Q., 9 novembre 1953.

(Sceau) Le Secrétaire,
36036 L. O. REID.

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que Price Brothers & Company, Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire les travaux de construction d'un barrage de flottage sur la rivière Ste-Marguerite, branche sud-ouest, entre le lot 3 et le lot 22 des rangs V et VI du canton Labrosse, comté de Chicoutimi.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée d'un plan et de devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ce plan et de ces devis a été déposé au

(A.G. 45543-53)

CALUMET URANIUM MINES LTD
(No Personal Liability)

By-law No. 6

Be it enacted as By-law No. 6 of the Company as follows:

That the number of Directors of the Company is hereby increased from three to seven.

Certified a true copy of By-law No. 6 of "Calumet Uranium Mines Ltd" (No Personal Liability) enacted by the Directors at a meeting held on the 15th of October, 1953, and sanctioned and ratified by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at Special General Meeting called for considering the by-law and held on the 19th of October 1953.

RITA ANGERS,
36025-o Secretary-Treasurer.

(P. Sec. 163-53)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney executed on the 18th day of September, 1953, Mr. Leonard G. Martin, of the City of Montreal, was constituted chief agent of "Gamlen Chemical Company", an extra-provincial corporation duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, and such, for all purposes and at all intents contemplated by the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chap. 279, and that, by the same Power of Attorney, the principal office of such corporation for this Province is declared to be now at 101 Murray Street, in the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of October, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
36035-o Under Secretary of the Province.

CONSOLIDATED CHIBOUGAMAU GOLDFIELDS LIMITED
(No Personal Liability)

Special By-law "X"

The distribution of the assets of the Company amongst the Shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of Special By-law "X" of "Consolidated Chibougamau Goldfields Limited" (No Personal Liability).

Montreal, P.Q., November 9th, 1953.

(Seal) L. O. REID,
36036-o Secretary.

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that Price Brother & Company, Limited, of the City of Quebec, in the County of Quebec, intends to execute the following work: the construction of a driving dam on the Ste Marguerite River, South-West Branch, between Lot 3 and Lot 22, Ranges V and VI, Township Labrosse, County of Chicoutimi.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Hydraulic Ressources, and that a duplicate of such plan and specifica-

bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi, à Chicoutimi, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 11 novembre 1953.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
Par le Secrétaire,
36037-o FABRE SURVEYER.

tions has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Chicoutimi, at Chicoutimi, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, 11th November, 1953.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
FABRE SURVEYER,
36037-o Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement les bills privés devront être déposés avant le 28 octobre 1953 et présentés avant le 9 décembre 1953, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant 28 novembre 1953 et reçues avant le 3 décembre 1953, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 décembre 1953.

Québec, le 3 septembre 1953.

Le Greffier,
35513-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders to be deposited before October 28, 1953, and introduced before December 9, 1953, petitions for the introduction of private bills must be presented before November 28, 1953, and received before December 3rd, 1953, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before December 23rd, 1953.

Quebec, September 3rd, 1953.

ANTOINE LEMIEUX,
35513-37-10 Clerk.

Chartes — Abandon de

PRINCESS LADIES WEAR INC.

Avis est par les présentes donné que Princess Ladies Wear Inc. a l'intention de faire application au Procureur Genéral de la Province de Québec pour abandon de sa charte.

3 novembre 1953.

Le Secrétaire,
36004-o ANITA KASTNER SAGER.

ROULEAU, LIMITÉE

La compagnie "Rouleau, Limitée" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Mont-Joli, ce 4 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
36017-o AUBIN ROULEAU.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Lopal Investments Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 janvier 1952, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira audit Procureur Genéral et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Charters — Surrender of

PRINCESS LADIES WEAR INC.

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act and amendments that Princess Ladies Wear Inc. intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

November 3, 1953.

ANITA KASTNER SAGER,
36004-o Secretary.

ROULEAU, LIMITÉE

"Rouleau, Limitée" hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General under the provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney-General.

Mont-Joli, November 4th, 1953.

AUBIN ROULEAU,
36017-o Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that Lopal Iuvestments Limited, incorporated by letters patent dated January 8, 1952, will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, in conformity with the provisions of the Quebec Companies' Act, to request leave to surrender its charter and the cancellation thereof, as from the date fixed by the said Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Daté à Montréal, P.Q., ce 5 novembre 1953.

La Secrétaire de Lopal Investments Limited,
36003-o J. M. VALENTINE.

Dated at Montreal, P.Q., this November 5, 1953.

J. M. VALENTINE,
36003 Secretary of Lopal Investments Limited.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'École pour la Municipalité Scolaire de la Paroisse de Longueuil, dans le Comté de Chambly, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre le paiement d'une indemnité aux commissaires et autres fins accessoires.

Montréal, le 11 novembre 1953.

Le Procureur des requérants,
36044-46-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the parish of Longueuil, in the County of Chambly, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a special Act in order to authorize the payment of an indemnity to commissioners and for other purposes connected therewith.

Montréal, November 11, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,
36044-46-4-o Attorney for the petitioner.

Cité de Montréal

AVIS PUBLIC

La Cité de Montréal a déjà donné avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir sur certaines matières qu'elle a indiquées, des modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent.

La Cité de Montréal désire ajouter qu'elle demandera de plus, certaines modifications sur les matières suivantes: représentation de la Cité de Montréal à la Commission métropolitaine de Montréal, par le maire, les membres du Comité exécutif, l'auditeur de la Cité et un conseiller de chacune des trois catégories du conseil; pouvoir du conseil de requérir l'avis du Comité exécutif sur les questions affectant les divers services; pouvoir du Comité exécutif de choisir, nommer et remplacer tous les employés de la Cité, excepté le directeur des services et son adjoint et les directeurs des divers services.

Le Greffier de la Cité,
CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 10 novembre 1953. 36045-46-4-o

City of Montreal

PUBLIC NOTICE

The City of Montreal has already published a notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain on certain matters which it stated amendments to its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and to the various general or special acts amending or concerning the same.

The City of Montreal wishes to add that it ask in addition to certain amendments on the following matters: representation of the City of Montreal on the Montréal Metropolitan Commission by the mayor, the members of the executive committee, the city auditor and one councillor of each of the three categories of the council; power for the council to require the advice of the executive committee on questions affecting the various departments; power for the executive committee to choose, appoint and replace the employees of the city, except the director of departments and his assistant and the directors of the different departments.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, November 10, 1953. 36045-46-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour faire adopter une loi aux fins de modifier l'article 5 de la Loi 10 George VI, chapitre 73 (charte de la ville de Mont-Ryal) et d'autoriser la ville à payer une rémunération au Maire et aux conseillers; à payer une pension au gérant de la ville; à accorder des octrois aux bibliothèques publiques; à établir un fonds de roulement; à annexer certains territoires faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Liesse, et pour d'autres fins.

Ville Mont-Royal, ce 7 novembre, 1953.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM.
36046-46-4-o SMITH & DAVIS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act for the purpose of replacing section 5 of the act 10 George VI, chapter 73 (charter of the town of Mount Royal) and to provide for the remuneration of the mayor and aldermen, for the payment of a pension to the town manager, for the making of grants to public libraries, for the establishment of a revolving fund, for the annexation of certain territories now forming part of the Municipality of the Paroisse de Notre-Dame de Liesse, and for other purposes.

Mount Royal, November 7, 1953.

HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
36046-46-4-o Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné par la Corporation du Village Giffard, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, à la loi 3, George V, ch. 77 et 13, George VI, ch. 103, aux fins suivantes:

1° Changer son nom en celui de Cité de Giffard;

2° Prolonger le terme des membres du conseil actuel jusqu'en novembre 1955;

3° Décréter que le terme des membres du conseil sera de trois (3) ans;

4° Fixer une indemnité pour le maire et les échevins;

5° Autoriser la formation d'une Commission sportive ou d'urbanisme et définir leur juridiction;

6° Prendre en faveur des employés une assurance collective;

7° Limiter les pouvoirs du conseil concernant la destitution de certains employés municipaux;

8° Dresser la liste des électeurs suivant un ordre non alphabétique;

9° Changer la date et les heures de votation pour les élections municipales;

10° Obtenir des pouvoirs additionnels ou pouvoirs de règlementation concernant:

a) le règlement de construction et de zonage, *b*) les affiches, *c*) les habitations insalubres, *d*) les vidanges et l'imposition d'une taxe de vidanges, *e*) l'entretien et la construction des conduites privées, d'aqueduc et d'égoût et leur raccordement avec les conduites publiques, *f*) l'ouverture de nouvelles rues, *g*) la circulation et la vitesse dans les rues de la Cité, *h*) la perception des amendes dans les cas d'infractions aux règlements de circulation, *i*) l'exploitation des restaurants, buffets ou comptoirs ambulants, *j*) la fermeture de certains établissements commerciaux, *k*) le dépôt d'un plan de la subdivision de certains immeubles, *l*) la confection et la tenue du rôle d'évaluation, *m*) le droit d'enlever certaines nuisances, *n*) l'acquisition, la possession et la vente d'immeubles pour fins municipales ou industrielles, *o*) l'octroi de deniers pour les arts, sciences, centre de loisirs, organisation de jeux ou sports dans la municipalité;

11° Obliger les compagnies de téléphone, de télégraphe et pouvoir à déposer un plan de leurs travaux;

12° Modifier la procédure dans le cas de l'approbation des règlements en nombre et en valeur;

13° Limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis et les automobiles de louage;

14° Imposer une taxe sur certains véhicules de livraison;

15° Exempter de la taxe de locataire certains vendeurs d'immeubles à réméré;

16° Valider la vente, après le délai fixé par la loi, d'immeubles acquis par la Corporation à la suite d'une vente pour taxes;

17° Fixer l'évaluation des immeubles et machineries de nouvelles industries à une somme pas moindre que 50% de leur évaluation municipale;

18° Emprunter annuellement une somme n'excédant pas $50,000.00 avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec pour certains travaux ou dépenses urgents et emprunter une somme n'excédant pas $75,000.00 pour consolider

NOTICE

Notice is hereby given by La Corporation du Village Giffard, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for amendments to its charter, to the law 3, George V, chapter 77 and 13, George VI, chapter 103, for the following:

1. To change its name into that of "Cité de de Giffard";

2. To prescribe that the present mayor and councillors shall remain in office until November 1955;

3. To prescribe that mayor and councillors shall be elected for three years;

4. To fix an indemnity for the mayor and aldermen;

5. To authorize the formation of a Sport or Town-planning Commission and establish its juridiction;

6. To take out a group insurance in favour of the employees of the city;

7. To limit the powers of the Council in connection with the dismissal of employees of the City;

8. To compile the list of electors according to a not alphabetical order;

9. To change the date and the polling hours for the municipal elections;

10. To obtain additional powers or power to pass by-law concerning:

a) building and zoning regulations, *b*) signs, *c*) unsanitary dwelling places, *d*) garbages and to levy a tax to defray the cost of same, *e*) building and maintaining of private pipes and their connections with the main pipes of aqueduct and drain, *f*) opening of new streets, *g*) traffic and speed in the streets of the City, *h*) collection of fines on notice of summons in the case of violations of traffic laws, *i*) operation of itinerant restaurants, buffets or counters, *j*) closing of certain commercial establishments, *k*) depositing of an official plan of the subdivision of certain immoveables, *l*) compiling and holding of the valuation roll, *m*) right to remove certain nuisances, *m*) acquisition, possession and sale of certain immoveables for municipal or industrial purposes, *o*) grant of money toward the encouragement of arts and sciences, the recreation centres, the organizing of games and sports in the Municipality;

11. To oblige telephone, telegraph and power companies to file a plan giving details of their works;

12. To modify the procedure in the case of the approval of a by-law in number and in value;

13. To limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs and rented automobiles;

14. To levy a tax on certain motor vehicles used for delivering;

15. To exempt from the tenants' tax certain vendor of an immoveable sujet to right of redemption;

16. To render valid the deed of sale after the delay fixed by law, of an immoveable which the corporation acquired through a sale for taxes;

17. To fix the valuation of immoveables and machinery of new industries at a sum of not less than 50% of their municipal valuation each year;

18. To borrow annually by by-law an amount not exceeding $50,000.00 with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, for certain urgent works or expenses and to borrow an amount not exceeding $75,000.00 in order to consolidate certain

certaines dettes liquides et capitaliser certaines dépenses faites au cours des années 1953 et 1954;

18A° Etre régie par la Loi des cités et villes;

19° Et pour toutes autres fins jugées utiles.

Québec, le 12 novembre 1953.

Le Procureur de la Corporation du Village Giffard,

36052-46-4-o LOUIS DUSSAULT, C. R.

liquid debts and capitalize certain expenses made during the years 1953 and 1954;

18A. To be governed by the Cities and Towns Act;

19. And for other purposes.

Quebec, November 12th, 1953.

LOUIS DUSSAULT, Q. C., Attorney for La Corporation du Village Giffard.

36052-46-4-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 543-53.

Québec, le 2 novembre, 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ripon, dans le comté de Papineau, les lots 1 à 11 inclusivement du rang I du canton Hartwell et les lots 1 à 11 inclusivement du rang II, dans le même canton, pour les annexer à la municipalité scolaire de Hartwell, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

35958-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 543-53

Quebec, November 2, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ripon, in the county of Papineau, lots 1 to 11 inclusive of Range I of Hartwell township and lots 1 to 11 inclusive of Range II, same township, to annex them to the school municipality of Hartwell, same county.

O. J. DESAULNIERS,

35958-45-2 Superintendent of Education.

N° 737-53.

Quebec, le 4 novembre, 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 octobre 1953, d'annexer le territoire de la municipalité scolaire du village de Cap Santé, dans le comté de Portneuf, à celui de la paroisse de Cap Santé, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

36000-o O. J. DESAULNIERS.

No. 737-53

Quebec, November 4, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated October 28, 1953, has been pleased to annex the territory of the school municipality of the village of Cap Santé, in the County of Portneuf, to that of the parish of Cap Santé, same county.

This Order in Council will take effect the first day of July 1954.

O. J. DESAULNIERS,

36000 Superintendent of Education.

N° 1119-53.

Québec, le 5 novembre, 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 octobre 1953, de changer le nom de la municipalité scolaire de Rivière-Sainte-Marguerite, dans le comté de Saguenay, en celui de Sacre-Cœur, même comté.

Cet arrêté ministériel prendre effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec.*

Le Surintendant de l'Instruction publique,

36000-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1119-53.

Quebec, November 5, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated October 28, 1953, has been pleased to change the name of the school municipality of Rivière-Sainte-Marguerite, in the County of Saguenay, to that of Sacré-Cœur same county.

This Order in Council will take effect eight days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette.*

O. J. DESAULNIERS,

36000 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Granby division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que le lot 794 est anulé, la superficie de ce lot et celle du vieux chemin sont ajoutées au lot 793 qui est corrigé en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Québec, le 28 octobre 1953.

Le Sous-ministre,

35999-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the township of Granby registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lot 794 is cancelled, the area of this lot and that of the old Public Road are added to lot 793 which is corrected in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

Quebec, October the 28th, 1953.

AVILA BÉDARD,

35999-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastra officiel du village de Rapides-des-Joa-

NOTICE

Official cadastre of the village of Rapides-des-

chims (canton d'Aberdeen) division d'enregistrement de Pontiac.

Avis est par la présente donné que le Bloc J est corrigé et les Blocs L, M et N sont ajoutés en vertu de l'article 2174 A du Code civil.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Québec, le 28 octobre 1953.
Le Sous-ministre,
35999-o AVILA BÉDARD.

Joachims (township of Aberdeen) registration division of Pontiac.

Notice is hereby given that Block J is corrected and Blocks L. M. and N are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 28th, 1953.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
35999-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy division d'enretisgrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les parties non divisées du lot 211-2 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 28 octobre 1953.
Département des Terres et Forêts,
Service du Candastre,
Le Sous-ministre,
35999-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Ste. Foy registration division of Quebec.

Notice is hereby given that undivided parts of lot 211-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Gode.

Quebec, October the 28th, 1953.
Department of Lands and Forests.
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
35999-o Deputy Minister.

Département du Travail

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements, que certains réglements spéciaux adoptés par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1228 du 5 novembre 1953 (section "A") et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1200 du 28 octobre 1953 (section "A").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

Certificats de qualification: Les certificats de qualification pour tous les compagnons sont obligatoires dans la juridiction territoriale déterminée dans le décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, publié dans l'édition du 19 septembre 1953, de la *Gazette officielle de Québec.* Un certificat de qualification uniforme est fourni par le Comité paritaire et l'honoraire à être versé pour tel certificat est de deux dollars ($2.00) dans le cas des compagnons (ouvriers qualifiés) qui ne sont pas membres d'aucune des associations de salariés, et de vingt-cinq cents ($0.25) pour l'enregistrement des apprentis de première année et vingt-cinq cents ($0.25) pour chaque année subséquente d'apprentissage.

Le certificat de qualification est également obligatoire pour les soudeurs de tuyauterie à basse pression exécutant du travail assujetti au décret numéro 1021.

Le présent règlement reconnaît les certificats de qualification émis par les organisations ouvrières suivantes:

Bricklayers, Masons and Marble Masons International Union, 3560 boulevard St-Laurent; Association Nationale des Briqueteurs et Maçons de Montréal, 1231 est, rue Demontigny: United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, 3560 boulevard Saint-Laurent; United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Ste-

Department of Labour

Notice of Approval of Special By-Laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby given notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that special by-laws adopted by the Building Trades Joint Committee of Montreal have been approved by Order in Council number 1228 of November 5, 1953 (part "A"), and added to the constitution and general by-laws of the said Committee already approved by Order in Council number 1200 of October 28, 1953, part "A".

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory;

Certificates of Competency: Certificates of competency in respect of all journeymen shall be obligatory within the territorial jurisdiction prescribed in Order-in-Council number 1021, dated the 10th September 1953, published in the *Quebec Official Gazette* of 19th September 1953. A uniform competency certificate shall be furnished by the Joint Committee, the fee for which shall be two dollars (2.00) for journeymen (skilled workmen) not members of either of the employees' associations and twenty-five cents ($0.25) for registration of first year apprentices and twenty-five cents for each year of apprenticeship thereafter.

Certificates of competency shall also be obligatory for "low pressure pipe welders" doing construction work governed by the said Decree number 1021.

The present by-law shall validate the certificates of competency issued by the undernamed labour organizations'

Bricklayers, Masons and Marble Masons International Union, 3560, St. Lawrence Blvd., "Association Nationale des Briqueteurs et Maçons de Montréal," 1231, Demontigny St. East, United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, 3560, St. Lawrence Blvd., United Brotherhood of Carpenters and Joiners of Ameri-

Anne-de-Bellevue, Qué.; United Brothrehood of Carpenters and Joiners of America, Valleyfield, Qué.; Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers Inc. de Montréal, 1231 est rue Demontigny; Fraternité des Peintres, Décorateurs et Tapissiers d'Amérique, 3560 boulevard St-Laurent; Syndicat National des Peintres de Montréal, Inc., 1231 est, rue Demontigny; International Union of Elevator Constructors, 1709 chemin Gomin, Sillery, Qué.; International Union of Elevator Constructors, Local No. 89, 3560 boulevard St-Laurent; Operative Plasterers and Cement Finishers International Association, 3560 boulevard St-Laurent; Cement Masons Union of Canada, 3560 boulevard St-Laurent, Chambre 205.; Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal, 1231, est rue Demontigny; Syndicat National des Poseurs d'Armature Métallique du Béton Inc., 1231 est, rue Demontigny; Sheet Metal Workers' International Association, 3560 boulevard St-Laurent; International Association of Bridge, Structural & Ornamental Iron Workers, 909 boulevard St-Laurent.; International Brotherhood of Boilermakers, Iron Ship Builders, Welders and Helpers of America, 354 Est, rue Ste-Catherine.; Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, 1231 est, rue Demontigny; United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of United States and Canada, 3560 Boulevard St-Laurent; Association Nationale des Isolateurs d'Amiante et de Liège de Montréal, 1231 est, rue Demontigny; L'Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo de Montréal, Inc., 1231 est, rue Demontigny; L'Association Nationale des Tailleurs de Pierre et Granit Inc., 1231 est, rue Demontigny.; International Union of Operating Engineers (Montreal Branch), 3560 blvd St-Laurent.; National Union of Operating Engineers, 1182 blvd St-Laurent, International Union of Heat & Frost Asbestos Workers, 3560 boulevard St-Laurent.

Tenue d'un registre: Conformément au paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au décrét numéro, 1021 la tenue d'un registre dans lequel sont indiqués les noms et prénoms ainsi que l'adresse de tous les salariés à leur emploi, leur qualification ou classification, l'heure exacte à laquelle le travail fut commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tout autre renseignement requis pour la bonne application du décret."

Rapport Mensuel: Conformément au paragraphe "*h*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1021 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit signé par lui-même, ou par une personne autorisée à son emploi, dans lequel doivent être indiqués les noms et prénoms et l'adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de tel travail et les salaires payés. Ledit rapport doit être adressé au Comité paritaire le où avat le 10 de chaque mois et couvrir le mois précédent. Les employeurs professionnels peuvent obtenir les formules nécessaires pour faire ce rapport du Comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 novembre 1953. 36001-o

ca, Ste-Anne-de-Bellevue, Que., United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Valleyfield, Que., "Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers Inc., de Montréal," 1231, Demontigny St. East., "Fraternité des Peintres, Décorateurs et Tapissiers d'Amérique," 3560, St. Lawrence Blvd., "Syndicat National des Peintres de Montréal, Inc.," 1231, Demontigny St., East, International Union of Elevator Constructors, 1709, Gomin Road, Sillery, Que., Operative Plasterers and Cement Finishers International Association 3560, St.Lawrence Blvd., Cement Masons Union of Canada, 3560 St. Lawrence Blvd., Room 205 "Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Montréal," 1231, Demontigny St., East, ."Syndicat National des Poseurs d'Armature Métallique du Béton Inc.," 1231, Demontigny St., East, Sheet Metal Workers' International Association, 3560, St. Lawrence Blvd. International Association of Bridge, Structural & Ornamental Iron Workers, 909, St. Lawrence Blvd., International Brotherhood of Boilermakers, Iron Ship Builders, Welders and Helpers of America, 354, St. Catherine St., East, "Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, 1231, Demontigny St., East, United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of United States and Canada, 3560, St. Lawrence Blvd., "Association Nationale des Isolateurs d'Amiante et de Liège de Montréal," 1231 Demontigny St., East, "L'Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo de Montréal, Inc., 1231, Demontigny St., East, "L'Association Nationale des Tailleurs de Pierre et Granit Inc., 1231, Demontigny St., East, The International Union of Operating Engineers (Montreal Branch) 3560, St. Lawrence Blvd., The National Union of Operating Engineers, 1182, St. Lawrence Blvd., International Union of Elevator Constructors, Local No. 89, 3560 St. Lawrence Blvd, International Union of Heat & Frost Asbestos Workers, 3560 St. Lawrence Blvd.

Keeping of Register: Pursuant to subsection "*g*"of section 20 of the Act, the Joint Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 1021 the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classiffcation, the exact time at which the work was begun, interrrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other information required for the proper enforcement of the decree.

Monthly Report: Persuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Joint Committee requires all professional employers governed by the decree number 1021 to transmit to it monthly report in writing signed by himself or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Joint Committee on or before the tenth of each month and shall cover the preceding month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Joint Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 14, 1953. 36001-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 862 du 23 juillet 1953, relatif à l'industrie du fer structural dans la province, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1228 du 5 novembre 1953, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mars 1954; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après décrite:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 862 doivent verser au Comité paritaire une somme equivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés régis par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret, numéro 862, doivent verser su Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés assujettis audit décret, numéro 862, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception desdites cotisations, le Comité paritaire met à la disposition de tous les employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous renseignements exigés par le Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent faire leur rapport, le signer et le transmettre au Comité paritaire à tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, les prélèvements de chacun de leurs salariés au moyen d'une déduction appropriée sur leurs salaires.

Tous les employeurs professionnels doivent transmettre tels rapports au Comité paritaire le ou avant le 10ème jour de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par les salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation desdits rapports chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable chaque mois par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans avis préalable.

Si un employeur professionnel ou un artisan refuse de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit soumettre au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Montreal, established under Decree number 1021 of September 10, 1953, and entrusted with the enforcement of the Decree number 862 of July 23, 1953, relating to the Structural Iron Industry in the Province of Quebec, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1228 of November 5, 1953, part "B", to levy assesssents upon the profsesional employers, the artisans and the employees governed by the said decree (No. 890) as follows:

1. *Levy*

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* until the 31st March 1954, and the levy itself shall be established in the following manner:

a) All professional employers governed by Decree number 862, shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said Decree number 862, shall pay to the Parity Committee a sum equal to ½ of 1% of the salary established in the Decree, for the lowest paid journeyman.

c) All employees governed by the said Decree number 862 shall pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Method of Collection*

In order to facilitate the collection of the said levies, the Parity Committee shall place at the disposal of all professional employers report forms upon which shall be furnished all the information required by it. Professional employers shall complete their report, sign and transmit it to the Parity Committee monthly.

Professional employers shall collect at the end of each week in the name of the Committee the levy exigible from each employee by deductions of the appropriate amount from his salary.

All professional employers shall transmit such reports to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the expiry date of the period for which it is exigible. The said report must be accompanied by the levy of the professional employer and the amounts payable to the Parity Committee by the employees. The Parity Committee shall have authority to require said reports to be signed under oath, whenever necessary.

The levy imposed by the present by-law shall be payable monthly by the professional employers, artisans and employees without previous notice.

Upon refusal of a professional employer or an artisan to give the necessary information, a notice of five days shall be given him within which to comply with his obligations in the matter.

3. *Financial report*

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial position to the Minister of Labour, such reports to be dated as

aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

L'état des recettes et déboursés pour la mise à exécution dudit décret numéro 862, du 13 juillet 1953 est inclus dans le règlement de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1200 du 28 octobre 1953.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 novembre 1953. 36001-o

follows: 31st March, 30th June, 30th September and 31st December.

The estimate of receipts and disbrusements for the administration of the said decree number 862 of July 23, 1953, is included in the budget annexed to the Building Trades Joint Committee of Montreal Levy by-law, approved by Order-in-Council number 1200 of the 28th of October 1953.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 14, 1948. 36001-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Defenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité du canton Lytton soit détaché et annexé à la municipalité du canton Sicotte, dans le comté municipal de Gatineau;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité du canton Lytton, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 15 octobre 1953, portant le numéro 1130, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire, comprenant tous les lots des rangs I, II, III du cadastre officiel du canton de Lytton et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que tous les chemins, rivières, lacs, cours d'eau et une partie de la rivière Gatineau et les îles qui s'y trouvent, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Egan et de Lytton avec la rive droite ou rive ouest de la rivière Gatineau; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des cantons de Egan et de Lytton sur la profondeur des rang I, II, III du canton de Lytton; la ligne séparative des rangs III et IV du canton Lytton; la ligne séparative des cantons de Lytton et de Mitchell en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la rive gauche ou rive est de la rivière Gatineau; la dite rive gauche ou rive est de la rivière Gatineau en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la dite ligne séparative des cantons de

Proclamations

Canada,
Province of Quebec
15[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been submitted to Us requesting that a certain area of the municipality of the Township of Lytton be detached and annexed to the municipality of the Township of Sicotte, in the municipal county of Gatineau,

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfiled, and that there shall remain in the municipality of the Township of Lytton after annexation, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated October 15, 1953, bearing number 1130, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby, declare that the following territory, to wit:

A territory, comprising all lots of ranges I, II, III of the official castre of the Township of Lytton and their present and future subdivisions, as well as all the roads, rivers, lakes, water-courses and a part of the Gatineau River and the islands which are found therein, the whole enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the division line of the Townships of Egan and of Lytton, with the right bank or the west bank of the Gatineau River; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the division line of the townships of Egan and of Lytton along the depth of ranges I, II, III of the Township of Lytton; the dividing line of ranges III and IV of the Township of Lytton; the dividing line of the Townships of Lytton and of Mitchell going towards the East and its prolongation as far as the left bank or East bank of the Gatineau River; the said left bank or East bank of the Gatineau River going towards the South as

Egan et de Lytton et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ;

le quel territoire sera détaché de la municipalité du canton Lytton et sera annexé à la municipalité du canton Sicotte, dans le comté municipal de Gatineau, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux disposition des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons faire rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
35998 JEAN BRUCHÉSI.

far as the prolongation of the said division o the Townships of Egan and of Lytton and finally this latter prolongation to the starting point;

which territory shall be detached from the municipality of the Township of Lytton and shall be annexed to the municipality of the Township of Sicotte, in the municipal county of Gatineau, such annexation to take effect as from the first of January following the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, all of which pursuant to the provisions of articles 35 and the following, of the Municipal Code.

OT ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-three, and in the second year of Our Reign.

By Command,
JEAN BRUCHÉSI,
35998 Under Secretary of the Province.

Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huit novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent-cinquante-trois et de Notre règne le deuxième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie
à Québec,
35513-37-10-o ANTOINE LEMIEUX.

Province of Quebec

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty three and the second year of Our Reign.

By command.
ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery,
35513-37-10 at Quebec.

Sièges sociaux

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Beaupré, N° 2896, des Chevaliers de Colomb", de Beaupré, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des disposition de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Élizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Grand Chevalier,
ALBANI BEAUDOIN.
Secrétaire Archiviste.
36005-o G. GODBOUT.

DRUMMOND HOSIERY CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Drummond Hosiery Co. Ltd" constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies de Québec, en date du 26 septembre 1953, et ayant son bureau principal dans la Cité de Drummondville, a établi son bureau au numéro 715 de la rue St-Pierre en ladite Cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 5 novembre 1953.

Le Secrétaire,
36006-o ANDRÉ VIGEANT.

NICOLET AUTOMOBILES LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Nicolet Automobiles Ltée" constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies de Québec, en date du 2 octobre 1953, et ayant son bureau principal dans la Ville de Nicolet a établi son bureau au numéro 78 de la rue Notre-Dame en ladite ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Nicolet, ce 3 novembre 1953.

Le Président,
36007-o GASTON ALLARD.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Belleterre, N° 2995 des Chevaliers de Colomb", de Belleterre, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
J.-P. LAFOND.
Le Secrétaire-Archiviste,
36008-o E. ROBERGE.

CALUMET URANIUM MINES LTD
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Calumet Uranium Mines Ltd" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 octobre 1953, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de

Head Offices

OFFICIAL NOTICE

The "Council Beaupré, No. 2896 of the Knights of Columbus", of Beaupré, hereby gives notice that its corporate seat is situated at the above mentioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

ALBANI BEAUDOIN,
Grand Knight.
G. GODBOUT,
36005 Recording-Secretary.

DRUMMOND HOSIERY CO. LTD.

Notice is hereby given that "Drummond Hosiery Co. Ltd", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act, on the 26th day of September, 1953, and having its Head Office in Drummondville, has established its office at 715 St-Pierre street, Drummondville.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Drummondville, this 5th day of November, 1953.

ANDRÉ VIGEANT,
36006-o Secretary.

NICOLTE AUTOMOBILES LTÉE

Notice is hereby given that "Nicolet Automobiles Ltée", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on the 2nd day of October, 1953, and having its Head Office in Nicolet, has established its office at 78 Notre-Dame street, Nicolet.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Nicolet this 3rd day of November, 1953.

GASTON ALLARD,
36007-o President.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Belleterre, N° 2995 of the Knights of Columbus", of Belleterre, hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, Chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

J. P. LAFOND,
Grand Knight.
E. ROBERGE,
36008 Recording-Secretary.

CALUMET URANIUM MINES LTD
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Calumet Uranium Mines Ltd" (No Personal Liability), company incorporated by letters patent on the 14th day of October, 1953, and having its chief place of business in Montreal, Province of

Québec, a établi son bureau à Suite 620, 159 rue Craig ouest, Montréal. P.Q.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 20 octobre, 1953.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
36026-o RITA ANGERS.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Gatineau, N° 2880 des Chevaliers de Colomb", de Gatineau, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Cheavlier,
SYLVIO BLAIS.
Le Secrétaire Archiviste,
36009-o PAUL BUREAU.

Vézina Lumber Ltd — Vézina Lumber Ltée fut incorporée dans la province de Québec, par lettres Patentes accordées sous l'empire de la Permière Partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 9 juin 1953, avec siège social à Ville St-Michel, district de Montréal.

Le siège social de ladite corporation dans ladite municipalité est situé au N° 8601-9ième avenue, Ville Saint-Michel, Qué.

Ville St-Michel, le 18 septembre 1953.

Le Président,
36012-o GEORGES VÉZINA.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Asbestos, N° 2823 des Chevaliers de Colomb", d'Asbestos, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
THOMAS DEMERS.
Le Secrétaire Archiviste,
36033-o EDDIE MARTINEAU.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil La Tuque N° 1887 des Chevaliers de Colomb", de La Tuque, Co. Laviolette, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
CHS-H. BOUDREAU.
Le Secrétaire Archiviste,
36034-o J. FERDINAND PAGÉ.

Avis officiel

Le "Conseil Napierville, N° 3587 des Chevaliers de Colomb", de Napierville, Qué., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec

Quebec, has established its office at Suite 620, 159 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, October 20th, 1953.

(Seal) RITA ANGERS,
36026-o Secretary-Treasurer.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Gatineau, N° 2880 of the Knights of Columbus", of Gatineau hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

SYLVIO BLAIS,
Grand Knight
PAUL BUREAU,
36009 Recording Secretary.

Vézina Lumber Ltd — Vézina Lumber Ltée was incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted under the authority of Part I of the Quebec Companies' Act, dated June 9, 1953, with head office at Ville Saint-Michel, district of Montreal.

The head office of said corporation in the said municipality is situate at No. 8601-9th Avenue, Ville Saint-Michel, Que.

Ville Saint-Michel, September 18, 1953.

GEORGES VÉZINA,
36012 President.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Asbestos No. 2823 of the Knights of Columbus", of Asbestos, hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

THOMAS DEMERS,
Grand Knight.
EDDIE MARTINEAU,
36033 Recording Secretary.

OFFICIAL NOTICE

The "Council La Tuque, No. 1887 of the Knights of Columbus", of La Tuque, Co. Laviolette, hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, Chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

CHS-H. BOUDREAU,
Grand Knight.
J. FERDINAND PAGÉ,
36034 Recording-Secretary.

Official Notice

The "Council Napierville, No. 3587 of the Knights of Columbus", or Napierville, Que., hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province

(1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,
Dr JEAN BEAUDIN.
Le Secrétaire Archiviste,
36038-o GILLES PIERRE.

of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

Dr. JEAN BEAUDIN,
Grand Knight.
GILLES PIERRE,
36038 Recording-Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-LAMBERT
(Comte de Lévis)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Bernard, secrétaire-trésorier, St-Lambert, comté de Lévis, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 30 novembre 1953, pour l'achat de $67,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Lambert (Lévis), datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$67,000.00—15 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1954	x$8,000.00
1er novembre 1955	x 8,500.00
1er novembre 1956	x 9,000.00
1er novembre 1957	x 9,000.00
1er novembre 1958	x 9,500.00
1er novembre 1959	2,000.00
1er novembre 1960	2,000.00
1er novembre 1961	2,000.00
1er novembre 1962	2,000.00
1er novembre 1963	2,000.00
1er novembre 1964	2,500.00
1er novembre 1965	2,500.00
1er novembre 1966	2,500.00
1er novembre 1967	2,500.00
1er novembre 1968	3,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $41,580, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $8,316 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçues et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Notre-Dame-de-Charny, comté Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Notre-Dame-de-Charny, comté Lévis.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF SAINT-LAMBERT
(County of Levis)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Bernard, secretary-treasurer, Saint-Lambert, county of Lévis, until 7.30 o'clock p.m. Monday November 30, 1953, for the purchase of an issue of $67,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Saint-Lambert (Lévis), dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% or more than 5% per annum, payable semi-annually on May and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $67,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
November 1st, 1954	x$8,000.00
November 1st, 1955	x 8,500.00
November 1st, 1956	x 9,000.00
November 1st, 1957	x 9,000.00
November 1st, 1958	x 9,500.00
November 1st, 1959	2,000.00
November 1st, 1960	2,000.00
November 1st, 1961	2,000.00
November 1st, 1962	2,000.00
November 1st, 1963	2,000.00
November 1st, 1964	2,500.00
November 1st, 1965	2,500.00
November 1st, 1966	2,500.00
November 1st, 1967	2,500.00
November 1st, 1968	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $41,580.00, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $8,316.00 each, from 1954 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Notre-Dame-de-Charny, Cty of Lévis.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Notre-Dame-de-Charny, Cty of Lévis.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles, qui sera tenue lundi, le 30 novembre 1953, à 7.30 heures p.m., à l'École Modèle, St-Lambert, comté Lévis.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Lambert, (Comté de Lévis), ce 3 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS BERNARD.

St-Lambert,
(Cté Lévis), P.Q. 36014-o

Province de Québec.

CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Dallaire, greffier, Hôtel de Ville, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 30 novembre 1953, pour l'achat de $39,500.00 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 15 octobre 1953 et remboursables par séries du 15 octobre 1954 au 15 octobre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement le 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $39,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1954	$1,500.00
15 octobre 1955	1,500.00
15 octobre 1956	1,500.00
15 octobre 1957	1,500.00
15 octobre 1958	1,500.00
15 octobre 1959	1,500.00
15 octobre 1960	1,500.00
15 octobre 1961	1,500.00
15 octobre 1962	2,000.00
15 octobre 1963	2,000.00
15 octobre 1964	2,000.00
15 octobre 1965	2,000.00
15 octobre 1966	2,000.00
15 octobre 1967	2,000.00
15 octobre 1968	2,500.00
15 octobre 1969	2,500.00
15 octobre 1970	2,500.00
15 octobre 1971	2,500.00
15 octobre 1972	2,500.00
15 octobre 1973	3,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autoriré du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, November 30, 1953, at 7.30 o'clock p.m., at the Model School, at Saint-Lambert, county of Lévis.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Lambert, (County of Lévis), this November, 3, 1953.

LOUIS BERNARD.
Secretary-Treasurer.

St-Lambert, (County of Lévis), P.Q. 36014

Province de Quebec

CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Dallaire clerk, City Hall, Granby, County of Shefford, until 8 o'clcok p.m., Monday, November 30, 1953, for the purchase of an issue of $39,500.00 of bonds of the City of Granby, County of Shefford, dated October 15, 1953 and redeemable serially from October, 15, 1954 to October 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum payable semi-annually on April and October 15, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or itmay vary according to maturities. The table of redemption i sas follows:

Table of redemption — 39,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 15, 1954	$1,500.00
October 15, 1955	1,500.00
October 15, 1956	1,500.00
October 15, 1957	1,500.00
October 15, 1958	1,500.00
October 15, 1959	1,500.00
October 15, 1960	1,500.00
October 15, 1961	1,500.00
October 15, 1962	2,000.00
October 15, 1963	2,000.00
October 15, 1964	2,000.00
October 15, 1965	2,000.00
October 15, 1966	2,000.00
October 15, 1967	2,000.00
October 15, 1968	2,500.00
October 15, 1969	2,500.00
October 15, 1970	2,500.00
October 15, 1971	2,500.00
October 15, 1972	2,500.00
October 15, 1973	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby, Cty Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Quebec, Montreal or at Granby, County Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 novembre 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Granby, comté Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 6 novembre 1953.

Le Greffier,
J.-A. DALLAIRE.

Hôtel de Ville, Granby,
(Schefford), P.Q. 36013-o

bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 30, 1953, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Granby, County Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County Shefford), this november 6, 1953.

J. A. DALLAIRE,
Clerk.

City Hall, Granby,
(Shefford,) P.Q. 36013

Province de Québec

CITÉ DE ST-LAMBERT
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, C F. Potter, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, St-Lambert, comté de Chambly, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 30 novembre 1953, pour l'achat de $86,000, d'obligations de la cité de St-Lambert, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux, non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $86,000.00 — 20 ans.

Hnnée	*Capital*
1er décembre 1954	$3,000.00
1er décembre 1955	3,000.00
1er décembre 1956	3,000.00
1er décembre 1957	3,000.00
1er décembre 1958	3,000.00
1er décembre 1959	3,000.00
1er décembre 1960	4,000.00
1er décembre 1961	4,000.00
1er décembre 1962	4,000.00
1er décembre 1963	4,000.00
1er décembre 1964	4,000.00
1er décembre 1965	4,500.00
1er décembre 1966	4,500.00
1er décembre 1967	4,500.00
1er décembre 1968	5,500.00
1er décembre 1969	5,500.00
1er décembre 1970	5,500.00
1er décembre 1971	5,500.00
1er décembre 1972	6,000.00
1er décembre 1973	6,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, Cté Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succurusales d'une banque à charte dans la province de Québec ou à la succursale d'une autre banque à charte à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout

Province of Quebec

CITY OF ST. LAMBERT
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds will be received by the undersigned C. F. Potter, Secretary-Treasurer, City Hall, St. Lambert, County of Chambly, until 8.30 o'clock P.M., Monday, November 30th, 1953, for the purchase of an issue of $86,000 of bonds, dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954, to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate nos less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate on interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturites. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $86,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1954	$3,000.00
December 1st, 1955	3,000.00
December 1st, 1956	3,000.00
December 1st, 1957	3,000.00
December 1st, 1958	3,000.00
December 1st, 1959	3,000.00
December 1st, 1960	4,000.00
December 1st, 1961	4,000.00
December 1st, 1962	4,000.00
December 1st, 1963	4,000.00
December 1st, 1964	4,000.00
December 1st, 1965	4,500.00
December 1st, 1966	4,500.00
December 1st, 1967	4,500.00
December 1st, 1968	5,500.00
December 1st, 1969	5,500.00
December 1st, 1970	5,500.00
December 1st, 1971	5,500.00
December 1st, 1972	6,000.00
December 1st, 1973	6,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds,,principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec or at the branch of another chartered bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole

ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil, qui sera tenue lundi, le 30 novembre 1953, à 8.30 heures p.m. à l'Hôtel de Ville, St-Lambert, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Lambert, (Comté de Chambly), ce 10 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
C. F. POTTER.

Hôtel de Ville, St-Lambert,
(Cté Chambly), P.Q. 36030-o

Province de Québec

VILLE DE SEPT-ILES
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Boissinot, secrétaire-trésorier, Ville de Sept-Iles, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures p. m., mercredi, le 2 décembre 1953, pour l'achat de $250,000.00 d'obligations de la ville de Sept-Iles, comté de Saguenay, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par série du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $250,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1954.....	$11,500.00
1er décembre 1955.....	12,000.00
1er décembre 1956.....	13,000.00
1er décembre 1957.....	13,500.00
1er décembre 1958.....	14,000.00
1er décembre 1959.....	14,500.00
1er décembre 1960.....	15,500.00
1er décembre 1961.....	16,000.00
1er décembre 1962.....	17,000.00
1er décembre 1963.....	18,000.00
1er décembre 1964.....	19,000.00
1er décembre 1965.....	20,000.00
1er décembre 1966.....	21,000.00
1er décembre 1967.....	22,000.00
1er décembre 1968.....	23,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Iles, comté Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte au Canada.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemdd will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 30th, 1953, at 8.30 o'clock P.M., at the City Hall, St. Lambert, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Lambert, (County of Chambly), this 10th of November, 1953.

The Secretary-Treasurer,
C. F. POTTER.

City Hall, St. Lambert,
(County of Chambly), P.Q. 36030-o

Province of Quebec

TOWN OF SEPT-ILES
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Boissinot, Secretary-Treasurer, Town of Sept-Iles, county of Saguenay, until 8 o'clock p. m., Wednesday, December 2, 1953, for the purchase of an issue of $250,000.00 of bonds of the town of Sept-Iles, county of Saguenay, dated December 1st, 1953, and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $250,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
December 1st, 1954.....	$11,500.00
December 1st, 1955.....	12,000.00
December 1st, 1956.....	13,000.00
December 1st, 1957.....	13,500.00
December 1st, 1958.....	14,000.00
December 1st, 1959.....	14,500.00
December 1st, 1960.....	15,500.00
December 1st, 1961.....	16,000.00
December 1st, 1962.....	17,000.00
December 1st, 1963.....	18,000.00
December 1st, 1964.....	19,000.00
December 1st, 1965.....	20,000.00
December 1st, 1966.....	21,000.00
December 1st, 1967.....	22,000.00
December 1st, 1968.....	23,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sept-Iles, county Saguenay.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in Canada.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue merdredi, le 2 décembre 1953, à 8 heures p.m., en la salle paroissiale, Ville de Sept-Iles, comté Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Sept-Iles, (Comté de Saguenay), ce 11 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BOISSINOT.

Ville de Sept-Iles,
(Comté Saguenay), P. Q. 36041-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday December 2, 1953, at 8 o'clock p.m., at the parochial Hall, Town of Sept-Iles, County of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of Sept-Iles (County of Saguenay) November 11, 1953.

J. A. BOISSINOT,
Secretary-Treasurer.

Town of Sept-Iles,
(County of Saguenay), P. Q. 36041

Province de Québec

VILLE DE PORT-ALFRED
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Willie Tremblay, assistant-greffier, Hôtel de Ville, Port-Afred, Cté Chicoutimi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 1er décembre 1953, pour l'achat de $215,000 d'obligations de la ville de Port-Alfred, comté de Chicoutimi, datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $215,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1954	$ 6,500.00
1er novembre 1955	6,500.00
1er novembre 1956	7,000.00
1er novembre 1957	7,000.00
1er novembre 1958	8,000.00
1er novembre 1959	8,000.00
1er novembre 1960	9,000.00
1er novembre 1961	9,000.00
1er novembre 1962	10,000.00
1er novembre 1973	10,000.00
1er novembre 1964	11,000.00
1er novembre 1965	11,000.00
1er novembre 1966	12,000.00
1er novembre 1967	12,000.00
1er novembre 1968	13,000.00
1er novembre 1969	13,000.00
1er novembre 1970	14,500.00
1er novembre 1971	14,500.00
1er novembre 1972	16,500.00
1er novembre 1973	16,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Alfred, Cté Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera

Province of Quebec

TOWN OF PORT ALFRED
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Willie Tremblay, Assistant Clerk, Town Hall, Port Alfred, County of Chicoutimi, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday December 1st, 1953, for the purchase of an issue of $215,000 of bonds of the Town of Port-Alfred, County of Chicoutimi, dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of recemption is as follows:

Table of redemption — $215,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1954	$ 6,500.00
November 1st, 1955	6,500.00
November 1st, 1956	7,000.00
November 1st, 1957	7,000.00
November 1st, 1958	8,000.00
November 1st, 1959	8,000.00
November 1st, 1960	9,000.00
November 1st, 1961	9,000.00
November 1st, 1962	10,000.00
November 1st, 1963	10,000.00
November 1st, 1964	11,000.00
November 1st, 1965	11,000.00
November 1st, 1966	12,000.00
November 1st, 1967	12,000.00
November 1st, 1968	13,000.00
November 1st, 1969	13,000.00
November 1st, 1970	14,500.00
November 1st, 1971	14,500.00
November 1st, 1972	16,500.00
November 1st, 1973	16,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Port Alfred, County of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the autority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption,

les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er décembre 1953, à 7.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Port-Alfred, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Alfred, (Comté de Chicoutimi), ce 11 novembre 1953.

L'assistant-greffier,
WILLIE TREMBLAY.

Hôtel de Ville, Port-Alfred,
(Cté Chicoutimi), P.Q. 36040-o

Province de Québec

CANTON TACHÉ
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Tremblay, secrétaire-trésorier, St-Nazaire, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 1er décembre 1953, pour l'achat de $18,000.00 d'obligations du canton Taché, comté de Chicoutimi, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $18,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1954	$1,000.00
1er décembre 1955	1,000.00
1er décembre 1956	1,000.00
1er décembre 1957	1,000.00
1er décembre 1958	1,000.00
1er décembre 1959	1,000.00
1er décembre 1960	1,000.00
1er décembre 1961	1,000.00
1er décembre 1962	1,000.00
1er décembre 1963	1,500.00
1er décembre 1964	1,500.00
1er décembre 1965	1,500.00
1er décembre 1966	1,500.00
1er décembre 1967	1,500.00
1er décembre 1968	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph d'Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serail number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, December 1st, 1953, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall, Port-Alfred, county of Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Port-Alfred, (County of Chicoutimi) November 11, 1953.

WILLIE TREMBLAY,
Assistant-clerk.

Town Hall, Port Alfred,
(County Chicoutimi) P.Q. 36040

Province of Quebec

TOWNSHIP OF TACHE
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Tremblay, secretary-treasurer, St-Nazaire, county of Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Tuesday December 1st, 1953, for the purchase of an issue of $18,000.00 of bonds of the Township of Tache, county of Chicoutimi, dated December, 1st, 1953, and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% or more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Redemption Table — $18,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
December 1st, 1954	$1,000.00
December 1st, 1955	1,000.00
December 1st, 1956	1,000.00
December 1st, 1957	1,000.00
December 1st, 1958	1,000.00
December 1st, 1959	1,000.00
December 1st, 1960	1,000.00
December 1st, 1961	1,000.00
December 1st, 1962	1,000.00
December 1st, 1963	1,500.00
December 1st, 1964	1,500.00
December 1st, 1965	1,500.00
December 1st, 1966	1,500.00
December 1st, 1967	1,500.00
December 1st, 1968	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at St. Joseph d'Alma.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er décembre 1953, à 8 heures p.m., en la salle publique de St-Nazaire, comté Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Nazaire, (comté de Chicoutimi), ce 11 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. TREMBLAY.

St-Nazaire,
(comté Chicoutimi), P.Q. 36042-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delevery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 1st, 1953, at 8 o'clock p.m., in the public hall of St. Nazaire, county Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Nazaire, (county of Chicoutimi), this November 11th, 1953.

J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

St. Nazaire, (county Chicoutimi) P.Q. 36042

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE WOTTONVILLE
(Comté de Wolfe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Boucher, N.P., secrétaire-trésorier, Wottonville, comté Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 2 décembre 1953, pour l'achat de $78,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Wottonville, comté Wolfe, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $78,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1954	x$20,000.00
1er décembre 1955	x 21,500.00
1er décembre 1956	1,500.00
1er décembre 1957	1,500.00
1er décembre 1958	1,500.00
1er décembre 1959	1,500..0
1er décembre 1960	1,500.00
1er décembre 1961	1,500.00
1er décembre 1962	1,500.00
1er décembre 1963	2,000.00
1er décembre 1964	2,000.00
1er décembre 1965	2,000.00
1er décembre 1966	2,000.00
1er décembre 1967	2,000.00
1er décembre 1968	2,500.00
1er décembre 1969	2,500.00
1er décembre 1970	2,500.00
1er décembre 9171	3,000.00
1er décembre 1972	3,000.00
1er décembre 1973	3,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $41,991, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $20,995.50 chacun, en 1954 et en 1955, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Wottonville, comté Wolfe.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF WOTTONVILLE
(County of Wolfe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders forb onds" will be received by the undersigned René Boucher, N.P., Secretary-Treasurer, Wottonville, County of Wolfe, until 8 o'clock p.m., Wednesday, December 2nd, 1953, for the purchase of an issue of $78,500.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Wottonville, Co. Wolfe, dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $78,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1954	x$20,000.00
December 1st, 1955	x 21,500.00
December 1st, 1956	1,500.00
December 1st, 1957	1,500.00
December 1st, 1958	1,500.00
Decemberl st, 1959	1,500.00
December 1st, 1960	1,500.00
December 1st, 1961	1,500.00
December 1st, 1962	1,500.00
December 1st, 1963	2,000.00
December 1st, 1964	2,000.00
December 1st, 1965	2,000.00
December 1st, 1966	2,000.00
December 1st, 1967	2,000.00
December 1st, 1968	2,500.00
December 1st, 1969	2,500.00
December 1st, 1970	2,500.00
December 1st, 1971	3,000.00
December 1st, 1972	3,000.00
December 1st, 1973	3,000.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of $41,991, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $20,999.50 each, in 1954 and in 1955, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Wottonville, county Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Asbestos ou à Wottonville, comté Wolfe.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 2 décembre 1953, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, Wottonville, Cté Wolfe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Wottonville, (comté de Wolfe), ce 11 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BOUCHER, N.P.

Wottonville,
(Comté Wolfe) P.Q. 36043-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Asbestos or Wottonville, county Wolfe.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, December 2nd, 1953, at 8 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, Wottonville, County Wolfe.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Wottonville, (County of Wolfe), this 11th of November, 1953.

The Secretary-Treasurer,
RENÉ BOUCHER, N.P.

Wottonville,
(County Wolfe), P.Q. 36043-o

Province de Québed

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Rocheleau, secrétaire-trésorier, Cap-de-la-Madeleine, Cté Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 1er décembre 1953, pour l'achat de $156,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, Cté Champlain, datées du 1er novembre 1953 et remboursables par séries du 1er novembre 1954 au 1er novembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $156,000 — 20 ans

Année	*Capitel*
1er novembre 1954	$ 2,000.00
1er novembre 1955	x 18,000.00
1er novembre 1956	x 19,000.00
1er novembre 1957	x 20,000.00
1er novembre 1958	x 21,000.00
1er novembre 1959	5,000.00
1er novembre 1960	5,000.00
1er novembre 1961	5,000.00
1er novembre 1962	5,000.00
1er novembre 1963	5,000.00
1er novembre 1964	5,000.00
1er novembre 1965	6,000.00
1er novembre 1966	6,000.00
1er novembre 1967	5,000.00
1er novembre 1968	5,000.00
1er novembre 1969	5,000.00
1er novembre 1970	5,000.00
1er novembre 1971	5,000.00
1er novembre 1972	5,000.00
1er novembre 1973	4,000.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Rocheleau, Secretary-Treasurer, Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain, until 8 o'clock p.m., Tuesday, December 1st, 1953, for the purchase of an issue of $156,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain, dated November 1st, 1953 and redeemable serially from November 1st, 1954 to November 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $156,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1954	$ 2,000.00
November 1st, 1955	x 18,000.00
November 1st, 1956	x 19,000.00
November 1st, 1957	x 20,000..0
November 1st, 1958	x 21,000.00
November 1st, 1959	5,000.00
November 1st, 1960	5,000.00
November 1st, 1961	5,000.00
November 1st, 1962	5,000.00
November 1st, 1963	5,000.00
November 1st, 1964	5,000.00
November 1st, 1965	6,000.00
November 1st, 1966	6,000.00
November 1st, 1967	5,000.00
November 1st, 1968	5,000.00
November 1st, 1969	5,000.00
November 1st, 1970	5,000.00
November 1st, 1971	5,000.00
November 1st, 1972	5,000.00
November 1st, 1973	4,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $64,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $16,000 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières ou au Cap-del-a-Madeleine.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 1er décembre 1953, à 8 heures p. m., au bureau desdits commissaires d'écoles, à 80 rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, Cté Champlain.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain), ce 11 novembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL ROCHELEAU.

Cap-de-la-Madeleine,
(Cté Champlain), P.Q. 36039-o

The letters x indicate the years during which annual payments of a total of $64,000 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $16,000 each, from 1955 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure à Montreal, Quebec, Trois-Rivières or at Cap-de-la-Madeleine.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds ot the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, December 1st, 1953, at 8 o'clock p.m., at the office of the said School Commissioners, at 80 Dorval Street, Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, (County of Champlain) November 11, 1953.

RAOUL ROCHELEAU,
Secretary-Treasurer.

Cap-de-la-Madeleine,
(County of Champlain), P.Q. 36039

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 18 novembre 1953, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 6 octobre 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du service des Postes & Bagages,
35714-41-6-o J. E. TWEEDY.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of November 1952, and still remaining unclaimed in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, November 18th, 1953, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, October 6th, 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
J E. TWEEDY,
35714-41-6-o Manager, Mail and baggage trafic.

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (En matière de faillite) N° 484 in re: Édouard Ménard, homme de service de Rawdon, district de Joliette, débiteur.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice de Rawdon, district de Joliette, sera vendu, par encan public,

Sales — Bakrupcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court (sitting in Bankruptcy) No. 484 In re: Edouard Ménard, service man, of Rawdon, district of Joliette, debtor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRD day of DECEMBER 1953, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint-Patrice de Rawdon, district of Joliette, shall be sold, by public auction, to the

au plus haut et dernier enchérisseur, l'immeuble suivant cédé par le débiteur, en cette cause, savoir:

"Un morceau de terre de forme irrégulière situé dans la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro vingt A (Ptie 20A) du cinquième rang du canton de Rawdon, d'après le cadastre dudit canton; lequel morceau de terre mesurant deux cent dix pieds (210′) de largeur à son bout nord-ouest, deux cent pieds, (200′) à son bout sud-est et une longueur régulière de huit cent vingt-pieds (820′), le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées et borné comme suit: en front au nord-ouest par le chemin public, d'un côté au sud-ouest par William Barrie, en arrière par Trevor Kirkwood et de l'autre côté par la propriété de James Molynaux; avec toutes les servitudes actives et passives pouvant être attachées audit immeuble."

Il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, sur chaque offre ou enchère, un dépôt représentant 10% de la dite offre ou enchère;

L'acquéreur devra prendre l'immeuble dans l'état où il est présentement, sans aucune garantie, sauf celles des faits personnels du syndic.

Cette vente faite d'après les articles 55 et suivants de la Loi de Faillite équivaut à une vente faite par le Shérif.

Le Syndic-autorisé,
PAUL JOLICOEUR.

Joliette, 27 octobre 1953.

197 Saint-Charles Borromée Nord, 35907-44-2-o

Canada, Province de Québec, District de St-François-Bedford, Cour Superieur en Matière de faillite. N° 1334. In re: Paul Émile Charpentier, faillite et Philippe A. Jolin, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite) district de St-François-Bedford, en date du 9 novembre 1953, sera vendu par encan public avec l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Dunham, le MARDI le VINGT-UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi l'immeuble ci-après désigné.

"Certain terrains sis et situés dans le canton de Dunham, actuellement connu comme étant les lots N° cent quarante-quatre A (144A), cent quarante-neuf (149) cent cinquante et un (151) cent cinquante-deux (152) et deux cent quarante-quatre (244) du plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Dunham, contenant 200 âcres de terre en superficie, plus ou moins, avec toutes bâtisses dessus construites, et les droits, circonstances et dépendances y appartenant".

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser à Philippe A. Jolin, syndic, 16, rue Centre. Granby.

LIZOTTE, MARCHESSAULT & VILLENEUVE,
Procureurs du Syndic.

36047-46-2-o

"A piece of land of irregular shape situate in the parish of Saint-Patrice de Rawdon, known and designated as forming part of land lot number twenty A (Pt. 20A) of the fifth range of the township of Rawdon, according to the cadastre of said township; the said piece of land measuring two hundred and ten feet (210′) in width at its north-weest extremity, two hundred feet (200′) at its south-west extremity and a regular length of eight hundred and twenty feet (820′), the whole in English measure and more or less, with buildings erected thereon and bounded as follows: to the front, northwesterly, by the public highway, on one side southwesterly, by William Barrie, in the rear by Trevor Kirkwood, and on the other side by the property of James Molynaux; with all servitudes both active and passive which may be attached to said property."

There shall be exacted from each and every bidder on each and every bid, a deposit representing 10% of the said bid;

The purchaser shall take the property as it stands presently, without any guarantee, save those made by the trustee personally.

The sale carried out in accordance with Sec-55 and following of the Bankruptcy Act, is equivalent to a sale by Sheriff.

PAUL JOLICOEUR,
Authorized-Trustee.

Joliette, October 27, 1953.

197 Saint-Charles Borromée North. 35907-44-o

Canada, Province of Quebec, District of St-Francis-Bedford, Superior Court in Bankruptcy No. 1334. In re: Paul Emile Charpentier Bankrupt and Philippe A. Jolin Trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in Bankruptcy, district of St-Francis-Bedford, rendered under date of November the 9th 1953, will be sold by public auction, with the effect of a shiriff's sale, at the door of the parish church of Dunham, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereinafter designed:

"Certain land situated in the township of Dunham, actually known under the numbers one hundred forty-four A (144A), one hundred forty-nine (149), one hundred fifty-one (151), one hundred fifty-two (152) and two hundred forty-four (244) at the official plan and book of reference of the said Township of Dunham, containing two hundred acres, more or less, with buildings thereon erected, rights, circumstances and depandencies."

For conditions of sale and other information, apply to Philippe A. Jolin, trustee, 16 rue Centre, Granby.

LIZOTTE, MARCHESSAULT & VILLENEUVE,
Attorneys for trustee.

36047-46-2-o

Ventes pour taxes

Province de Québec
VILLE DE POINTE-CLAIRE

Avis public est par les présentes donné, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-

Sales for Taxes

Province of Quebec
TOWN OF POINTE CLAIRE

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Town Hall, Town

midi, (heure normale), le MARDI, PREMIER DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-trois, (1er décembre 1953), en la Salle de l'Hôtel de Ville, Pointe-Claire, P. Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente au Bureau du Secrétaire-Trésorier de la Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, P. Q.

of Pointe Claire, on TUESDAY, DECEMBER FIRST, nineteen hundred and fifty-three (December 1st, 1953), at TEN o'clock in the morning (Standard Time), for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the Office of the Secretary-Treasurer of the Town, 293 Lakeshore Road, Pointe Claire, P. Q.

Cadastre de la Paroisse de Pointe-Claire — Cadastre of the Parish of Pointe Claire

Noms des Propriétaires — Names of Proprietors	Nos. de Cadastre — Cadastre Numbers	Taxes totales & intérêts — Total taxes & Interests
1. Ewing, S.W. & G. B.,	50-11	$ 22.28
do	"-12	456.34
2. Ewing, Gordon B.,	"-10	509.20
Ewing, S. W. & G. B.,	"-185	276.24
do	"-186	179.57
do	"-187	461.00

Donné en la ville de Pointe-Claire, P. Q., ce 30ième jour d'octobre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) R. LABROSSE,

35959-45-2-o

Given at the town of Pointe Claire, P. Q., this 30th day of October 1953.

(Signed) R. LABROSSE,
Secretary-Treasurer.

35959-45-2-o

Province de Québec

CITÉ DE ST. LAMBERT

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Clarence F. Potter, secrétaire-trésorier, de la cité de St-Lambert, comté de Chambly, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la cité de St-Lambert, à l'Hôtel de Ville, au lieu ordinaire des séances de ce conseil, LUNDI, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures du matin (H.N.) pour le montant des taxes municipales et scolaires dues sur iceux avec les frais, à moins que lesdites taxes et frais ne soient payés avant le moment de la vente.

Province of Quebec

CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given by the undersigned, Clarence F. Potter, Secretary-Treasurer of the City of St. Lambert, County of Chambly, that the immoveables hereinafter described, will be sold by Public Auction in the City of St. Lambert, in the City Hall, at the ordinary place of sittings of this Council, MONDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, nineteen hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the morning (E.S.T.) for the amount of the Municipal and School taxes due thereon together with costs, unless the same be paid with costs before the sale:

Nom — Name	Location	Cadastre	Subdivision	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Barbeau, Camille	357 Ave. Oak.	162	1632-1633 N.W. ½-1634	$326.47	$ 63.20	$389.67
Description: La partie Nord-Ouest moitié du lot N° 162-1634 mesurant douze pieds et demi de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur et borné en front par l'Avenue Oak, a l'arrière par le lot N° 162-1615 et sur un côté par le lot N° 162-1633 et sur l'autre côté par le résidu dudit lot N° 162-1634.			*Description:* The North-West half of lot No. 162-1634, measuring twelve and one half feet in width by eighty-five feet in depth, bounded in front by Oak Avenue, in rear by 162-1615 and on one side by lot No. 162-1633 amd on the other side by the residue of lot No. 162-1634.			
Carter, Philip L.	345 Mercille A	162	S.E. ½-85	324.49	285.53	610.02
Description: La partie sud-est moitié du lot N° 162-85, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds et quinze pouces de profondeur, et borné au front par l'Avenue Mercille, en arrière par le lot N° 162-84 et sur un côté par le lot N° 162-87 et sur l'autre côté par le résidu dudit lot N° 162-85.			*Description:* The South-East half of lot No. 162-85, measuring twenty-five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, bounded in front by Mercille Ave., in rear by lot No. 162-84, and on one side by lot No. 162-87 and on the other side by the residue of lot No. 162-85.			
Chaput, Marcel	235 Union Blv.	260	S.E. pt. 182-183	559.69	129.39	689.08
Description: La partie sud-est partie du lot N° 260-182, mesurant trente pieds de largeur par cent trois pieds de profondeur, et borné au front par le Blvd. Union, à l'arrière par le lot N° 260-200, sur un côté par le lot N° 260-183 et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 260-182 avec les bâtisses érigées.			*Description:* The South East part of lot No. 260-182, measuring thirty feet in width by one hundred and three feet in depth and bounded in front by Union Blvd., in rear by lot No. 260-200, on one side by lot No. 260-183 and on the other side by the residue of lot No. 260-182, with building thereon.			

Nom — Names	Location	Cadastre	Subdivision	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Dubreuil, Mme G.	111 Logan St.	162	2593	524.25	39.25	563.50
Est. Marson, S.C.	Bolton Ave.	264	153	60.99	4.51	65.50$
Falle, G. L.	327 Riverside Drive	164	3			
		165	2	374.62	95.58	470.20
Hutchins, Mrs. F. F.	Gavendish Ave	273	381-382	40.71	75.31	116.02
Martin, A. B.	435 Green St.	161	S.W. pt. 1594a 1595a	339.44	282.42	621.86

Description: La partie sud-ouest partie du lot N° 161-1594a, mesurant treize pieds de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur et borné au front par la rue Green, à l'arrière par le lot N° 161-1617, et sur un côté par le lot N° 161-1595a et de l'autre côté par le lot N° 161-1594a, avec les édifices érigés.

Description: The South-West part of lot No. 161-1594a, measuring thirteen feet in width by Ninety-eight feet in depth and bounded in front by Green Street in rear by lot No. 161-1617, and on one side by lot No. 161-1595a and on the other side by the residue of lot No. 161-1594a, with building thereon.

Miller, M. McG.	393 Mercille A.	162	Pt. 2590	302.90	169.09	471.99

Description: La partie sud-est partie du lot N° 162-2590 mesurant quarante-huit pieds et demi de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, et borné au front par l'avenue Mercille, à l'arrière par le lot N° 162-2588 et sur un côté par le lot N° 162-2589 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 162-2590.

Description: The South-East part of lot No. 162-2590, measuring forty-eight and one half feet in width by seventy-five feet in depth, and bounded in front by Mercille Avenue, in rear by lot No. 162-2588 and on one side by lot No. 162-2589 and on the other side by the residue of lot No. 162-2590.

McCuaig, L. A.	306 Putney A.	161	355-356	356.19	361.96	718.15
Prefontaine, J. N.	Rivermere Rd.	262	85	173.61	21.12	194.73
Robinson, A. M.	Cadillac Ave.	161	2179-2180	50.15	68.62	118.77
Stephenson, C. L.	336 Birch Ave.	162	1330-1331	510.68	410.47	921.15
Veilleux, Marcel	365 Putney A.	161	1020-1021 NE. pt. 1022	351.81	148.21	500.02

Description: La partie nord-est, partie du lot N° 161-1022 mesurant quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, et borné au front par l'Avenue Putney, à l'arrière par le lot N° 161-372, et sur un côté par le lot N° 161-1021 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 161-1022.

Description: The North-East part of lot No. 161-1022, measuring four feet in width by ninety- four feet in depth, and bounded in front by Putney Avenue, in rear by lot No. 161-372, and on one side by lot No. 161-1021 and on the other side by the residue of lot No. 161-1022.

Walker, G. D.	Dominion Bl.	273	356	20.96	28.60	49.56
Walker, W.	527 Logan St.	161	423-424-425	508.52	97.33	605.85
Zenchik, Peter	50 Macaulay ave	261	70-71-NW pt. 72	504.09	94.09	598.18

Description: La partie nord-ouest, partie du lot N° 361-72 mesurant dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et borné au front par l'Avenue Macauly, à l'arrière par une ruelle commune portant le N° 261-80, sur un côté par le lot N° 162-71 et de l'autre côté par le résidu du lot N° 162-72, avec bâtisse.

Description: The North-West part of lot No. 261-72, measuring ten feet in width by one hundred feet in depth and bounded in front by Macaulay Avenue, in rear by a common lane bearing No. 261-80 on one side by lot No. 162-71 and on the other side by the residue of lot No. 162-72 with building thereon.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, et situés dans la cité de St-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, le deuxième jour de novembre mil neuf cent cinquante-trois.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
35977-45-2-0 C. F. POTTER.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this Second day of November, nineteen fifty-three.

(Seal) C. F. POTTER,
35977-45-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 8626. { RAYMOND LAROCHE, conducteur d'autobus d'Asbestos, demandeur vs HENRI MORIN, cultivateur, Ste-Victoire, comté d'Arthabaska, défendeur.

"Une terre étant le numéro deux et la partie sud-ouest du lot numéro trois du rang A du

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 8626. { RAYMOND LAROCHE, bus driver, of Asbestos, Plaintiff, vs HENRI MORIN, farmer, Ste-Victoire, County of Arthabaska, Defendant.

"A farm being number two and the south-west part of lot number three, Range A, of the

canton d'Arthabaska, contenant sept arpents de largeur, plus ou moins, sur la profondeur des lots, ou cent quatorze acres et demi de superficie, connue et désignée au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Ste-Victoire, sous les numéros quarante-trois (43), quarante-quatre, (44) et quarante-cinq, (45), prenant d'un bout, au sud-est, à la rivière Nicolet, de l'autre bout, au nord-ouest, au premier rang ou à Gédéon Perron, du côté nord-est à Alfred Blanchette et du côté sud-ouest à Edgar Provencher, avec deux maisons, grange, et autre bâtisses dessus construites; *à distraire* les servitudes consenties en faveur de Shawinigan Water & Power Company, suivant actes enrégistrés sous les numéros 90505 & 97130, et *à distraire* aussi, la partie vendue au Ministère Provincial de la Voirie pour le redressement de la route N° 20."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Victoire, comté d'Arthabaska le VINGT-SIX NOVEMBRE 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 21 octobre 1953. 35843-43-2-o

township of Arthabaska, containing seven arpents in width, more or less, by the depth of the lots, or an area of one hundred and fourteen acres and a half, known and designated in the official cadastre of said part of the township of Arthabaska forming the parish of Ste-Victoire, under numbers forty-three (43), forty-four (44), and forty-five (45), commencing at one end, southeasterly, at River Nicolet, at the other end, northwesterly, at Range one or Gédéon Perron, northeasterly at Alfred Blanchette's, and southwesterly at Edgar Provencher's, with two houses, barn and other buildings erected thereon; *to be deducted*, the servitudes granted to the Shawinigan Water & Power Company according to deeds registered under numbers 90505 & 97130, and to be deducted also, that part sold to the Provincial Department of Roads for the straightening of route No. 20."

To be sold at the parochial church door of Ste-Victoire, county of Arthabaska, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER 1953 at TWO o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this October 21st, 1953. 35843-43-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 5003. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur; vs JEAN DURANLEAU, R.R. 2 Eastman, Co. Brome, défendeur.

"Une propriété de ferme, connue au cadastre officiel pour le Canton de Bolton, comme étant les lots numéros onze cent soixante-douze et onze-cent soixante-quatorze (1172-1174) contenant cent huit acres plus ou moins en superficie.

Avec les bâtisses et amélioration dessus".

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de St-Édouard-de-Eastman, MERCREDI le SEIZE (16) DÉCEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, 9 nov. 1953. 36021-46-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 338253. { BERLET FRUIT INC., un corps politique et incorporé, dûment constituée en corporation, ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs ROLAND CABANA, de la cité de Granby, district de Bedford, province de Québec, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement sis et situé en la Cité de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le Canton maintenant Cité de Granby, comme étant la subdivision officielle numéro deux, du lot originaire numéro six cent dix (610-2) avec les bâtisses dessus construites et les dépendances appartenant."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique Ste-Famille-de-Granby, comté de Shefford, JEUDI le DIX-SEPT (17) DÉCEMBRE, 1953, à DIX heures de l'avant midi.

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.
Bureau du Shérif,
Sreetsburg, 9 nov. 1953. 36020-46-2

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 5003. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head-office at Quebec, plaintiff, vs JEAN DURANLEAU, R.R. 2 Eastman, Co. Brome, defendant.

"A farm property, known in the official cadastre for the township of Bolton, as being lots eleven hundred and seventy-two and eleven hundred and seventy-four (1172-1174) containing one hundred and eight acres, more or less, in superficial area.

With the buildings and improvement thereon".

To be sold at the door of the Catholic Church of St-Edouard-de-Eastman, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, November 9, 1953. 36021-46-2

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 338253 { BERLET FRUIT INC., a body corporate and politic, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs ROLAND CABANA of the city of Granby, in the District of Bedford, Province of Quebec, Defendant.

As belonging to the Defendant:

"An emplacement situate in the City of Granby, known and designated in the official plan and book of reference of the cadastre for the township, now City of Granby, as being official subdivision two, of original lot number six hundred and ten (610-2) with buildings erected thereon and dependencies belonging thereto."

To be sold at the Catholic church door of Ste-Famille-de-Granby, county of Shefford,, THURSDAY, the SEVENTEENTH (17) day of DECEMBER, 1953, at TEN o'clock of the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Nov. 9, 1953. 36020-46-2

GASPÉ

District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 14252. { JAMES GORDON RUSSELL de Cap-Chat, district de Gaspé contre ADJUTOR VALLEE, de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé.

1° Une terre consistant dans les lots vingt-cinq-A, (25-A), et vingt-cinq-B (25-B) au cadastre officiel du premier rang, canton Tourelle, à distraire une largeur d'un arpent, propriété de Raoul Vallée, sur toute la longueur est, des dits lots 25-a et 25-b, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre consistant dans les lots vingt-huit-A (28-A) et vingt-sept-B (27-B) à distraire de 28-A la propriété d'Antoine Brisebois au nord du boulevard Perron et de 27-b, la propriété de la Couronne occupée par Charles Vallée, d'une largeur d'un arpent plus ou moins, sur toute la longueur est, du dit lot 27-b, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances:

3° Les impenses, défrichements, améliorations et droits de préemption sur le lot numéro trente-six (36) du deuxième rang, canton Tourelle.

Pour être vendues, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Joachim-de-Tourelle, comté de Gaspé, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q. le 4 novembre 1953. 36022-46-2-o

GASPÉ

District of Rimouski

Superior Court, No. 14252. { JAMES GORDON RUSSELL of Cap-Chat, district of Gaspé, vs ADJUTOR VALLEE, of Ste-Anne-des-Monts, County of Gaspé.

1. A farm consisting of lots twenty-five-A (25-A) twenty-five-B (25-B) of the official cadastre of Rang one, Township of Tourelle, to be distracted, the width of one arpent, property of Raoul Vallée, by the easterly length, of said lots 25-A and 25-B, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A farm consisting of lots twenty-eight-A (28-A) and twenty-seven-B (27-B) to be distracted from 28-A, the property of Antoine Brisebois, north of Boulevard Perron and from 27-B, the property of the Crown, occupied by Charles Vallée, on a width of one arpent, more or less, by the easterly length, of said lot 27-B, with building erected thereon, circumstances and dependencies.

3. The upkeep, clearing, improvements and pre-emption rights on lot number thirty-six (36) of Range two, Township of Tourelle.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Joachim-de-Tourelle, County of Gaspé, the EIGHTEENTH day of DECEMBER 1953, at TEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., November 4, 1953. 36022-46-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 316645. { J. A. JULIEN, demandeur; vs HECTOR CHARTRAND, défendeur.

"Un emplacement composé de lots de terre portant les numéros de subdivision treize et quatorze du lot originaire numéro deux cent trente-six (236-13 et 14) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, avec bâtisses portant le numéro civique 597 Blvd. Gouin est.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIX NOVEMBRE 1953, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 21 octobre 1953. 35836-43-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 316645. { J. A. JULIEN, plaintiff, vs HECTOR CHARTRAND, defendant.

An emplacement composed of lots of land bearing subdivision numbers thirteen and fourteen of original lot number two hundred and thirty-six (236-13 and 14) on the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, with buildings bearing civic number 597 Blvd. Gouin East.

To be sold at my office, in the City of Montreal, NOVEMBER TWENTY-SIXTH, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 21, 1953. 35836-43-

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 1883. { LORENZO ROUSSEAU, commerçant, domicilié et résidant en la ville de Nicolet, district de Nicolet, demandeur vs HENRI HORION et GEORGES HORION, tous deux résidant à Grand St-Esprit, district de Nicolet, défendeurs, re: HENRI HORION.

Une terre située en la paroisse de Ste-Monique, dans le rang du Grand St-Esprit, de la contenance de trois arpents de largeur sur environ dix-sept arpents de profondeur et connue et désignée comme étant la moitié latérale et longitudinale nord du lot numéro cent-vingt (N. N° 120) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Monique, avec toutes les bâ-

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 1883. { LORENZO ROUSSEAU, dealer, domiciled and residing in the town of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, vs HENRI HORION and GEORGES HORION, both residing at Grand St-Esprit, district of Nicolet, defendants, re: HENRI HORION.

A farm situate in the parish of Ste-Monique in the Grand St-Esprit Range, containing three arpents in width by about seventeen arpents in depth and known and designated as being the northern lateral and longitudinal half of lot number one hundred and twenty (N. No. 120) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Monique, with all the build-

isses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE (1953) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 10 novembre 1953. 36049-46-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 1883. { LORENZO ROUSSEAU, commerçant domicilié et résidant en la ville de Nicolet,

district de Nicolet, demandeur vs HENRI HORION et GEORGES HORION, tous deux résidant à Grand St-Esprit, district de Nicolet, défendeurs. Re: GEORGES HORION.

Un lot de terre faisant partie du lot N° cinquante-trois (53) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique, cette partie étant un arpent latéral et longitudinal sud du dit lot N° cinquante-trois (53);

Un lot de terre étant le N° cinquante-quatre (54) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique;

Un lot numéro cinquante-cinq (55) du cadastre officiel, du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique;

Un lot de terre étant la juste moitié latérale et longitudinale nord du lot N° cinquante-six (56) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique;

Le tout avec toutes les maison, granges, autres bâtisses et dépendances érigées sur lesdit lots, lesdits lots formant un seul et même immeuble et une seule et même exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE (1953) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 10 novembre 1953. 36048-46-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 70,051. { LUCIEN VALLIERES, cultivateur, domicilié à St-Henri, comté de Lévis

P.Q.; contre ROSAIRE BOLDUC, ci-devant domicilié à St-Rédempteur, comté de Lévis, et aujourd'hui à 1 rue Boucher, St-Télesphore comté de Lévis, à savoir:

1° Partie du lot N° 63 (soixante-trois) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, étant un terrain sis et situé en la paroisse de St-Henri, premier rang nord-est de la rivière Etchemin, mesurant environ deux arpents de profondeur sur un arpent et demi de front, plus ou moins, tenant d'un bout au nord-est de la ligne du Québec Central, à l'autre bout au chemin macadamisé, au sud à J. Henri Dumont et au nord au terrain ci-après décrit.

2° Partie du lot N° 60 (soixante) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, étant un morceau de terrain situé en la paroisse de St-Henri, à l'est du chemin macadamisé, mesurant trois arpents de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin macadamisé à aller au terrain du Québec Central, borné à l'est au chemin de fer Québec Central,

ngs thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Ste-Monique, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, (1953) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, November 10, 1953. 36049-46-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 1883. { LORENZO ROUSSEAU, dealer, domiciled and residing in the town of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, vs HENRI HORION and GEORGES HORION, both residing at Grand St-Esprit, district of Nicolet, defendants, re: GEORGES HORION.

A lot of land forming part of lot No. fifty-three (53) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique, this part being a southern lateral and longitudinal arpent of the said lot No. fifty-three (53);

A lot of land being No. fifty-four (54) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique;

A lot number fifty-five (55) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique;

A lot of land being the exact northern lateral and longitudinal half of lot No. fifty-six (56) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique;

The whole, with houses, barns, other buildings and dependencies erected upon the said lots, the said lots forming a one and only immoveable and a one and only estate.

To be sold at the parochial church door of Ste-Monique, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, (1953) at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, November, 10, 1953. 36048-46-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 70,051. { LUCIEN VALLIERES, farmer, residing at St-Henri, county of Levis, P.Q.;

vs ROSAIRE BOLDUC, formerly residing at St-Rédempteur, county of Levis, and to-day at 1 Boucher Street, St-Telesphore, county of Levis, to wit:

1. Part of Lot No. 63 (sixty-three) of the official cadastre of the parish of St-Henri, county of Levis, being a piece of land situate in the parish of St-Henri, Range one, north-east of the Etchemin River, measuring about two arpents in depth and one arpent and a half in frontage, more or less, bounded at one extremity by the north-east line of the Quebec Central, and at the other extremity by the macadamized road, to the south by J. Henri Dumont and to the north, by the land hereinafter described.

2. Part of Lot No. 60 (sixty), of the official cadastre of the parish of St-Henri, county of Levis, being a piece of land situate in the parish of St-Henri, east of the macadamised road, measuring three arpents in width by the depth that may exist between the macadamized road and the land of the Quebec Central, bounded to the east by the Quebec Central Railway, to the

à l'ouest au chemin macadamisé, au sud à Ferdinant Turgeon et au nord au terrain en troisième lieu décrit.

3° Partie du lot N° 58 (cinquante-huit) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, étant un morceau de terre situé à St-Henri, mesurant au nord un arpent et demi de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin macadamisé à aller au terrain du chemin de fer Québec Central, borné au sud au terrain en deuxième lieu décrit, au nord à Joseph Bégin ou représentant, à l'est au chemin de fer Québec Central, à l'ouest au chemin macadamisé.

4° Partie sud-est du lot N° 58 (cinquante-huit) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, étant un morceau de terre de forme irrégulière, situé à l'est de la ligne du Québec Central, mesurant trois arpents de largeur, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a à partir de ladite ligne du Québec Central à aller vers l'est à un terrain communément appelé "plée", borné vers l'ouest à ladite ligne du Québec Central, vers l'est à la "plée", d'un côté au sud de l'immeuble en cinquième lieu décrit et partie à la "plée" et de l'autre côté au nord à Alfred Tardif ou représentants.

5° Partie nord-est du lot N° 60 (soixante) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, étant un morceau de terre contigu, côté sud, de l'immeuble en quatrième lieu décrit, et également situé à l'est de la ligne du Québec Central, en ladite paroisse de St-Henri, mesurant un arpent et demi de largeur, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il y a à partir de ladite ligne du Québec Central à aller, vers l'est, à la "plée" borné vers l'ouest à ladite ligne du chemin de fer, vers l'est à la "plée", d'un côté au sud à Henri Dumont, et de l'autre côté au nord à l'immeuble en quatrième lieu décrit.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives et avec et sujet aux droits et engagements, en autant qu'il peuvent encore exister, résultant d'un acte de conventions intervenu entre Hilaire Allen et Joseph Bégin pour travaux de fossés entre les lots 58 et 56 passé devant Mtre L.-O. Audet, notaire, le 25 octobre 1919, enregistré à Lévis, sous le N° 59,186.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri, comté de Lévis, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 11 novembre 1953. 36050-46-2-o

[Première insertion: 14 novembre 1953]
[Deuxième insertion: 28 novembre 1953]

3. Part of Lot No. 58 (fifty-eight) of the official cadastre of the parish of St-Henri, county of Lewis being a piece of land situate in St-Henri, measuring northerly, one arpent and a half in width by the depth which may exist between the madacamized road and the land of the Quebec Central Railway, bounded to the south by the land described in paragraph 2, to the north by Joseph Begin or his representative, to the east by the Quebec Central Railway, to the west by the macadamized road.

4. South-east part of Lot No. 58 (fifty-eight) of the official cadastre of the parish of St-Henri, county of Levis, being a piece of land of irregular shape, situate east of the Quebec Central line, measuring three arpents in width, more or less, by the whole depth which exists between the said Quebec Central line, eastwards, and a piece of land commonly called "plée", bounded to the west by the said Quebec Central line, eastward by the land "plée" on one side south of the immoveable property described in paragraph 5 and part by "plée", and on the other side, northwards, by Alfred Tardif, or his representatives.

5. North-east part of Lot No. 60 (sixty) of the official cadastre of the parish of St-Henri, county of Levis, being a piece of land adjacent south, of the immoveable property described in paragraph 4, and equally situated to the east of the Quebec Central line, in the said parish of St-Henri, measuring one arpent and a half in width, more or less, by all the depth which exists between the said Quebec Central line, eastwards, and "plée", bounded to the west by the said railway line, eastwards by "plée", on one side southwards, by Henri Dumont, and on the other side, northwards, by the immoveable property described in paragraph 4.

The whole with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, active and passive servitudes with and subject to the rights and engagements, inasmuch as they may still exist, resulting from a deed of agreement concluded between Hilaire Allen and Joseph Bégin for the digging of ditches between lots 58 and 56, passed before Notary L.O. Audet, October 25th, 1919, registered at Levis, under No. 59,186.

The whole to be sold at the parochial church door of St-Henri, county of Levis, the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, November 11, 1953. 36050-46-2

[First insertion: November 14, 1953]
[Second insertion: November 28, 1953]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval

Cour Supérieure, N° 14893. LÉO SIMARD LTÉE, corps politique incorporé ayant bureau à Alma, demandeur, vs JOS.-EDMOND GAGNÉ de Notre-Dame-d'Hébertville, défendeur.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Un terrain et emplacement sis et situé en le village d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant quatre-vingt pieds de largeur par quatre-vingt-trois pieds de profondeur, fai-

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval

Superior Court, No. 14893. LÉO SIMARD LTÉE, body politic and corporate, with office at Alma, Plaintiff, vs JOS.-EDMOND GAGNÉ, of Notre-Dame-d'Hébertville, defendant.

Notice is hereby given that the abovmentioned lands and heritages have been seized and shall be sold at the respective times and places mentioned below.

A piece of land and emplacement situated in the village of Hébertville, in the county of Lake St-John, measuring eighty feet in width by eighty-three feet in depth, forming part of lot number

sant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195), du cadastre officiel pour le village d'Hébertville, avec bâtisses dessus construites, appartenance et dépendances: borné à l'Est, au chemin public, et de tous les autres côtés au terrain de Epiphane Simard, le tout tel que clôturé.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville, comté Lac St-Jean, District de Roberval, province de Québec, le QUATORZIÈME (14) jour de DÉCEMBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice de Roberval, Le Shérif,
Dist. de Roberval, ANTOINE TREMBLAY.
ce 11 novembre 1953. 36051-46-2-o

ons hundred and ninety-five (195), of the official cadastre for the village of Hébertville, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies: bounded to the east, by the public road, and on all other sides by the land of Epiphane Simard, the whole such as fenced-in.

To be sold at the Church door of the parish of Notre-Dame-d'Hébertville, county of Lake St-John, district of Roberval, Province of Quebec, the FOURTEENTH (14) day of DECEMBER 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House of Roberval,
District of Roberval,
this November 11, 1953. 36051-46-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 7676. { LA BANQUE CANADIENNE, NATIONALE corps politique et incorporé, ayant

son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal et un bureau à La Malbaie, demanderesse: vs RAOUL BOIVIN, journalier, de Pointe-au-Pic, et ARTHUR BOIVIN, menuisier, ci-devant de Pointe-au-Pic, et demeurant à 204, rue de la Capricieuse, en la cité de Québec, défendeurs.

Un certain terrain, situé dans le village de la Pointe-au-Pic, à l'angle des avenues Murray et Warren, et étant une partie du lot P-46 du cadastre officiel pour ledit village, mesurant 90 pieds par 55 pds environ, et borné comme suit: en front, au nord-est, à l'avenue Murray, d'un côté, au nord-ouest, à l'avenue Warren, et des deux autres côtés à partie du même lot P-46, propriété de J. Ed. Warren ou représentants, avec toutes bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Pointe-au-Pic MERCREDI le SEIZE décembre à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.
Le 7 novembre 1953. 36023-46-2-o

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 7676. { LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, a body politic and corporate,

having its head office in the city of Montreal, and an office at La Malbaie, Plaintiff: vs RAOUL BOIVIN, laborer, of Pointe-au-Pic, and ARTHUR BOIVIN, joiner, heretofore of Pointe-au-Pic, and living at 204, Capricieuse Street, in the City of Quebec, defendants.

A certain piece of land, situate in the village of Pointe-au-Pic, at the angle of Murray and Warren Avenues, and being part of lot P-46 of the official cadastre for the said village, measuring 90 feet by about 55 feet, and bounded as follows: in front, on the northeast, by Murray Avenue, on one side, on the northwest, by Warren Avenue, and on the other two sides by part of the same lot P-46, property of J. Ed. Warren or representatives, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Pointe-au-Pic, WEDNESDAY, DECEMBER SIXTEENTH at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE NÉRON,
Sheriff's Office, Sheriff.
November 7, 1953. 36023-36-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François, Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 2572. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant, vs MAURICE MERCIER, autrefois de Lac Mégantic, Cté Frontenac, et maintenant de Cowansville, Cté Missisquoi, intimé.

Comme appartenant au dit intimé:

"La moitié sud-ouest du lot numéro quarante-huit et le lot numéro quarante-neuf du rang cinq des plan et livre de renvoi officiells du canton de Spaulding, avec bâtisses."

Pour être vendus "en bloc", au Bureau d'Enregistrement, à Lac Mégantic, MERCREDI, le SEIZE DÉCEMBRE 1953, à DEUX ET TRENTE heures P. M.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS LABRECQUE.
District de St-François, 10 novembre 1953.
36031-46-2-o

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis, Sherbrooke

Superior Court, No. 2572. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its

head office at Quebec, applicant, vs MAURICE MERCIER, formerly from Lac Megantic, Co., Frontenac, and Now of Cowansville, Co. Missisquoi, appellee.

As belonging to the said appellee:

"The south-west half of lot number forty-eight and the lot number forty-nine of range five on the official cadastral plan and book of reference for the township of Spaulding, with buildings."

To be sold "en bloc", at the Registry Office, at Lac Megantic, WEDNESDAY, the SIXTEENTH of DECEMBER 1953, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sherbrooke, Sheriff.
District of St. Francis, November the 10th, 1953.
36031-46-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 46

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beauchemin & Séguin 3407
Blanchette vs Thibault 3407
Dumaine vs Thibault 3407
Tétreault vs Lapalme 3407

ARRETÉS EN CONSEIL:

1228-C — Boulangerie, Québec et district 3405
1228-D — Sacoche, Province 1402
1228-E — Construction, les comtés de Abitibi-est, etc. 3405

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3357

AVIS DIVERS:

Association des Employés de King Paper Box Mfg. (Formation) 3408
Association des Épiciers Licenciés de la Ville de St-Joseph-d'Alma (Formation 3408
Calumet Uranium Mines Ltd. (Directeurs) 3409
Consolidated Chibougamau Goldfields Limited (Dist. de l'actif) 3409
Gamlen Chemical Company (Nouvel agent) 3409
Price Brothers & Company, Limited (Barrage du "Pool à Nil") 3409
Richmond Machine Tool and Die Casting Co. Ltd. (Directeurs) 3408
Syndicat Catholique des Employés Municipaux de la cité de Sillery (Formation) 3407
The Pennvernon 105th, Anniversary Credit Union (Fondation) 3408

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3410

CHARTES — ABANDON DE:

Lopal Investments Limited 3410
Princess Ladies Wear Inc. 3410
Rouleau, Limitée 3410

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Anderson, Keith K. 3402
Asbestos, ville *et al* 3393
Bélisle, Léo-Paul 3399
BBeoijua,liavcius *et Uxor*, Philippe 3400
nncmi Sduccession Zénon 3387
Bromptonville, ville et comm. scol. 3393
Canton Delisle, Corporation de 3392
Cap-de-la-Madeleine, Comm. d'écoles 3401
Charbonneau, Pierre-Marcel *et vir* 3391
Chicoutimi, cité 3396
Coaticook, ville 3394
Commissions scolaires de la ville de St-Joseph-d'Alma et de Naudville 3392
Dorion, ville de 3399
East-Angus, ville de 3398
Erickson, Belle Geraldine 3400
Giffard, village 3412
Greenfield Park, ville de 3395
Hope, Robert Alexander 3386
Hull, vité de 3396

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beauchemin vs Séguin 3407
Blanchette vs Thibault 3407
Dumaine vs Thibault 3407
Tétreault vs Lapalme 3407

ORDERS IN COUNCIL:

1228-C — Baking, Quebec and district. 3405
1228-D — Handbag, Province 3402
1228-E — Construction, the counties of Abitibi-East, etc. 3405

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3357

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de King Paper Box Mfg. (Formation) 3408
Association des Épiciers Licenciées de la Ville de St-Joseph-d'Alma (Formation) 3408
Calumet Uranium Mines Ltd. (Directors) 3409
Consolidated Chibougamau Goldfields Limited (Dist. of assets) 3409
Gamlen Chemical Company (New agent) 3409
Price Brothers & Company, Limited (Dam of "Pool à Nil") 3409
Richmond Machine Tool and Die Casting Co. Ltd. (Directors) 3408
Syndicat Catholique des Employés Municipaux de la cité de Sillery (Formation) 3407
The Pennvernon 105th, Anniversary Credit Union (Foundation) 3408

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning to private bills to be introduced during the coming session 3410

CHARTERS — SURRENDER OF:

Lopal Investments Limited 3410
Princess Ladies Wear Inc. 3410
Rouleau, Limitée 3410

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Anderson, Keith K. 3402
Asbestos, town *et al* 3393
Bélisle, Léo-Paul 3399
Benijaminavicius, *et Uxor*, Philippe ... 3400
Bolduc, Estate of Zénon 3387
Bromptonville, town and School Comm. 3393
Canton Delisle, Corporation of 3392
Cap-de-la-Madeleine, School Comm... 3401
Charbonneau, Pierre-Marcel *et vir* 3391
Chicoutimi, city 3396
Coaticook, town 3394
School Commissions of the town of St-Joseph d'Alma and of Naudville 3392
Dorion, town of 3399
East-Angus, Town of 3398
Erickson, Belle Geraldine 3400
Giffard, village 3412
Greenfield Park, town of 3395
Hope, Robert Alexander 3386
Hull, city of 3396

L'Abord-à-Plouffe, ville de 3387
Lachine cité de 3401
Laval, comté de 3387
Lavoie, Adélard 3386
Lemoyne, ville de 3395
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis 3392
Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec 3391
Lévis, cité de 3399
Longueuil, cité de 3390
Longueuil, Commissaires d'écoles de la paroisse de 3411
Mont-Laurier, commission scolaire de 3386
Mont-Laurier, ville de 3388
Montmangy, ville de 3392
Montréal, ville de 3397
Montréal, cité de 3411
Mont-Royal, ville 3411
Myszochray, Casimir 3387
Namerow, Isidore 3399
Outremont, cité de 3399
Rivermead Golf Club 3400
Rivière-du-Loup, cité de 3398
Salaberry-de-Valleyfield, cité de 3398
Sherbrooke, cité de 3390
Sillery, cité de 3400
Sillery, commissaires d'écoles de la cité de 3390
Société d'Administration et de Fiducie 3388
Soeurs de St. Joseph de St. Hyacinthe 3402
Ste-Rose, ville de 3389
St-Félicien, ville de 3390
St-Hyacinthe, cité 3391
St-Hyacinthe, comm. scol. 3394
St-Jean, cité de *et al* 3389
St-Lambert, ville de 3395
St-Martin, paroisse de 3388
Succession Dame Louise Papin dit Lachance 3386
Successions Patrick Labelle et Adelina Rochon 3392
The St-Maurice Furniture Company Limited 3386
The Royal Trust Co. *et al* 3401
Turner, John Napier Wyndham 3401
Weinstein, Milton 3389

L'Abord-à-Plouffe, town of 3387
Lachine City of 3401
Laval, county of 3387
Lavoie, Adélard 3386
Lemoyne, town of 3395
Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis 3392
Les Syndicats des Bénéfices Sociaux de Québec 3391
Lévis, city of 3399
Longueuil, city of 3390
Longueuil, School Commissioners of the parish of 3411
Mont-Laurier, School Commission of .. 3386
Mont-Laurier, town of 3388
Montmagny, town of 3392
Montreal, city of 3397
Montreal, city of 3411
Mount-Royal, town 3411
Myszochray, Casimir 3387
Namerow, Isidore 3399
Outremont, city of 3399
Rivermead Golf Club 3400
Rivière-du-Loup, city of 3398
Salaberry-de-Valleyfield, city of 3398
Sherbrooke, city of 3390
Sillery, city of 3400
Sillery, School Commissioners of the city of 3390
Société d'Administration et de Fiducie. 3388
Sœurs de St-Joseph de St-Hyacinthe .. 3402
Ste-Rose, town of 3389
St-Félicien, town of 3390
St-Hyacinthe, city of 3391
St-Hyacinthe, School Comm. 3394
St-Jean, city of *et al* 3389
St-Lambert, town of 3395
St-Martin, parish of 3388
Estate of Dame Louise Papin dit Lachance 3386
Estates Patrick Labelle and Adelina Rochon 3392
The St-Maurice Furniture Company Limited 3386
The Royal Trust Co. *et al* 3401
Turner, John Napier Wyndham 3401
Weinstein, Milton 3389

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Cap-Santé, village 3413
Ripon 3413
Sacré-Cœur 3413

TERRES ET FORETS:
Service du Cadastre:

Granby, canton 3413
Rapide-des-Joachims, village 3413
Ste-Foy, paroisse 3414

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal (Prélèvement) 3416
Comité Conjoint des Métiers de la Construction de Montréal (Règlements) 3414

LETTRES PATENTES:

Allen's Cartage Ltd. 3558
Amazon Products Manufacturing Limited 3559

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Cap-Santé, village 3413
Ripon 3413
Sacré-Cœur 3413

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Granby, township 3413
Rapide-des-Joachims, village 3413
Ste-Foy, parish 3414

LABOUR:
Industry of Trades of:

Building Trades Joint Committee of Montreal (Levy) 3416
Building Trades Joint Committee of Montreal (By-laws) 3414

LETTERS PATENT:

Allen's Cartage Ltd. 3558
Amazon Products Manufacturing Limited 3559

Appliances & TV Ltd. 3559
Arco Electric Inc. 3559
Association de Hockey Junior de Québec Incorporée, (Catégorie B) — Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B. Category) 3560
Baillargeon Corporation 3560
Beaudry Limitée 3560
Bernard Côté Inc. 3561
Bolduc & Fils, Inc. 3561
Bright Spot Inc. 3562
Calumet Uranium Mines Ltd. 3562
Canadian Contractors Inc. 3562
Canadian Diamond Co. Ltd. 3563
Canadian Formwork Ltd. 3563
Carmen Shoes Ltd. 3563
Caron & Frère Limitée 3564
Colossal Fruit Co. Ltd. 3564
Compagnie des Arts Continentaux — Continental Art Company 3564
Décarie Blvd. Bakery & Pastry Inc. 3565
Development Construction Co. Ltd. 3565
Diamond Investment Corporation 3566
Drummond Hosiery Co. Ltd. 3566
Edgar Tremblay Inc. 3566
Four Hundred Dorchester Inc. 3567
Granby Dryer Felt Co. Ltd. 3567
Harry Ball & Son, Ltd. 3567
Hill-McNair Construction Ltd 3 68
Home & Country Casuals Ltd 3568
Industries Cactus Limitée — Cactus Industries Limited 3568
International Research Bureau of Quebec Ltd. 3569
Jet Plumbing & Heating Co. Inc. 3569
Jewel Craft Inc. 3570
J.-R. Marois Construction Ltée — J.-R. Marois Construction Ltd. 3570
Kay Cleaners Inc. 3570
Lake St. John Veneer Corporation 3571
La Société d'Habitations Modernes Inc. 3571
Laurentide Distributors Corporation 3571
Le Club de Pêche du Lac Libby 3572
Le Réfrigérateur Moderne Limitée 3572
Les Entreprises Giguère Ltée — Giguère Enterprises Ltd. 3573
Les Entreprises Grand'Mère-Est Inc. 3573
Les Publications du Nord-Ouest Ltée 3573
Levelall Inc. 3574
Livia Sylva Ltd. 3574
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Hubert, Comté de Chambly 3574
Monarch Safe & Equipment Company. 3575
Neil Chotem Inc. 3575
Nicolet Automobiles Ltée 3576
O. K. Chipcore Corporation 3576
Paragon Construction Ltd. — Paragon Construction Cie Ltée 3576
Patents & Development Limited 3577
P. H. (Bill) Mitchell Inc. 3577
Playfair Knitting Inc. 3577
Plywood Associates Inc. 3578
Pontiac Securities Ltd. 3578
Printers & Lithographers Ltd. 3579
Saguenay Food Distributors Ltd. 3579
Serv-All Company Inc. 3579
Shower Doors Inc. 3580
Stein-Win Sportswear Ltd. 3580
Sun Ray Novelties Company Limited . 3580
Superior Special Delivery Express 3581
Théâtre Drummond Ltée 3581
Warwick Lumber Mill Limited 3582
William A. D. Manufacturing Co. Ltd. 3582
Wood & Stone Construction Inc. 3582

Appliances & TV Ltd. 3559
Arco Electric Inc. 3559
Association de Hockey Junior de Québec Incorporée, (Catégorie B) — Quebec Junior Hockey Association Incorporated (B. Category) 3560
Baillargeon Corporation 3560
Beaudry Limitée 3560
Bernard Côté Inc. 3561
Bolduc & Fils, Inc. 3561
Bright Spot Inc. 3562
Calumet Uranium Mines Ltd. 3562
Canadian Contractors Inc. 3562
Canadian Diamond Co. Ltd. 3563
Canadian Formwork Ltd. 3563
Carmen Shoes Ltd. 3563
Caron & Frère Limitée 3564
Colossal Fruit Co. Ltd. 3564
Compagnie des Arts Continentaux — Continental Art Company 3564
Décarie Blvd. Bakery & Pastry Inc. 3565
Development Construction Co. Ltd. 3565
Diamond Investment Corporation 3566
Drummond Hosiery Co. Ltd. 3566
Edgar Tremblay Inc. 3566
Four Hundred Dorchester Inc. 3567
Granby Dryer Felt Co. Ltd. 3567
Harry Ball & Son, Ltd. 3567
Hill-McNair Constrution Ltd 3588
Home & Country Casuals Ltd. 3568
Industries Cactus Limitée — Cactus Industries Limited 3568
International Research Bureau of Quebec Ltd. 3569
Jet Plumbing & Heating Co. Inc. 3569
Jewel Craft Inc. 3570
J.-R. Marois Construction Ltée — J.-R. Marois Construction Ltd. 3570
Kay Cleaners Inc. 3570
Lake St. John Veneer Corporation 3571
La Société d'Habitations Modernes Inc. 3571
Laurentide Distributors Corporation 3571
Le Club de Pêche du Lac Libby 3572
Le Réfrigérateur Moderne Limitée 3572
Les Entreprises Giguère Ltée — Giguère Enterprises Ltd. 3573
Les Entreprises Grand'Mère-Est Inc. 3573
Les Publications du Nord-Ouest Ltée 3573
Levelall Inc. 3574
Livia Sylva Ltd. 3574
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Hubert, Comté de Chambly 3574
Monarch Safe & Equipment Company. 3575
Neil Chotem Inc. 3575
Nicolet Automobiles Ltée 3576
O. K. Chipcore Corporation 3576
Paragon Construction Ltd. — Paragon Construction Cie Ltée 3576
Patents & Development Limited 3577
P. H. (Bill) Mitchell Inc. 3577
Playfair Knitting Inc. 3577
Plywood Associates Inc. 3578
Pontiac Securities Ltd. 3578
Printers & Lithographers Ltd. 3579
Saguenay Food Distributors Ltd. 3579
Serv-All Company Inc. 3579
Shower Doors Inc. 3580
Stein-Win Sportswear Ltd. 3580
Sun Ray Novelties Company Limited . 3580
Superior Special Dlivery Express 3581
Théâtre Drummond Ltée 3581
Warwick Lumber Mill Limited 3582
William A. D. Manufacturing Co. Ltd. 3582
Wood & Stone Construction Inc. 3582

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bancroft Industries Limited 3583

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bancroft Industries Limited 3583

Cape Citadel Construction Inc. 3583
Dominique Calabrese & Fils Limitée .. 3583
Hanna Mfg. Co. Ltd. 3583
John Breakey Limited 3584
Kensington Sportswear Ltd. 3584
La Société Fides Inc. 3584
Pichette Nettoyeur Ltée — Pichette Cleaner Ltd. 3584
Rex Realties Limited 3585
Roy & Frères Inc. 3585
Stanley Bagg Corporation 3585

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité du canton Lytton à la municipalité du canton Sicotte 3417
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 3418

SIÈGES SOCIAUX:

Calumet Uranium Mines Ltd. 3419
Drummond Hosiery Co. Ltd. 3419
Nicolet Automobiles Ltée 3419
Vézina Lumber Ltée — Vézina Lumber Ltd. 3420
Chevaliers de Colomb, Conseil de:
Asbestos, N° 2823 3420
Beaupré, N° 2896 3419
Belleterre, N° 2995 3419
Gatineau, N° 2880 3420
La Tuque, N° 1887 3420
Napierville, N° 3587 3420

SOUMISSIONS:

Cap-de-la-Madeleine, Com. scol. 3428
Granby, cité 3422
Port-Alfred, ville 3425
St-Lambert, cité 3423
St-Lambert (Lévis), Comm. scol. 3421
Sept-Iles, ville 3424
Taché, canton 3425
Wottonville, Comm. scol. 3426

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company ... 3429

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Charpentier, Paul-Émile 3430
Ménard, Edouard 3429

VENTES POUR TAXES:

Pointe-Claire, ville de 3430
St-Lambert, cité de 3431

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Laroche vs Morin 3432

BEDFORD:

Berlet Fruit Inc. vs Cabana 3433
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Duranleau 3433

GASPÉ:

Russell vs Vallée 3434

Cape Citadel Construction Inc. 3583
Dominique Calabrese & Fils Limitée .. 3583
Hanna Mfg. Co. Ltd. 3583
John Breakey Limited 3584
Kensington Sportswear Ltd. 3584
La Société Fides Inc. 3584
Pichette Nettoyeur Ltée — Pichette Cleaner Ltd. 3584
Rex Realties Limited 3585
Roy & Frères Inc. 3585
Stanley Bagg Corporation 3585

PROCLAMATIONS:

Concerning annexation of a certain territory of the municipality of the township of Lytton to the municipality of the township of Sicotte 3417
Convocation of the Legislature for the dispatch of business 3418

HEAD OFFICES:

Calumet Uranium Mines Ltd. 3419
Drummond Hosiery Co. Ltd. 3419
Nicolet Automobiles Ltée 3419
Vezina Lumber Ltd.— Vézina Lumber Ltée 3420
Knights of Columbus, Council of:
Asbestos, No. 2823 3420
Beaupré, No. 2896 3419
Belleterre, No. 2995 3419
Gatineau, No. 2880 3420
La Tuque, No. 1887 3420
Napierville, No. 3587 3420

TENDERS:

Cap-de-la-Madeleine, School Comm. ... 3428
Granby, city 3422
Port-Alfred, town 3425
St-Lambert, city 3423
St-Lambert (Lévis), School Comm. 3421
Sept-Iles, town 3424
Taché, township 3426
Wootonville, School Comm. 3427

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company ... 3429

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Charpentier, Paul-Émile 3430
Ménard, Edouard 3429

SALES FOR TAXES:

Pointe-Claire, town of 3430
St-Lambert, city of 3431

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Laroche vs Morin 3432

BEDFORD:

Berlet Fruit Inc. vs Cabana 3433
Quebec Farm Credit Bureau vs Duranleau 3433

GASPÉ:

Russell vs Vallée 3434

MONTRÉAL:

Julien vs Chartrand..... 3434

NICOLET:

Rousseau vs Horion *et al*..... 3434
Rousseau vs Horion *et al*..... 3435

QUÉBEC:

Vallières vs Bolduc..... 3435

ROBERVAL:

Léo Simard Ltée vs Gagné..... 3436

SAGUENAY:

Banque Canadienne Nationale vs Boivin *et al*..... 3437

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Mercier..... 3437

35998-o

MONTREAL:

Julien vs Chartrand..... 3434

NICOLET:

Rousseau vs Horion *et al*..... 3434
Rousseau vs Horion *et al*..... 3435

QUEBEC:

Vallières vs Bolduc..... 3435

ROBERVAL:

Léo Simard Ltée vs Gagné..... 3436

SAGUENAY:

Banque Canadienne Nationale vs Boivin *et al*..... 3437

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Mercier..... 3437

35998-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.